

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION – DISCIPLINE – TRAVAIL

MINISTRE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET
DES ENERGIES RENOUVELABLES



PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES) DU
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ELECTRIQUE ET
D'ACCES A L'ELECTRICITE (PROSER) de 253 LOCALITES DANS LES DISTRICTS DU
WOROBA (REGIONS DU BAFING, DU BERE, DU WORODOUGOU) ET DES MONTAGNES
(REGIONS DU CAVALLY, DU GUEMON ET DU TONKPI)

Rapport final

Octobre 2019



CONSULTING SECURITE
INDUSTRIELLE

Angré 8^{ème} Tranche, Immeuble ELVIRA
Tél :22 52 56 38/ Cel :08 79 54 29
consultingsecuriteindustrielle@gmail.co

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES PHOTOS	viii
RÉSUMÉ	ix
1 INTRODUCTION	1
1.1 Contexte de l'étude	1
1.2 Objectifs du PCGES	1
1.3 Approche méthodologique de conduite de l'étude	2
2 DESCRIPTION DU PROJET	3
2.1 Généralités	3
2.2 Composantes du projet	3
2.3 Consistance du projet	3
2.3.1 Phasage des travaux	3
2.3.2 Description des travaux de la composante 1 : Extension de réseaux MT aériens	4
2.3.3 Description des travaux de la composante 2 : Construction de réseaux BT/EP	5
2.4 Localisation de la zone du projet	7
3 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE RÉFÉRENCE AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL	9
3.1 DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE RÉFÉRENCE DU DISTRICT DES MONTAGNES	9
3.1.1 Description du milieu physique et humain	9
3.1.2 Description du milieu biologique	17
3.2 DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE RÉFÉRENCE DU DISTRICT DU WOROBA	21
3.2.1 Description du milieu physique et humain	22
3.2.2 Description du milieu biologique DU DISTRICT DU WOROBA	40
4 CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	44
4.1 CADRE POLITIQUE	44
4.1.1 Plan National de Développement (PND)	44
4.1.2 Politique dans le domaine de l'électricité	44
4.1.3 Politique environnementale	45
4.1.4 Politique en matière de promotion du genre	45
4.2 CADRE JURIDIQUE	46
4.2.1 CADRE JURIDIQUE NATIONAL	46
4.2.2 CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL	57
4.3 LE CADRE INSTITUTIONNEL	65
5 IMPACTS POTENTIELS DU PROJET ET MESURES D'ATTENUATION ET DE RENFORCEMENT/BONIFICATION	71
5.1 Principaux impacts et risques environnementaux et socio-économiques génériques du projet	71
5.1.1 Analyse des impacts et effets positifs du projet	71
5.1.2 Analyse des effets et impacts négatifs des activités du projet	72
5.2 Mesures de prévention/atténuation et de renforcement/bonification des impacts	73
5.2.1 Mesures de bonification des impacts positifs	74
5.2.2 Mesures D'ATTENUATION des impacts NEGATifs	74

5.2.3	Mesures de gestion des risques	75
5.2.4	Mesures de gestion des accidents et incidents	76
5.3	Mécanisme de gestion des plaintes	76
5.3.1	Objectifs et présentation d'ensemble	76
5.3.2	Types de plaintes et conflits à traiter	76
5.3.3	Mécanisme de résolution	77
6	PROCEDURES POUR EVALUER ET GERER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS ET LES RISQUES DES SOUS-PROJETS	79
6.1	Démarche de gestion environnementale et sociale du PROSER	79
6.1.1	Étape 1 : screening environnemental et social	79
6.1.2	Étape 2 : Approbation de la catégorie environnementale	79
6.1.3	Étape 3: Realisation de l'étude environnementale et sociale	80
6.1.4	Étape 4 : Examen et approbation des rapports	80
6.1.5	Étape 5: Consultations publiques et diffusion	80
6.1.6	Étape 6 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les dossiers d'appels d'offres, CONTRATS DES SOUS-TRAITANTS et approbation des pges-chantier	80
6.1.7	Étape 7: surveillance et Suivi environnemental et social de la mise en œuvre d'ES SOUS-projets	81
6.1.8	Étape 8: Renforcement des capacités des acteurs	81
6.1.9	Étape 9 : Audit / Évaluation de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	81
6.2	Cadre de surveillance, suivi et évaluation environnementale et social	82
6.2.1	Surveillance environnementale et sociale	82
6.2.2	Suivi environnemental et social	83
6.2.3	Audit-Évaluation	83
6.2.4	Dispositif de rapportage	83
6.2.5	Indicateurs de suivi environnemental et social	83
6.2.6	Coût du suivi/surveillance et évaluation environnementale et social	84
6.3	Calendrier et budget de mise en œuvre du PGES	85
6.3.1	Calendrier de mise en œuvre	85
6.3.2	Budget de mise en œuvre du PCGES	85
7	ARRANGEMENTS POUR LE SUIVI ET LA SUPERVISION DU PROGRAMME	87
7.1	Comité National de Pilotage du Projet	87
7.1.1	Unité de GESTION du projet	87
7.1.2	Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)	87
7.2	Cadre de surveillance et suivi environnemental et social	87
7.2.1	Ministères impliqués dans la mise en œuvre du pcges	87
7.3	Mission de contrôle	88
7.3.1	Entreprises en charge des travaux	88
7.3.2	Collectivités territoriales	88
7.3.3	Organisations de la société civile (osc) et associations locales	89
8	DISPOSITIONS POUR LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION	90
8.1	Organisation des moyens de communication	90
8.1.1	Réunions d'informations et de consultations publiques avec les parties prenantes	90
8.1.2	Réunions de chantier	90
8.1.3	Sensibilisation	90
8.1.4	Réunions périodiques de sécurité (1/4 d'heure hse)	91
8.2	Diffusion de l'information	91
8.2.1	Affichages	91
8.2.2	Communiqués audio-visuels et presses	91
9	EXIGENCES RELATIVES À LA FORMATION ET AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR PERMETTRE LA MISE EN ŒUVRE DU CGES	92
9.1	Cadre général d'évaluation des capacités institutionnelles	92

9.1.1	Côte d'Ivoire Energies-----	92
9.1.2	Agence nationale de l'environnement (ANDE)-----	93
9.2	Cadre de formation des acteurs-----	93
9.3	Cadre d'assistance technique-----	94
10	CONSULTATIONS PUBLIQUES-----	96
10.1	Objectif de la consultation publique-----	96
10.2	Etendue des consultations du public et acteurs-----	96
10.3	Méthodologie adoptée-----	96
10.4	Synthèses des interventions du PROSER-----	97
10.4.1	DISTRICT DES MONTAGNES-----	97
10.4.2	DISTRICT DU WOROBA-----	106
11	CONCLUSION-----	124
12	REFERENCES DES DOCUMENTS CONSULTES-----	125
13	ANNEXES-----	127
13.1	Annexe 1 : Canevas type de rédaction du Constat d'Impact Environnemental et Social-----	128
13.2	Annexe 3 : Liste des personnes contactées-----	130
13.3	Annexe 4 : Liste des localités bénéficiaires dans les Districts des Montagnes et du Woroba-----	135
13.4	Annexe 5 : Liste de villages proposés par les personnes consultées pour être bénéficiaires au projet d'électrification du district des montagnes et du woroba-----	142
13.5	Annexe 6 : LISTE DES COOPERATIVES DES FEMMES RECENSEES-----	146
13.6	Annexe 7 : Règlement intérieur et code de bonne conduite-----	155

SIGLES ET ACRONYMES

ANDE	Agence Nationale De l'Environnement
APD	Avant-Projet Détaillé
BAD	Banque Africaine de Développement
BEEA	Bureau d'Etudes Environnementales Agrée
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BTA	Basse Tension Aérien
BT	Basse Tension
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CIAPOL	Centre Ivoirien Antipollution
CIE	Compagnie Ivoirienne de l'Electricité
CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire ENERGIES
CIES	Constat d'Impact Environnemental et Social
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
DEMO	Direction des Etudes et de la Maîtrise d'Œuvre
DGDD	Direction Générale du Développement Durable
DGE	Direction Générale de l'Energie
DGE	Direction Générale de l'Environnement
DR	Direction Régionale
DRDSL	Direction Régionale et Départementale de la Santé des Lagunes
EESS	Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EP	Eclairage Public
FED	Fonds Européen de Développement
HT	Haute Tension
HTA	Haute Tension Aérien de catégorie A (Moyenne Tension)
HTB	Haute Tension Aérien de catégorie B (Haute Tension)
IACM	Interrupteur Aérien à Commande Manuelle
INHP	Institut National de l'Hygiène Publique
INSP	Institut National de la Santé Publique
kV	Kilo Volts
kW	Kilo Watt
kWh	Kilo Watt heure
MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
MEPS	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MPEER	Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables

MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
MT	Moyenne Tension
MVA	Méga Volt Ampère
MW	Méga Watt
MWh	Méga Watt Heure
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PCGES	Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
PCR	Plan Cadre de Réinstallation
PEES	Procédure d'Evaluation Environnementale et Sociale
PROSER	Programme de Renforcement des Ouvrages du Système Electrique et d'accès à l'électricité
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIN	Plan Indicatif National
PRONER	Programme National d'Electrification Rurale
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquis
SOGPE	Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité
SOPIE	Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité
SSI	Système de Sauvegarde Intégré
TAV	Turbine à Vapeur
TDR	Termes De Référence
TFO	Transformateur de puissance
U	Tension
UE	Union Européenne
Umin	Tension Minimale
Umax	Tension Maximale
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine
VRD	Voiries et Réseaux Divers

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition des localités bénéficiaires du projet dans les districts des MONTAGNES et du WOROBA	7
Tableau 2: Caractéristiques des populations de la Région du Tonkpi.....	10
Tableau 3: Caractéristiques des populations de la Région du Cavally	14
Tableau 4: Statut de conservation international de quelques mammifères du District des MONTAGNES	19
Tableau 5: Subdivision territoriale et administrative du district du Woroba	21
Tableau 6: Rapport de masculinité de la population résidente du Béré.....	26
Tableau 7: Principales caractéristiques démographiques de la région du Béré.....	30
Tableau 8: Taux de couverture réseau de communication dans la région du Béré	33
Tableau 9: Cheptel de la région du Worodougou.....	36
Tableau 10: Récapitulatif des types d'occupation du sol dans le District du Woroba	40
Tableau 11: Description des forêts, savanes et culture du District du Woroba.....	41
Tableau 12: Liste de certaines espèces citées dans la littérature comme présente dans le District du Woroba et reconnues comme menacées selon la liste rouge de l'UICN (2016)	42
Tableau 13: Cadre juridique national relatif au projet.....	47
Tableau 14: Principales Conventions en relation avec le projet	57
Tableau 15: Screening des composantes du PROSER au regard du cadre juridique national et de la sauvegarde opérationnelle SO 1.	62
Tableau 16: Analyse comparative entre les Sauvegardes Opérationnelles de la Banque Africaine de Développement et le cadre juridique environnementale nationale.....	63
Tableau 17: Institutions concernées par le projet	65
Tableau 18: Identification des impacts positifs liés aux activités du projet PROSER	71
Tableau 19: Description globale des Impacts des activités du PROSER.....	72
Tableau 20: Mesures de bonification des impacts positifs	74
Tableau 21: Mesures d'atténuation des impacts négatifs	74
Tableau 22: Canevas de surveillance environnementale et sociale	82
Tableau 23: Canevas de surveillance et de suivi environnemental et social	84
Tableau 24: Coût du suivi/surveillance et Audit-Évaluation.....	84
Tableau 25: Calendrier de mise en œuvre des mesures du projet (à réévaluer par la plénière à CSI).....	85
Tableau 26: Budget de mise en œuvre du PCGES	86
Tableau 27: Action de renforcement des capacités, d'information et de sensibilisation.....	93

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Répartition des localités bénéficiaires par région du District du Woroba.....	8
Figure 2: Répartition des localités bénéficiaires par région du District des Montagnes.....	8
Figure 7: Situation administrative de la Région du Tonkpi.....	9
Figure 8: Carte de localisation des sites d'intérêt pour la biodiversité dans le District des MONTAGNES.....	18
Figure 9: Situation géographique du district du WOROBA.....	21
Figure 10: Carte du relief de la Côte d'Ivoire montrant les caractéristiques de la région du Béré (rectangle noir).....	27
Figure 11: Carte de la végétation de Côte d'Ivoire et de la Région du Béré (rectangle).....	27
Figure 12: le bassin du fleuve Bandama et ses principaux affluents dans le centre nord-ouest de la Côte d'Ivoire.....	28
Figure 13: Principaux types de sols de la Côte d'Ivoire et de la Région du Béré (rectangle noir).....	29
Figure 14: Esquisse de la carte géologique de la Côte d'Ivoire (et de la région du Béré dans le rectangle).....	29
Figure 15: Carte administrative de la région du Béré.....	30
Figure 16: Carte de localisation des sites d'intérêt pour la biodiversité dans le District du Woroba.....	40

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Vue d'une rivière à Kozema (département de Ouaninou gps 8.25695 N/ -7.90758 W) dans le Bafing.....	23
Photo 3: Sol de type ferrallitique de Kozema (Sous préfectures Ouaninou dans le Bafing point GPS.....	23
Photo 4: Maisons en aggloms et en briques de terre compressée à proximité d'une voie de circulation.....	32
Photo 5: Pompe hydraulique fonctionnelle et femmes remplissant leurs cuvettes d'eau.....	33
Photo 6: Poteaux électriques non reliés au réseau (indiquer dans quel village.....	33
Photo 7: Voies d'accès en terre dans la région du Béré.....	34
Photo 8: Type de sol ferrallitique sablonneux et graveleux de la localité de Mahanan (Sous-préfectures de Touba).....	35
Photo 9: Affleurements de socle (massif) granitique et son arène dans la localité de Mahanan (Sous-préfectures de Touba).....	35
Photo 10: Une vue de la rivière de flala, S/P de Séguéla (GPS 7,91482/-6,58317) et de Touba.....	36
Photo 11: Une vue de la rivière et de marécage près de la localité de Mahanan sous préfectures de Touba.....	36
Photo 1: Rencontre avec les autorités préfectorales de Toulepleu le matin du 13 août 2019 projet d'électrification rurale la phase de conception.....	98
Photo 2: Rencontre avec les autorités de Bangolo.....	99
Photo 3: Entretien avec la présidente des femmes et le chef de village de Tie-Ne Zagna sous préfecture de Bangolo.....	99
Photo 4: Chef de village Mamizo à droite et notable à droite.....	101
Photo 5: Capitaine Koffi Yao chef du cantonnement de la police forestière de Biankouman.....	101
Photo 6: Directeur Technique Cie Biankouman.....	101
Photo 7: Chefs des villages concernés à Man.....	103
Photo 8: Réception par la présidente de l'union des associations des femmes de Man.....	103
Photo 9: Rencontre avec les autorités administratives et préfectorales (secrétaire général de la préfecture de Touba, le sous préfet Founbesso, le sous préfet de Dioman) du département de TOUBA.....	107
Photo 10: Photo d'ensemble avec le corps préfectoral et les directeurs d'administrations déconcentrés du département de Kani.....	110
Photo 11: Photo avec la présidente des femmes de Farako-Koro s/ p de Koro.....	113
Photo 12: Photo d'ensemble avec la population de Farako Koro s/p de Koro.....	113
Photo 13: Rencontre avec les autorités préfectorales de Ouaninou et les directeurs d'administrations déconcentrés.....	116
Photo 16: Photo d'ensemble avec la population de Flala S/P de Séguéla.....	120
Photo 14: Réunion les autorités administratives, les Directeurs régionaux et chfs de village à la préfecture de Séguéla.....	123
Photo 15: Photo de famille avec le corps préfectoral, les représentants et chef d'administration déconcentrés et les autorités coutumières du village de Breko sous préfecture de Séguéla.....	123

RÉSUMÉ

Contexte du projet

Après l'adoption en Conseil de Ministres en juillet 2013 par le Gouvernement du Programme National d'Electrification Rurale (PRONER), qui prévoyait l'accès équitable des populations à l'électricité, et l'électrification de toutes les localités ayant au moins 500 habitants, le nombre de localités électrifiées a été porté à 4 777 à fin 2017, soit un taux de couverture de 56%. L'ambition du gouvernement est à présent d'arriver à l'électrification totale du pays avant fin 2025, le taux de couverture devrait passer à 100% avant fin 2025. Le Programme de Renforcement des Ouvrages du Systeme et d'accès à l'électricité (PROSER) fait partie du programme d'électrification rurale par extension des réseaux MT existants de **Côte d'Ivoire Energies**.

Objectif de l'étude

Le présent PCGES est élaboré pour s'assurer de l'efficacité des mesures de protection de l'environnement en fonction des attentes des différents partenaires impliqués, de s'assurer que le projet est conforme à la législation ivoirienne en matière de gestion environnementale et sociale et aux politiques de sauvegarde de la Banque Africaine de Développement.

Spécifiquement, il décrit les mécanismes institutionnels relatifs à/au(x) : (i) description du processus de sélection environnementale et sociale (ou screening) devant permettre l'identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels pouvant découler des activités du projet et la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées ; (ii) suivi et la mise en œuvre des mesures d'atténuation ; (iii) renforcement des capacités et (iv) estimations des coûts y relatifs ainsi que la chronologie.

Le PCGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du projet. Il met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet.

Compte tenu de l'étendue de la zone du projet, le Promoteur (Côte d'Ivoire Energies) a procédé à un découpage des Districts concernés. Ainsi, le Bureau d'étude consulting Sécurité Industrielle (CSI) a été adjudicataire des Districts des Montagnes et du Woroba. Par conséquent, l'EESS et PCGES ont été menés dans ces Districts.

Consistance du projet

Les activités de la composante A (Infrastructures électriques pour électrification rurale) sont les suivantes : (i) raccordement de 1 088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité ;(ii) construction de :3 407 km de ligne Moyenne Tension ; (iii) construction de 1 047 km de ligne Basse Tension ;(iv) construction de 1 112 postes de transformation de type H61 dont 1 072 d'une puissance unitaire de 50 kVA ; 26 de de 100 kVA et 14 de 160 kVA. Au total, 253 localités ont été éligibles dans les Districts des Montagnes (44) et du Woroba (209).

Méthodologie adoptée

Dans la conduite de la mission, les consultations ont été tenues dans les chefs-lieux de région, dans les départements et quelques sous-préfectures des deux Districts. Les consultations comprennent à la fois des rencontres institutionnelles (structures étatiques, techniques décentralisées, institutions communautaires, sociétés civiles) et des rencontres avec les communautés locales.

Cadre politique, juridique et institutionnel

Sur le plan politique, le PND 2016-2020 constitue la principale orientation stratégique nationale. Il adresse des questions essentielles que sont entre autres, la réduction de la pauvreté et la satisfaction des besoins énergétiques des populations. Ensuite, le cadre juridique qui encadre l'EESS énonce des textes nationaux (lois, décrets et

d'arrêtés) relatifs au PROSER. Ce cadre est complété par les conventions internationales du domaine de l'environnement ratifiées par la Côte d'Ivoire notamment la Convention sur la Diversité Biologique de 1992.

Parmi les cinq sauvegardes environnementales et sociales énoncées dans cette étude, seules les exigences de la SO 1 relative à l'Evaluation environnementale et sociale, la SO 2 relative à la Réinstallation involontaire et la SO 5 relative aux Conditions de travail, santé et sécurité devront être rigoureusement suivies par Côte d'Ivoire Energies.

En ce qui concerne les structures impliquées dans la mise en œuvre du PROSER, elles sont multiples dont des ministères techniques tels que le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables et le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Ce cadre institutionnel associe également les entreprises qui seront chargées des travaux et des organisations de la société civile.

Description de l'environnement initial de référence

Les régions du Bafing, du Béré et du Worogdougou sont situées dans le district du Woroba au nord-ouest de la Côte d'Ivoire alors que celles du Cavally, du Guémon et du Tonkpi sont situées dans la région des Montagnes dans l'ouest du pays.

La description de l'environnement initial de référence a permis de recueillir des données sur le climat, la qualité de l'air, l'hydrologie, la qualité des eaux de surface et souterraines, la flore et la faune, la pédologie et l'occupation des sols ainsi que les conditions socio-économiques de la zone du Projet.

Milieu biophysique

Dans ces deux districts, le relief est caractérisé par de nombreuses montagnes dont les altitudes dépassent parfois les 1 000 m notamment le Mont Tonkpi (Tonkpi) et Mont Zaala, Gouan (Touba). Les sols sont essentiellement de type ferrallitique mais certains basfonds enrichis en matières organiques sont très fertiles. Le climat de type tropical alterne entre deux saisons : celle des pluies (de mars à octobre) et celle dite sèche (de novembre à mars). Sur l'année, la température moyenne à Man est de 25.0 °C. Sur l'année. Les précipitations moyennes varient de 1600-1500 mm. Le réseau hydrographique est très dense avec les fleuves Cavally, Bafing et Nuon, FéréDougouba ou Bagbé qui possèdent chacun de nombreux affluents favorisant une végétation constituée à 80% de forêt humide. Il existe également de nombreuses rivières ;

La végétation du Tonkpi est particulièrement luxuriante et couvre 70 à 80 % de la superficie du district des Montagnes. Elle est essentiellement arbustive sur les Jachères ; herbacée (granulée) dans les bas-fonds ou plaines et constituée de Forêt-galerie le long des rivières et des fleuves. La zone d'étude est riche en faune mammalienne avec plusieurs espèces endémiques à la zone (notamment dans l'ouest montagneux). Malheureusement, presque toutes ces espèces endémiques sont à soucis de conservation et inscrites sur la liste rouge de l'UICN des espèces menacées. de nombreux parcs nationaux y sont décrits (Tai ; Mont Sangbé).

Milieu humain et socio-économique

La couverture électrique de 253 localités dans les six (6) régions du Bafing, du Béré, du Worodougou, du Cavally, du Guémon et du Tonkpi touche plus d'un million 500 mille habitants. Ces populations, en plus des Autochtones, sont constituées de nombreux autres groupes provenant des pays de la CEDEAO. La vie dans les localités choisies st en principe précaire et indique de nombreuses populations vulnérables

Généralement paisibles ces populations, en dehors de la crise post-électorale vivent en parfaite harmonie, à part quelques petits conflits liés à la succession e à l'octroi des parcelles de terres.

Les infrastructures et équipements socio-économiques : comportent des réseaux routiers bitumées en mauvais état. L'alimentation en eau potable est faite par une avec de nombreuses pompes villageoises mais plus généralement aussi des eux de rivière et marigot. Les taux d'électrification restent encre faible dans ces régions. Les infrastructures sanitaires sont insuffisantes avec quelles rares CHR. Au plan éducatif, de nombreuses

infrastructures scolaires existent (dont une Université à Man) mais les taux de scolarisation restent relativement moyens notamment dans le Woroba

Les principaux opérateurs de téléphonie en Côte couvrent ces régions. Le tourisme est relativement développé dans ces districts avec des sites privilégiés (pont de lianes et autres). Les activités socio-économiques de ces régions portent essentiellement sur l'agriculture, les ressources animales et halieutiques. Ces régions sont généralement minières (or dans le Tonkpi et diamant dans le Worodougou). Les Banques et structures de transports concourent aux échanges commerciaux et de déplacements.

Contraintes environnementales

Les principales contraintes et enjeux environnementaux et sociaux majeurs de la zone du projet sont principalement liés : (i) à la présence de couvert végétal ; (ii) à la prolifération d'exploitations agricoles (cacao, café, hévéas, palmiers à huile, anacardiés, etc.) ; (iii) à la présence de cours d'eau et de zones humides et (iv) à la présence d'activités économiques.

Evaluation des impacts environnementaux potentiels du PROSER

En tenant compte de ces enjeux et contraintes, l'évaluation des effets et impacts potentiels du projet a été effectuée sur la base de croisements entre certaines activités du projet (sources d'impacts), aux composantes environnementales et sociales des milieux récepteurs.

Globalement les impacts positifs potentiels du projet sont les suivants :

Au niveau de l'éducation : (i) alphabétisation des femmes et des hommes ; (ii) éclairage des écoles primaires du village améliorera les résultats scolaires des enfants scolarisés ; (iii) Augmentation du temps d'étude le soir pour les enfants scolarisés ; et enfin (iv) maintien des instituteurs dans le village ;

Au niveau du développement local : (i) développement de petits commerces (création de boutiques, de maquis, boulangerie, salon de coiffure, moulin, ateliers de mécanique et soudure, vente de l'eau glacée, de la glace, de jus, vente de poisson frais, commerce de nuit, etc.) au profit des jeunes et des femmes et (ii) maintien des jeunes au village (réduire l'exode des jeunes).

Au niveau du genre : (i) réduction de la pénibilité et du temps alloué aux tâches domestiques (utilisation du pilon et mortier) par l'installation des moulins pour décortiquer le riz, le maïs, etc. ; (ii) préparation des repas les soirs à l'éclairage ; (iii) conservation des repas et des condiments dans les réfrigérateurs ; et (iv) gain de temps à leurs activités.

Au niveau des conditions de vie : (i) l'éclairage du village ; (ii) arrivée de la télévision pour s'informer, regarder les matchs de football, les feuilletons ou les chaînes étrangères ; (iii) amélioration des moyens de communication ; (iv) rechargement des batteries des téléphones cellulaires accès à l'internet ; (v) utilisation des congélateurs/réfrigérateurs et (vi) construction d'habitats modernes.

L'accès à l'électricité des localités est un facteur d'amélioration de l'éducation et de développement du petit commerce, mais il est également susceptible d'entraîner une modification ou diminution de certaines pratiques. On peut citer les rituels de nuit (par exemple des communautés demandent à la CIE la suspension de l'électricité pour certains rituels lors de l'enterrement du chef de village) et l'émergence de commerce de nuit qui ne se pratiquait pas dans certaines communautés.

Mesures d'atténuation et de bonification et plan cadre de gestion environnementale et sociale

La préservation des ressources naturelles, du sol, de l'air et des valeurs d'usage des terres, peut être restaurée, voire améliorée à travers l'application efficiente de mesures de compensation (compensation de la biodiversité,

compensation liée aux restrictions d'usage des terres et à la destruction de cultures agricoles) et des mesures d'accompagnement social, sécuritaire et sanitaire.

Démarche de gestion environnementale et sociale du PROSER

Le PCGES vise à établir un processus uniforme et cohérent de réponse à l'ensemble problèmes de sauvegarde environnementale et sociale posés par les sous-projets. Il a pour objectif la description des mécanismes institutionnels relatifs :

- à la méthodologie pour la préparation, l'approbation, et l'exécution des activités du programme de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER) dans les districts du woroba et des montagnes ;
- au suivi, à la surveillance, à la supervision-évaluation et à la mise en œuvre de mesures d'atténuation ou de compensation appropriées ;
- à l'estimation des coûts y relatifs ainsi que la chronologie.

Ce processus est résumé dans le tableau ci-dessous.

Phases	Composante	Actions environnementales à effectuer
1. Identification (Planification)	Screening	Identification des enjeux environnementaux et sociaux
	Catégorisation environnementale	Détermination de l'ampleur des études environnementales à réaliser
2. Études et et préparation	Études techniques	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation des TDR; - Préparation des rapports d'études environnementales assorties d'un PAR le cas échéant.
	Préparation des DAO	<ul style="list-style-type: none"> - Validation des études environnementales et sociales (CIES et PAR) - Revues des documents d'études environnementales et des prescriptions environnementales à travers un PGES chiffré dans les DAO, les contrats de travaux et de contrôle - Intégration de critères environnementaux dans la grille d'analyse et d'évaluation des offres
3. Appel d'offres	Analyse des offres et adjudication	Vérification de l'intégration de critères environnementaux dans les offres
4. Exécution	Lancement et démarrage des activités	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller le cas échéant à l'achèvement des opérations d'indemnisation avant le démarrage des travaux ; - Informer et sensibiliser les acteurs institutionnels et les populations sur les activités du projet, sa durée, les rôles et responsabilités de chaque partie prenante, etc.
	Exécution des travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi et contrôle du respect des prescriptions et engagements environnementaux et l'efficacité des mesures de protection ; - Veiller à ce que la mise en œuvre des mesures environnementales soit assurée par un environnementaliste ; - Organiser les activités de sensibilisation des travailleurs et du voisinage ; - Intégrer le PV de réception environnementale dans le processus de réception provisoire ; - Veiller à la remise en état de tous les sites des travaux.
5. Exploitation et fonctionnement	Audit/Évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Suivre la conformité des travaux d'entretien et de maintenance par rapport aux exigences de protection du milieu Biophysique et humain ; - Suivre la conformité des travaux de démantèlement des installations et équipements vétustes.

Le coût global estimatif à allouer aux activités environnementales et sociales doit être intégré au coût total des sous-projets. Ce cout est estimé à **332 062 500 de Francs CFA**

Consultations publiques

Le principal bénéficiaire de l'électrification étant le milieu humain, des consultations publiques effectuées dans les localités de la zone d'influence ont permis d'informer les populations et les administrateurs. Il en est sorti que les préoccupations des participants ont généralement porté sur les critères de sélection des localités, les dédommagements des personnes et des biens impactés, le statut de l'occupation foncière, la prise en compte des

sites sacrés, des espèces et des espaces protégés, et l'association des autorités aux étapes de mise en œuvre du projet.

La préservation des ressources naturelles, du sol, de l'air et des valeurs d'usage des terres, peut être restaurée, voire améliorée à travers l'application efficiente de mesures de compensation (compensation de la biodiversité, compensation liée aux restrictions d'usage des terres et à la destruction de cultures agricoles) et des mesures d'accompagnement social, sécuritaire et sanitaire.

Conclusion de l'étude

Au terme de cette étude, nous pouvons affirmer que la faisabilité environnementale et sociale du PROSER sera acceptable si toutes les études prévues sont effectivement réalisées, notamment les études environnementales spécifiques des sous-projet, et ce, avant démarrage des travaux en vue de déterminer les impacts réels liés aux travaux qui seront arrêtés au PROSER et d'y proposer les mesures idoines de sorte à atténuer ces impacts négatifs et bonifier les impacts positifs.

Le présent plan cadre de gestion environnementale et sociale est proposé pour désigner les différents acteurs qui interviendront dans la réalisation de ce projet d'envergure pour les populations des 253 localités concernées. A cet effet, les responsabilités des différents organismes impliqués dans la mise en œuvre du PCGES ont été identifiées. Le déploiement et le suivi de ce PCGES dont le coût total est estimé à 332 062 500 de Francs CFA, associé au Plan Cadre de Réinstallation (PCR) permettra d'inscrire le PROSER dans la dynamique du développement durable souhaité par toutes les parties intéressées.

.

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte de l'étude

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés par le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies depuis 2011, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme National d'Electrification Rurale (PRONER).

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, Côte d'Ivoire Energies a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 107 localités réparties dans les districts et régions de la Côte d'Ivoire.

C'est donc dans l'optique de se conformer d'une part à la Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement en République de Côte d'Ivoire et d'autre part à la Procédure d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES) et le Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement, qu'une EESS du projet dans les régions de du Bafing, du Béré, du Worodougou, du Cavally, du Guémon et du Tonkpi a été réalisée ; l'EESS dont les résultats ont permis l'élaboration du présent PCGES. En effet, à travers l'EESS, les dispositions et activités clés (solutions retenues) de réalisation du projet ont été définies.

C'est donc sur ces dispositions et activités clés du projet que porte le PCGES. Aussi, dans le cadre du projet, un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) a été élaboré en plus du présent PCGES afin d'aborder et de traiter de manière spécifique les risques de déplacements involontaires liés au projet.

1.2 Objectifs du PCGES

De manière spécifique, le PCGES vise à : (i) analyser et caractériser les enjeux environnementaux et sociaux des zones d'intervention du Projet ; (ii) identifier et analyser par composante les différents types de risques, nuisances et d'impacts environnementaux et sociaux associés aux interventions du Projet ;. (iii)

établir un mécanisme pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels des investissements et activités à financer dans le projet (iv) mettre en exergue les forces et faiblesses du cadre juridique de gestion environnementale et sociale en vue de leur prise en compte dans la formulation des recommandations du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et (ii) définir les mesures de suivi et d'atténuation ainsi que les mesures institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du projet pour soit éliminer les impacts environnementaux et sociaux adverses soit les porter à des niveaux acceptables.

1.3 Approche méthodologique de conduite de l'étude

La présente étude a été préparée par une équipe d'Experts pluridisciplinaires. La démarche méthodologique s'article autour des axes majeurs d'intervention suivants :

- ✓ la collecte et l'analyse de documents portant sur le projet et sur ses zones d'influence et d'impact ;
- ✓ les rencontres et échanges avec les autorités administratives concernées par le projet ;
- ✓ les visites de terrain et la tenue d'entretiens avec les responsables des structures décentralisées et déconcentrées, ainsi que d'autres organisations impliquées dans la mise en œuvre du projet ;
- ✓ la réalisation de consultations publiques avec les autorités administratives, coutumières et les personnes susceptibles d'être affectées par le projet ;
- ✓ le traitement et l'analyse des données collectées ;
- ✓ la rédaction du rapport EESS.

Le recueil des données de base de la présente étude s'est effectué au moyen de visites de reconnaissance et d'analyse des sites du projet ; et d'analyse des documents disponibles sur le projet et ses sites d'implantation aussi bien pour les données physiques, biologiques, qu'humaines.

Les informations bibliographiques ont été confrontées aux résultats d'observation sur le terrain. En ce qui concerne spécifiquement la collecte des données socio-économiques (environnement humain), le Consultant a utilisé essentiellement une méthode basée sur l'observation de terrain à travers les quartiers et localités traversés par le projet.

2 DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Généralités

Ce projet vise l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à l'électricité. De façon spécifique, le projet contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte. Les sous-projets concernent l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes HTA/BT haut de poteau, la pose des foyers d'éclairage public et la réalisation de branchements au profit des ménages.

Compte tenu de l'étendue de la zone du projet, le Promoteur Côte d'Ivoire Energies a procédé à un découpage des Districts concernés. Ainsi, le Bureau d'étude CONSULTING SECURITY INDUSTRIELLE (CSI) a été adjudicataire des Districts des MONTAGNES et du WOROBA.

2.2 Composantes du projet

Le projet comprend les activités suivantes :

(i) le raccordement de 1088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité ; (ii) construction de : 3 407 km de ligne Moyenne Tension ; (iii) construction de 1 047 km de ligne Basse ; (iv) construction de 1 112 postes de transformation de type H61 dont 1 072 d'une puissance unitaire de 50 kVA ; 26 de 100 kVA et 14 de 160 kVA

Consistances du projet

2.3 Consistance du projet

Le tableau ci-dessus indique que la solution de rechange retenue a deux composantes, à savoir

- (i) La composante 1 : Extension de réseaux MT aériens, comprenant :
 - La construction de lignes MT aériennes
 - Le montage des transformateurs (Postes H61)
- (ii) La composante 2 : Construction de réseaux BT/EP aériens, comprenant :
 - La construction de lignes BT/EP aériennes
 - Le montage des foyers EP

Ainsi, dans ce qui va suivre, le consultant fera la description détaillée de la solution retenue selon les phases des travaux sources d'impacts.

2.3.1 PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux sources d'impacts comprennent trois (03) phases, à savoir :

- Phase 1 : Pré-construction ;
- Phase 2 : Construction et installations des équipements ;

- Phase 3 : Exploitation et entretien.

2.3.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE LA COMPOSANTE 1 : EXTENSION DE RÉSEAUX MT AÉRIENS

Ci-après la description desdits travaux dans l'ordre chronologique d'exécution.

Phase 1 : Pré-construction

- Travaux préliminaires
 - Installation de chantier (bureaux, alimentation en eau et électricité, toilette) ;
 - Installation des aires de stockage de matériels et outils ;
 - Installation des panneaux de signalisation et de sécurité routière.
- Préparation des surfaces pour l'ouverture des fouilles
 - Reconnaissance du tracé ;
 - Balisage ;
 - Ouverture du layon, débroussaillage et élagage ;
 - Reprises d'alignement ;
 - Piquetages.

Phase 2 : Construction et installation des équipements

- Exécution des fouilles
 - Fouille des Supports MT
- Transport et levage des supports béton
 - Approvisionnement des supports sur site à l'aide des camions grue ;
 - Levage et implantation des supports dans les trous à l'aide des camions nacelles.
- Assemblage et montage des accessoires de ligne
 - Montage des armements des supports d'alignement : Nappe voûte ou BIS ;
 - Montage des armements des supports d'ancrage ou d'angle: Nappe d'arrêt (simple ou double) ou BIS ;
 - Montage des armements des supports de dérivations : Herse d'ancrage, les supports des IACM : Double herse d'ancrage ;
 - Assemblage et montage des chaînes d'isolateurs ;
 - Pose des plaques de numérotation et de danger de mort.
- Montage du poste MT/BT de type H61
 - Pose du transformateur H61 sur un support en béton de 12m d'hauteur et d'effort 1250daN;

- Pose du Disjoncteur Haut de Poteau (DHP) ;
- Pose du parafoudre ;
- Raccordement du poste H61 à la ligne MT construite.

➤ Montage des câbles

- Déroulage des câbles ;
- Confection des manchons ;
- Réglage des conducteurs ;
- Mise sur pinces des conducteurs ;
- Confection des mises à la terre ;
- Etablissement de câbles MT de remontée ;
- Montage des boîtes d'extrémité.
-

➤ Essais et réception après construction de la ligne

- Inspection finale de la ligne ;
- Essais électriques ;
- Mise en service.

➤ Repli de chantier

- Démobilisation du chantier (désinstallation du chantier et des aires de stockage de matériels et outils) ;
- Nettoyage général du site ;

Phase 3: Exploitation et entretien

➤ Exploitation

- Ligne aérienne nouvellement construite sous tension et fonctionne normalement.

➤ Entretien

- Inspection périodique de la ligne MT aérienne ;
- Remplacement des câbles aériens défectueux ;
- Remplacement des IACMs défectueux ;
- Remplacement des chaînes d'isolateurs défectueux ;
- Remplacement de poste H61 défectueux ;
- Remplacement de parafoudres défectueux ;
- Remplacement de DHP défectueux ;
- Elagage des branches d'arbre qui auront tendance à toucher les câbles .

2.3.3 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE LA COMPOSANTE 2 : CONSTRUCTION DE RÉSEAUX BT/EP

Ci-après la description desdits travaux dans l'ordre chronologique d'exécution.

Phase 1 : Pré-construction

- Travaux préliminaires
 - Installation de chantier (bureaux, alimentation en eau et électricité, toilette)
 - Installation des aires de stockage de matériels et outils
 - Installation des panneaux de signalisation et de sécurité routière
- Préparation des surfaces pour l'ouverture des fouilles en puits
 - Reconnaissance du tracé
 - Balisage
 - Ouverture du layon, débroussaillage et élagage
 - Reprises d'alignement
 - Piquetages
 -

Phase 2 : Construction et installation des équipements

- Exécution des fouilles
 - Fouille des Supports BT/EP
- Transport et levage des supports béton
 - Approvisionnement des supports sur site à l'aide des camions grue
 - Levage et implantation des supports dans les trous à l'aide des camions nacelles
- Assemblage et montage des accessoires de ligne
 - Montage des ensembles d'ancrage
 - Montage des ensembles de suspension
- Montage des câbles
 - Déroulage des câbles
 - Confection des manchons
 - Réglage des conducteurs
 - Mise sur pinces des conducteurs
 - Confection des mises à la terre
 - Montage des boîtes d'extrémité
 - Pose des plaques de numérotation et de danger de mort
- Montage des équipements EP
 - Pose des cross
 - Pose des luminaires

- Raccordement électrique
- Essais et réception après construction de la ligne
 - Inspection finale de la ligne
 - Essais électriques
 - Mise en service
- Repli de chantier
 - Démobilisation du chantier (désinstallation du chantier et des aires de stockage de matériels)
 - Nettoyage général du site

Phase 3 : Exploitation et entretien

- Exploitation
 - Réseau BT/EP sous tension et alimente les ménages et particuliers
- Entretien
 - Entretien préventif
 - ✓ remplacement des équipements de maintien des câbles (console, pinces d'ancrage...)
 - ✓ remplacement des câbles défectueux
 - Entretien périodique (inspection du réseau BT//EP)

2.4 Localisation de la zone du projet

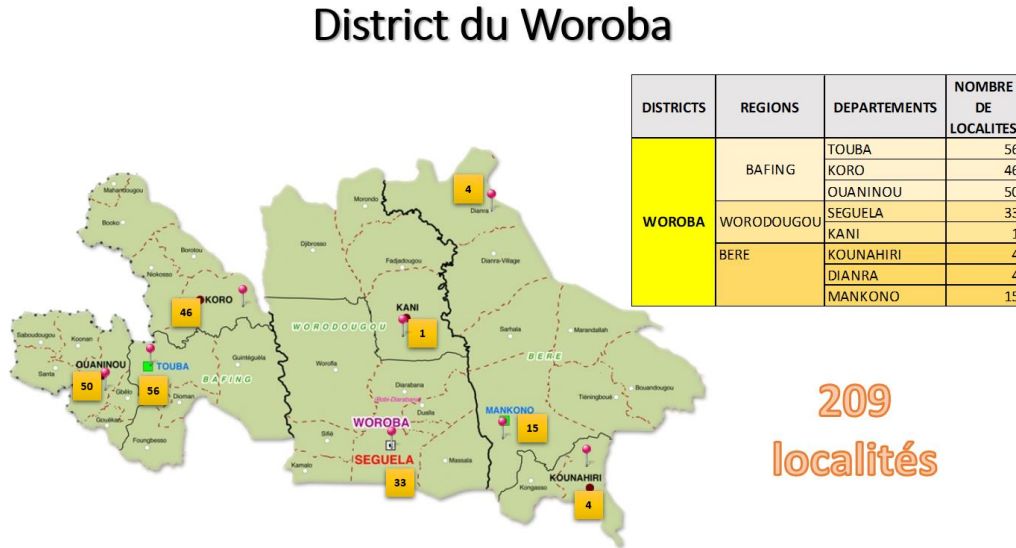
Au total 253 localités ont été éligibles dans les Districts des MONTAGNES (44) et du WOROBA (209),

Tableau 1: Répartition des localités bénéficiaires du projet dans les districts des MONTAGNES et du WOROBA

LOTS	DISTRICTS	REGIONS	DEPARTEMENTS	NOMBRE LOCALITES
1	WOROBA (209)	Bafing	Touba (56); Koro (46) ; Ouaninou (50)	152
		Worodougou	Séguéla (33)	33
		Béré	Kani (01) ; Kounahiri (04) ; Dianra (04) ; Mankono (15)	24
	MONTAGNES (44°)	Cavally	Toulepleu (07)	7
		Guémon	Bangolo (03)	3
		Tonkpi	Man (10); Danané (14) ; Zouan-Hounien (09) ; Biankouma (01)	34

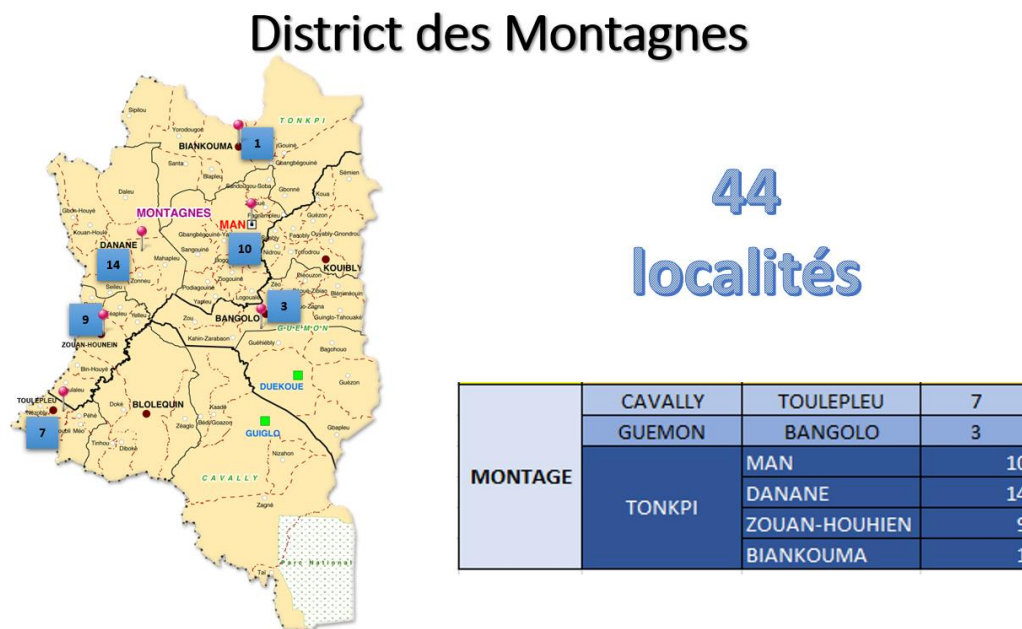
La liste des 253 localités à électrifier dans les régions du Bafing, du Béré, du Worodougou, du Cavally, du Guémon et du Tonkpi est jointe en Annexe 4 du présent rapport au PCGES. Leur répartition géographique au sein des deux Districts est illustrée dans les figures ci-dessous.

Figure 1: Répartition des localités bénéficiaires par région du District du Woroba



SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

Figure 2: Répartition des localités bénéficiaires par région du District des Montagnes



SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

3 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE RÉFÉRENCE AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL

3.1 DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE REFERENCE DU DISTRICT DES MONTAGNES

3.1.1 DESCRIPTION DU MILIEU PHYSIQUE ET HUMAIN

3.1.1.1 Région du Tonkpi

3.1.1.1.1 Situation administrative Tonkpi

La déconcentration administrative se traduit, pour la région, par un maillage administratif de: 1 région, placée sous l'autorité de Préfet de région ; 5 départements (Man, Danané, Biankouma, Sipilou, Zouan-Hounien) placés sous l'autorité de Préfets ; 33 sous-préfectures dont deux (2) non encore fonctionnelles administrées chacune par un Sous-Préfet ; 09 communes fonctionnelles et 621 villages ;

Figure 3: Situation administrative de la Région du Tonkpi



Tableau 2: Caractéristiques des populations de la Région du Tonkpi

DÉPARTEMENT	P O P U L A T I O N R É S I D E N T E			
	E N S E M B L E L O C A L I T É			R A P P O R T D E M A S C U L I N I T É
	H O M M E S	F E M M E S	T O T A L	
ENSEMBLE RÉGION	526 178	466 386	992 564	112,8
BIANKOUMA	85 130	69 170	154 300	123,1
DANANÉ	142 517	124 631	267 148	114,4
MAN	175 853	158 313	334 166	111,1
SIPILLOU	22 748	19 120	41 868	119,0
ZOUAN-HOUNIEN	99 930	95 152	195 082	105,0

SOURCE : MONOGRAPHIE PRODUITE PAR LE CONSEIL REGIONAL DU TONKPI, 2018

3.1.1.1.2 Milieu physique Tonkpi

La superficie de la Région est de 12 284 km² ;

Le **relief** est par de nombreuses dont les altitudes dépassent parfois les 1 000 m notamment : (i) les monts Gruba, Myonyé Sangbé (Biankouma) ; (ii) les monts Nimba et Momi (Danané) et (iii) es monts Tonkpi, Gla, la Dent de Man, (Man).

Les **sols** sont essentiellement de type ferrallitique contenant de l'alumine et du fer. Les conditions climatiques de la Région, notamment l'importante pluviométrie comprise entre 1 300 et 2 400 mm/an et la chaleur élevée comprise entre 20°C et 35°C entraînent une forte désaturation des sols. Globalement la fertilité est bonne et favorise une grande variété de cultures.

Le climat de la région du Tonkpi est de type tropical. En saison sèche (janvier-mars), les précipitations y sont plus faibles qu'en juin-août. La carte climatique de Köppen-Geiger y classe le climat comme étant de type Aw. Sur l'année, la température moyenne à Man est de 25.0 °C. Sur l'année, la précipitation moyenne est de 1632 mm.

Le **réseau hydrographique** est très dense avec les fleuves Cavally, Bafing et Nuon qui possèdent chacun de nombreux affluents favorisant une végétation constituée à 80% de forêt humide. Il existe également de nombreuses rivières ;

Le climat alterne entre deux saisons : celle des pluies (de mars à octobre) et celle dite sèche (de novembre à mars).

3.1.1.1.3 Milieu humain de la région du Tonkpi

Une population de 992 564 habitants soit 4,38 % de la population nationale avec 466 383 femmes ; Une densité de 81 habitants au km² contre 70 habitants au km² au plan national.

Région cosmopolite et de grande immigration, la population est composée d'autochtones, d'allochtones et de nombreux allogènes. Cette forte immigration crée une forte pression sur les terres agricoles source de nombreux conflits fonciers.

Les autochtones sont constitués des Yacoubas et des Guerés. Les allochtones sont composés de Baoulés, Malinkés, Senoufos. Les allogènes sont constitués des Burkinabés les plus nombreux, suivent les Maliens, Guinéens et Libériens etc.

➤ Au plan des infrastructures et équipements socio-économiques :

Un réseau routier difficilement praticable dont : 263 km linéaires revêtus et 3 235 km linéaires de voies non bitumée

○ Hydraulique humaine

984 Pompes hydrauliques villageoises dont 908 fonctionnelles ; 18 localités sont desservies par la SODECI ; 19 HVA sont installées dont 16 fonctionnelles ; 1 989 216 m³ de consommation moyenne d'eau par an des ménages abonnés

○ Electricité

Dans cette région, 175 villages électrifiés sur 621 soit 28,18% et 36 190 ménages, entreprises et structures sont abonnés à la CIE ;

○ Santé

Il comporte 1 Centre Hospitalier Régional; 3 Hôpitaux Généraux ;31 Centres de santé; 60 Dispensaires ; 36 Maternités ; 1 Antenne de l'INHP ; 1 Centre antituberculeux ; 11 Centres de dépistage de la tuberculose ; 8 Pharmacies (PSP) 2 Services de santé scolaire et universitaire (SSSU) ; 13 Ambulances ; 1 Centre médico-social et 11 Officines de pharmacie ;

○ Education

La région se compose de 141 écoles maternelles dont 4 privées ; 818 écoles primaires dont 50 écoles privées et 21 communautaires ; 61 établissements secondaires répartis en 23 établissements publics et 38 privés et 1 Université.

○ Communication

13 radios de proximité animent la communication de la région ; les 03 principaux opérateurs de téléphonie mobile et fixe existent : MOOV, ORANGE et MTN.

○ Culture et sports

La région comporte 9 foyers de jeunes ; 24 sites culturelles ; 9 bibliothèques et 33 infrastructures sportives ;

○ Tourisme et artisanat

Ils comportent de nombreuses infrastructures dont : 19 hôtels de bon standing ; 25 hôtels de moyens standing ; 46 hôtels de bas standing ; 8 bars dancing et 40 maquis et restaurants ;

Plusieurs évènements culturels constituant des attraits touristiques : dont (i) Guéhéva (festival de masques et danses traditionnelles) ; (ii) Tonkpi NIHIDALEY (valorisation et rayonnement de la culture et de l'identité Dan) ; (iii) Festival des 18 montagnes (denses, music, conte, forum et foires) ; (iv) Danses et chants traditionnels, la lutte traditionnelle, la course des masques ; (v) Masques échassiers

L'artisanat est diversifié et dynamique (fabrication de masques, tissage de coton, poterie, vannerie, teinture, travail du fer et du bois, etc.)

- Commerce

On dénombre dans la région : 54 marchés couverts ; 4 marchés à bétail ; 1 marché de poissons ; 5 abattoirs et 23 stations services ;

- Activités socio-économiques

- Agriculture

La population agricole est estimée à 87 301 exploitants dont 14 610 femmes qui cultivent cacao, cacao, hévéa, palmier à huile, anacarde, ignames, riz, banane plantain ;

- Ressources animales et halieutiques

Les principales espèces d'élevage rencontrées sont les bovins, les caprins, les ovins et les volailles ;

L'**aviculture** représente l'élevage le plus pratiqué : de coquelets et chairs ; de pondeuses pour 43 éleveurs avec un effectif de 111 948 têtes ; de poulets traditionnels pour 1034 éleveurs avec un effectif de 11892 têtes ; de porcs traditionnels ; de porcs modernes pour ; 91 fermes piscicoles sur une superficie de 153,205 ha ; de pêche

De nombreuses organisations agricoles pour ces différents produits de rente et vivrier sont également présentes dans la région

- Mines

D'importantes ressources minières (fer, nickel, cuivre; or, platinoïdes) ; 1 structure de recherche de nikel en prospection : SAMA-Nickel; des Réserves de nickel sont estimées à 64 millions de tonnes;

La société de mine d'Ity (SMI) exploite principalement l'or avec une production de 3097 kg en 2016 ; 1 exploitation d'orpaillage légal ; 1 société d'exploitation de granite : SCEM

- Banques et structures commerciales

L'on note la présence de 7 banques commerciales et de 5 microfinances

- Transport

Le transport s'effectue dans la région par le biais de 9 gares routières construites ; 13 compagnies de transport et au moins 320 taxis communaux.

3.1.1.2 Région du Guémon

3.1.1.2.1 Situation administrative de la région du guémon

D'une superficie de 6.695 km² soit 2,07%, la Région du Guemon est située à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Elle est limitée au Nord par la région du Tonkpi, au Sud par la région de la Nawa, à l'Ouest par celle du Cavally et à l'Est, par la région du Haut Sassandra. Le Guemon compte quatre (4) Départements : Duékoué, chef-lieu de région. Elle compte cinq (5) Sous-préfectures, 55 villages et 316 campements. ; Bangolo, avec 7 Sous-préfectures, 86 villages et 172 campements. ; Kouibly, qui compte 4 Sous-préfectures, 51 villages et 51 campements. Facobly, qui regroupe 5 Sous-préfectures, 43 villages et 34 campements.

3.1.1.2.2 Milieu physique de la région du Guémon

La région bénéficie d'un **climat** de type équatorial caractérisé par deux saisons de pluie en alternance avec deux saisons sèches. La **pluviométrie** y est abondante et oscille entre 1 500 et 2 000 mm de pluie par an.

Le climat est de type équatorial de transition atténué (Type Baouléen) à deux saisons sèches et deux saisons pluvieuses. Il est caractérisé par : une première saison des pluies de Mars à Juin ; un ralentissement des précipitations en juillet et août ; une seconde saison des pluies en Septembre et Octobre, plus abondante que la première et une saison sèche marquée de novembre à février, comportant cependant quelques précipitations isolées,

3.1.1.2.3 Milieu humain de la région du Guémon

○ Activités socio- économique

La Région du Guémon repose sur une **agriculture** basée sur le binôme café-cacao. On note également l'exploitation forestière, l'hévéaculture, les cultures vivrières comme le riz, le manioc, la banane plantain et les légumes. Elle renferme les forêts classées et les parcs nationaux les plus importants de la Côte d'Ivoire. On peut citer la forêt classée de Sio et les parcs nationaux de Taï et du Mont Péko, classés patrimoines mondiaux de l'UNESCO. Le Guémon a un sous-sol très riche en **ressources minières** de toutes sortes, notamment le fer qu'on retrouve en abondance dans le Mont Klanhoyo (Facobly), à Bangolo, où il est en phase finale d'exploration par la société Tata Steel. On retrouve le fer également à Kouibly dans le Mont Etia. L'or est aussi exploité à Amanikro dans le département de Duékoué. Le Guémon, au regard des informations qui précèdent, est une région immensément riche tant au plan naturel (pluviométrie, végétation et sous-sol) qu'au plan agricole et minier. Le commerce représente le deuxième secteur d'activité après l'agriculture.

L'**élevage** dans la région du Guémon se traduit par des fermes de bœufs et de poulets. En plus de l'élevage, la **pêche** est pratiquée dans la Région du Guémon notamment à Bibita, Taobly, Kanebly, Gbapleu et Dibobly.

L'**industrie** est dominée par l'exploitation du bois qui est de loin la plus importante activité industrielle de par son volume d'actions. Cette place qu'occupe le bois dans l'économie de la Région se vérifie à travers des grandes scieries (Sbg, Nsd, Stbo, Thanry), et des unités de moindre importance que sont les ébénisteries et le commerce de détail de bois transformés.

La région possède aussi une unité de transformation de riz, de manioc et de maïs. D'autres unités industrielles y sont également implantées.

○ Activités culturelle et touristique

La région regorge de nombreux sites, notamment les montagnes et les **grottes sacrées** de Guitrozon, les 34.000 ha de forêt dense du **Parc national du Mont Péko**, classé patrimoine mondial.

Les nombreuses **danses** comme le Tématé, le Goboï, le Gbahia (danse des femmes), les **festivals de Masques**, les sculpteurs de masques et autres nombreuses statuettes, les tisseurs de nattes, les articles de vannerie etc., sont aussi une grande curiosité dans ladite région. Ce volet culturel du Guémon est également meublé de nombreux adorateurs de masques dont les Kouï et Glaè, les Djih (homme panthère), le Kogni (Cor) etc.

3.1.1.3 Région du Cavally

3.1.1.3.1 Situation administrative de la région du Cavally

La région du Cavally comprend quatre Départements : Bloléquin (04 sous-préfectures), Tai (02 sous-préfectures), Toulepleu (06 sous-préfectures) et Guiglo (04 sous-préfectures) le Chef-lieu de la Région (Tableau 11). La ville de Guiglo ou « Guinglo » qui signifie village du pardon, de la paix et de la raison en langue Wê est située à 528 km d'Abidjan et à 273 km de Yamoussoukro qu'on rallie par plusieurs axes revêtus.

Tableau 3: Caractéristiques des populations de la Région du Cavally

DÉPARTEMENT	P O P U L A T I O N R É S I D E N T E			
	E N S E M B L E L O C A L I T É			R A P P O R T D E M A S C U L I N I T É
	H O M M E S	F E M M E S	T O T A L	
ENSEMBLE RÉGION	495 141	424 251	919 392	116,7
BANGOLO	174 120	144 009	318 129	120,9
DUEKOUÉ	215 391	192 757	408 148	111,7
FACOBLY	41 707	34 800	76 507	119,8
KOUIBLY	63 923	52 685	116 608	121,3

SOURCE INS, RGPH, 2014

3.1.1.3.2 Milieu physique de la région du Cavally

Située à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, la Région du Cavally occupe la zone frontalière avec le Libéria sur plus de 150 km dont une grande partie est matérialisée par une frontière naturelle le fleuve Cavally qui sépare les deux pays. De part et d'autre de la frontière se sont les mêmes populations autochtones d'ethnie Guérés.

Les Régions frontalières de la Région du Cavally sont : Au nord, la région du Tonkpi (Dan, Toura) ; A l'Est, la Région du Guemon (Wê) et de la Nawa (Bété et Bakoué) ; Au Sud, la Région de San Pedro (Bakoué, Néo et Kroumen) ; A l'ouest par le Libéria La Superficie de la Région du Cavally est de 11 376 km².

Le **relief** de la région présente d'immenses plaines, de nombreux et larges bas-fonds et des collines. L'altitude moyenne est de 300 m

Le **climat** est de type subéquatorial, généralement chaud et humide à quatre saisons dont : une grande saison sèche de décembre à mars ; une grande saison des pluies d'avril à juillet ; une petite saison sèche d'août à septembre et une petite saison des pluies d'octobre à novembre.

La région est abondamment arrosée par plusieurs cours d'eau : N'zo, Doui, Nikla, Goin, Scio, Debe, Ze.

3.1.1.3.3 Milieu humain de la région du Cavally

Démographie

La Région du Cavally est une Région de forte immigration 36% de la population est d'origine étrangère, essentiellement de la sous-région contre 26% au plan national. Seules les ex-Régions du Moyen Comoé, du Sud Comoé et du Bas Sassandra dont les taux étaient de 43% dépassaient l'ex-Moyen Cavally en la matière. Le nombre d'habitants estimé à 310 956 personnes en 1998 pourrait être d'environ 550 000 personnes en 2014 :

Les **populations** autochtones vivant dans la Région du Cavally sont des Guérés du Cavally (agriculteurs, chasseurs et planteurs) auprès de qui ont retrouvé des Guérés du Guémon (réfugiés de 2002 et 2010-2011).

A côté des populations autochtones, nous retrouvons aussi des allochtones constitués de : Baoulés (planteurs cacao) ; Yacoubas (planteurs cacao) ; Maous (commerçants, planteurs et transporteurs) ; Senoufos (planteurs cacao) ; Odiennekas (commerçants et transporteurs) ; Lobis (planteurs cacao) et Gouros (planteurs cacao). La communauté étrangère est composée, dans l'ordre d'importance des effectifs, de : Burkinabés (majoritaires), Libériens, Maliens, Guinéens et des ressortissants des autres pays de la CEDEAO.

La **vie culturelle** en pays Wê est beaucoup marquée par les masques : festivals des masques (Koui et Gla) et les danses.

Activités économiques

Les principales activités économiques exercées sont :

- l'**agriculture** de rente : Cacao, Hévéa, Café, palmier à huile et colatier et vivrière : riz, maïs, manioc, bananes Plantin et douce, igname, taro, patate ; les cultures maraichères : aubergine, piment, gombo, laitue, haricot ;
- la pratique d'**élevage** traditionnel : bovin, ovins/caprins, porcins, aviculture ;
- la **pêche** traditionnelle et la pisciculture ;
- les usines implantées sont celles: du bois (Thanry à Guiglo), de la transformation du caoutchouc (Compagnie Hévécicole du Cavally (CHC) à Zagne).
- Mine le sous-sol de la région du Cavally est riche en minerais : or et diamant.

Conflit dans le District des montagnes

Concernant le District des Montagnes, les principaux conflits recensés sont relatifs à la terre, le plus souvent des parcelles agricoles. En effet, depuis la crise de 2002, les autochtones de l'ouest se plaignent de l'occupation arbitraire de leurs terres par des clandestins, généralement des allochtones burkinabè et des allogènes baoulés. La gestion de ces conflits est assurée par les autorités coutumières ou préfectorales selon leur importance, mais peuvent aussi se retrouver devant la justice.

Conditions sociales

Dans le District des Montagnes, les conditions sociales des populations sont généralement précaires à la différence que les populations vivant dans les villes peuvent se retrouver mieux loties que celles des villages essentiellement sur le plan de l'eau et de l'électricité. En effet, dans les villages, il n'existe quasiment pas d'eau courante ni d'électricité. Les populations sont réduites à se ravitailler dans des puits, marigots ou des pompes hydrauliques s'il en existe encore en état de marche. Les puits et les marigots sont très souvent insalubres et le risque pour les personnes de contracter une maladie grave est très élevé. Les rares puits en bon état et les marigots sont assez éloignés du village, obligeant les

femmes et les jeunes filles à parcourir de grandes distances pour récupérer de l'eau dont la potabilité reste discutable. Le manque d'électricité ou sa mauvaise qualité ne facilite pas la vie des populations. Les familles sont contraintes de s'éclairer aux faibles lueurs de bougies, de lampes à huile ou à pétrole avec le risque de développer des maladies oculaires, surtout chez les écoliers qui ont besoin de réviser leurs leçons. Le décortiquage et le pilage des produits agricoles est une tâche réservée aux femmes. En l'absence d'électricité et donc de décortiqueuses et de broyeuses, ces activités deviennent très vite pénible pour les femmes et les jeunes filles qui se voient obligées de les réaliser manuellement.

Situation socioéconomique de quelques localités bénéficiaires du projet dans le district des Montagnes

Les visites sur le terrain ont permis de décrire les conditions de vie de certaines populations de localités visitées.

➤ Mamizo

Mamizo est un village de la Sous-préfecture de Gouine, située dans le département de Biankouma, précisément dans la région du TONPKI, à proximité de la réserve du Mont Sangbé. Ce village est dans une zone pourvue d'espaces forestiers protégés et sacrés. Le RGPH de 2014 estime sa population à 133 habitants. La population du village se compose de Baoulé, Senoufo, Mossi, Kôyaka et Peuhl. Leurs croyances religieuses sont l'Islam, le Christianisme et l'animisme.

L'habitat de la localité est essentiellement constitué de bâtiments de type traditionnel. La localité ne bénéficie d'aucune infrastructure hydraulique, sanitaire et électrique. Les populations utilisent comme source d'énergie principale la lampe, la torche et le bois de feu.

Les ressorts économiques de la zone sont l'agriculture de rente (anacarde, café, cacao, teck) et vivrière (manioc, igname, riz, banane plantain, patate et arachide), la pêche, la chasse et le commerce.

• Zangouin

Zangouin est un village de la Sous-préfecture de Sandougou-soba, située dans le département de Man (région du TONPKI) à proximité de la réserve du Mont Sangbé. C'est un village entouré d'aires protégées et de lieux sacrés. Selon le RGPH de 2014, la population est estimée à 133 habitants. Ils appartiennent aux communautés Baoulé, Dioula, Senoufo, Mossi, Wè, Mandé, Yacouba, Toura et Lobi. Leurs croyances religieuses sont l'Islam, le Christianisme et et/ou l'animisme. Ils ont en leur sein des associations d'intérêts communs.

Dans la localité, les constructions sont à la fois modernes et traditionnelles. Zangouin est aussi dotée d'infrastructures hydrauliques (pompes hydrauliques) pour l'alimentation en eau des populations. Les sources d'énergie utilisées par les habitants sont principalement, les panneaux solaires, les torches et le bois de feu.

Les activités économiques conditionnant leur subsistance sont l'agriculture de rente (Cacao, café et palmier à huile) et l'agriculture vivrière (riz, banane plantain, igname, manioc et maraîcher), l'artisanat, la chasse et le commerce.

• Tieine zagna

Tiene Zagna fait partie de la Sous-préfecture de Gohouo-Zagna, située dans le département de Bangolo (région du GUEMON). Le village est entouré d'espaces forestiers protégés et on y rencontre plusieurs sites sacrés. Le RGPH 2014 indique que Tieine Zagna possède 245 habitants composés principalement de

Baoulé, Dioula, Senoufo, Mossi, Wè, Mandé, Yacouba et Toura. Les religions pratiquées sont l'Islam, le Christianisme et l'animisme.

La localité abrite des constructions à la fois modernes et traditionnelles. Elle est aussi dotée d'une pompe hydraulique et d'au moins un établissement scolaire. Cependant, elle ne dispose d'aucune infrastructure sanitaire. Il n'y a pas d'électricité dans le village. Les habitants utilisent des panneaux solaires, des torches et le bois de feu comme sources d'énergie. Les activités économiques qu'ils pratiquent sont l'agriculture de rente (Cacao, café et hévéa) et l'agriculture vivrière (riz, banane, manioc, le maïs et arachide), la chasse, l'élevage et le commerce.

- **Pantroya**

La localité de Pantroya est située dans la Sous-préfecture Bakoubly, dans le département de Toulepleu (région du Cavally). C'est un village qui est entourée par d'importants massifs forestiers classés ou sacrés. La population s'élève à 117 habitants (RGPH-2014). Les populations sont essentiellement du groupe ethnique Guéré. Leurs croyances religieuses sont le Christianisme et l'animisme. Ils ont en leur sein des associations d'intérêts communs.

Le type d'habitat rencontré est moderne. Le village de Pantroya dispose de quelques services de base, dont, une pompe hydraulique et un établissement scolaire. Les populations ont pour principales sources d'énergie les panneaux solaires, les lampes, les torches et le bois de feu. Ils exercent des activités économiques comme la pêche, le commerce mais surtout l'agriculture de rente (Cacao, café, hévéa) et vivrière (riz et manioc).

- **Petit Zéalé**

Petit Zéalé est un village de la Sous-préfecture de Teapleu, dans le département de Zouan Hounien, précisément dans la région du TONKPI. Cette localité rurale est dans une zone qui dispose encore de nombreux espaces forestiers protégés et sacrés. La taille de la population s'élève à 114 habitants (RGPH-2014). Les habitants de Petit Zeale appartiennent tous au groupe ethnique Yacouba. Leurs croyances religieuses sont le Christianisme et/ou l'animisme. Ils ont en leur sein des associations d'intérêts communs. L'habitat des populations est de type traditionnel uniquement. La localité dispose d'une seule pompe hydraulique. Elle n'est pas connectée au réseau électrique. Les populations ont à cet effet, pour principales sources d'énergie, des panneaux solaires, des lampes, des torches et le bois de feu. Pour subvenir à leurs besoins existentiels, ils exercent le commerce et pratiquent l'agriculture de rente (Cacao, café, hévéa et le palmier à huile) et l'agriculture vivrière (riz et manioc).

- **Gbeleu**

La localité de Gbeleu est située dans la Sous-préfecture de Zouan Hounien (région du TONKPI). Cette localité est pourvue d'importantes ressources forestières et dispose de plusieurs sites sacrés. Les données démographiques fixent à 111 individus le nombre de ses habitants (RGPH-2014). Ceux-ci sont tous issus de l'ethnie Yacouba. Leurs croyances religieuses sont le Christianisme et/ou l'animisme. Ils s'organisent en associations d'intérêts communs (association agricole, de femmes, d'enfants, etc.).

La localité est insuffisamment développée. Le type d'habitat est essentiellement traditionnel. Elle est dotée uniquement d'une pompe hydraulique et n'est pas électrifiée. Les sources alternatives d'énergie utilisées par les populations sont plutôt rudimentaires. Ce sont : les lampes, les torches et le bois de feu. Pour subvenir à leurs besoins, les populations pratiquent le commerce et l'agriculture de rente (Cacao, café, hévéa et palmier à huile) et l'agriculture vivrière (riz et manioc).

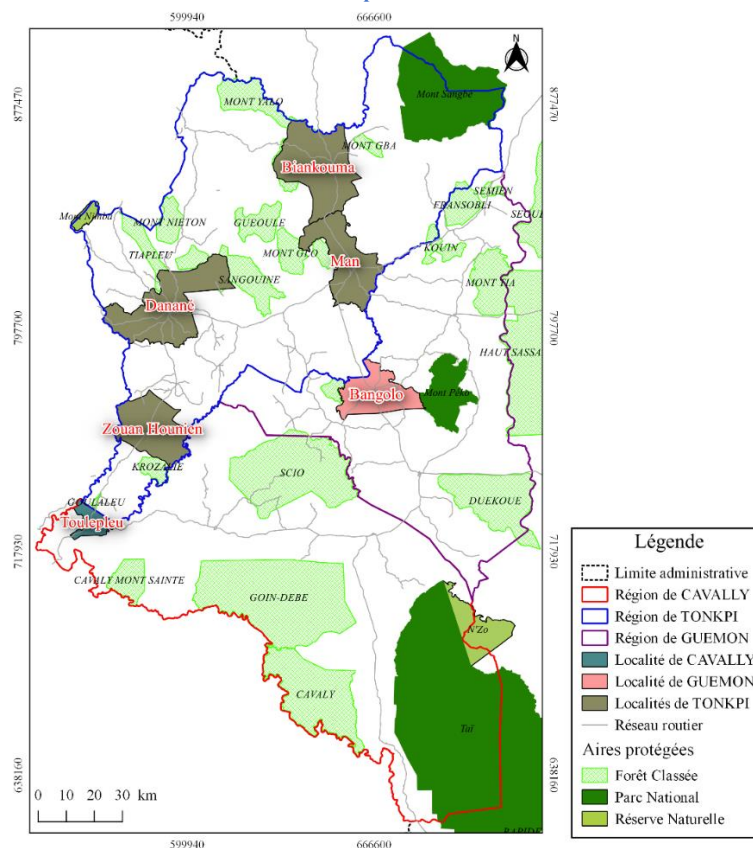
3.1.2 DESCRIPTION DU MILIEU BIOLOGIQUE

3.1.2.1 Flore et végétation

La **végétation** du Tonkpi est particulièrement luxuriante et couvre 70 à 80 % de la superficie du district des Montagnes. Elle est essentiellement arbustive sur les Jachères ; herbacée (granulée) dans les bas-fonds ou plaines et constituée de Forêt-galerie le long des rivières et des fleuves ; Dans la région du Tonkpi, les aires protégées sont la réserve intégrale du mont Nimba et le Parc national du Mont Sangbé ; Le Tonkpi compte 18 forêts classées

Dans la zone de l'étude, le Parc national de Taï a été le site le plus visité par des Botanistes (Mangenot, 1955, Huttel, 1977). La végétation de la zone appartient au domaine phytogéographique Guinéo-Congolais (White, 1979) dans la sous-région floristique de Haute-Guinée composée de forêt de basse altitude. Particulièrement, la forêt de Taï et les forêts classées de Cavally, Goin-Débé (Figure ci dessous) se situent dans le territoire des forêts pélohygrophiles et subhygrophiles à faciès sassandrien selon Mangenot (1956) et celles des montagnes, nommé plus tard comme le secteur ombrophile des forêts denses humides sempervirentes (Guillaumet & Adjanohoun, 1971).

Figure 4: Carte de localisation des sites d'intérêt pour la biodiversité dans le District des MONTAGNES



La canopée des forêts de la zone est souvent continue, le houppier des arbres atteint souvent 40 mètres et parvient jusqu'à 60 mètres de hauteur. L'aspect dense de la forêt est renforcé par la présence de

nombreuses lianes occupant largement l'espace sous la canopée et l'abondance d'épiphytes nichés sur les hautes branches (Aké Assi et Pfeffer, 1975).

La partie sud de la zone ressemble plus à une forêt hyperhumide composée de *Diospyros spp.*, *Mapania spp.* relative à des sols argileux (Guillaumet et Adjanooun, 1971, Adou Yao, 2005). D'autres formations particulières existent, comme les forêts sur sols hydromorphes ou encore la végétation des inselbergs représentée sur le mont Nienokoué à l'intérieur du Parc national de Taï (Bakayoko, 2005). En réalité la zone dispose d'une diversité considérable de différents types de forêts sempervirentes, au sein du secteur ombrophile définis par les travaux successifs de Schnell (1952), Mangelot (1954, 1955), Guillaumet (1967), Guillaumet et Adjanooun (1974).

Par le passé, avant des activités humaines intenses, la physionomie générale des forêts de la zone était décrite comme homogène, a fortiori d'un point de vue aérien qui laisse entrevoir une canopée quasi ininterrompue (Schnell, 1952). Le professeur Aké Assi (1984) a établi une liste de 162 espèces endémiques. On peut donc considérer la zone du projet, comme présentant un fort intérêt de conservation pour la biodiversité des forêts denses humides africaines.

3.1.2.2 Faune

Il ressort de la synthèse bibliographique que la zone d'étude est riche en faune mammalienne avec plusieurs espèces endémiques à la zone. Malheureusement, presque toutes ces espèces endémiques sont à soucis de conservation et inscrites sur la liste rouge de l'UICN des espèces menacées.

Dans la zone, le Parc National de Taï et ses environs présentent un très grand intérêt sur le plan zoologique et abrite 93 % des espèces de mammifères de la zone forestière ouest-guinéenne. Ce sont des Primates (12 espèces dont le Chimpanzé) des Ongulés (26 espèces dont le Céphalophe de Jintink), des Carnivores (03 espèces) Adou Yao et Béné (2019). La zone constitue également une zone d'endémisme important pour la faune mammalienne. Ce sont par exemple 12 espèces endémiques à la zone des Montagnes : le Céphalophe de Jentink, le Céphalophe zébré et le Cercopithèque diane.

Plusieurs espèces de faune de la zone du projet sont inscrites sur la liste rouge de l'UICN (2018) comme espèces à souci de conservation ci dessous. Ce sont trois (03) espèces Quasi-menacées (NT), onze (11) vulnérables (VU) et quatre (04) espèces classées en Danger (EN).

Tableau 4: Statut de conservation international de quelques mammifères du District des MONTAGNES

Nom scientifique	Nom commun (Français)	IUCN	CITES
<i>Cephalophus zebra</i>	Céphalophe zébré	VU	Annexe II
<i>Cephalophus jentinki</i>	Céphalophe de Jentink	VU	Annexe I
<i>Cephalophus silvicultor</i>	Céphalophe à dos jaune	NT	Annexe II
<i>Hippopotamus amphibius</i>	Hippopotame amphibie	VU	Annexe II
<i>Hexaprotodon liberiensis</i>	Hippopotame pygmée	EN	Annexe II
<i>Profelis aurata</i>	Chat doré	VU	Annexe II
<i>Panthera pardus</i>	Panthère	VU	Annexe I
<i>Phataginus tricuspis</i>	Pangolin à écailles tricuspidées	VU	Annexe II
<i>Uromastix amabilis</i>	Pangolin à longue queue	VU	Annexe I
<i>Smutsia gigantea</i>	Pangolin géant	VU	Annexe I

Nom scientifique	Nom commun (Français)	IUCN	CITES
<i>Cercocebus atys atys</i>	Cercocèbe enfumé	NT	Annexe II
<i>Cercopithecus diana diana</i>	Cercopithèque diane	VU	Annexe I
<i>Cercopithecus nictitans</i>	Cercopithèque nictitans	VU	Annexe II
<i>Procolobus verus</i>	Colobe vert	NT	Annexe II
<i>Procolobus badius badius</i>	Colobe rouge	EN	Annexe II
<i>Colobus polykomos</i>	Colobe blanc et noir	VU	Annexe II
<i>Pan troglodytes verus</i>	Chimpanzé	EN	Annexe I
<i>Micropotamogale lamottei</i>	Micropotamogale	VU	Not listed

SOURCE ADOU YAO ET BENE (2019)

LEGENDE : (NT = ESPECE QUASI-MENACEE ; VU = ESPECE VULNERABLE ; EN = ESPECE EN DANGER ; ANNEXE I = ESPECE MENACEE D'EXTINCTION A COURT TERME DONT LE COMMERCE EST INTERDIT ; ANNEXE II = ESPECE MENACEE A L'ECHELON MONDIAL MAIS ENCORE ABONDANTE LOCALEMENT.

3.1.2.3 Facteurs de dégradation des écosystèmes du District des Montagnes

La population de la zone du projet est composée à la fois de groupes anciens autochtones comme les Oubi, Guéré, ou les Kroumen (Koch, 1994) mais aussi d'immigrants allochtones et étrangers d'arrivée relativement plus récente. Les premiers immigrants à s'installer dans la région furent les Baoulés, puis vinrent les Dioula et Mossi. Burkinabé, Guinéens et Maliens s'implantent également (Lena, 1984) attirés par les possibilités de devenir chef de petites exploitations agricoles à part entière. La guerre civile de 1989 au Liberia apporta plus tard de nombreux réfugiés. La densité de population dans le secteur de Taï atteignait déjà jusqu'à 135 habitants/km² (Akindès, 1997) avant la crise militaire connue ces dernières années en Côte d'Ivoire.

Autrefois vaste étendue forestière, la zone du district des Montagnes est dorénavant une zone essentiellement agricole. Les espaces agricoles concernent les grandes cultures de rente (Cacao, hévéa, palmiers à huile) et la plantation de riz et manioc (Collinet et al. 1984). Les actions de l'Autorité pour l'Aménagement du Sud-Ouest (ARSO, 1970, 1971, 1972) ont déséquilibré la gestion des ressources naturelles depuis les années 1970 en intensifiant l'exploitation agricole et ont vu la démographie de la région largement dépasser leur objectif souhaité.

La zone est également en proie à l'exploitation artisanale et industrielle des plusieurs minerais dont le fer, le cuivre, l'or et l'étain.

3.2 DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE REFERENCE DU DISTRICT DU WOROBA

Le district du Woroba est situé au nord-ouest du pays, entouré par les districts des Savanes, du Denguélé, des Montagnes, du Sassandra-Marahoué et de la Vallée du Bandama, la Guinée. Il a une superficie de 31 088 km² pour une population estimée en 2014 à 845 139 habitants (densité : 27 hab./km²). Il est divisé entre les régions du Bafing, du Béré et du Worodougou.

Figure 5: Situation géographique du district du WOROBA



Huit (8) départements sont concernés dans le District du WOROBA dont : Touba, Ouaninou, Koro dans la Région de Bafing ; Mankono, Konahiri, Dianra dans la Région de Béré et Séguéla, Kani dans la Région Worodougou.

Tableau 5: Subdivision territoriale et administrative du district du Woroba

DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT
WOROBA (209)	BAFING (152)	TOUBA (56); KORO (46) ; OUANINOU (50)
	WORODOUGOU (33)	SÉGUÉLA (33)
	BERE (24)	KANI (01) ; KOUNAHIRI (04) ; DIANRA (04) ; MANKONO (15)

SOURCE, TDR PROSER, 2019. (152) = NOMBRE DE LOCALITES BENEFICIAIRES DU PROSER DANS LA REGION ETLE DEPARTEMENT CONCERNE

3.2.1 DESCRIPTION DU MILIEU PHYSIQUE ET HUMAIN

3.2.1.1 Région du Bafing

3.2.1.1.1 Situation administrative de la région du Bafing

La région de Bafing compte 7 communes, 8 Sous-préfectures et 316 villages. Cette région, est peuplée en majorité par les Malinkés.

3.2.1.1.2 Milieu physique de la région du Bafing

Relief

Le relief est essentiellement fait de plateaux parsemés de collines. L'on trouve des sommets pouvant atteindre 700 à 1000 mètres d'altitude partout dans la région : Les Monts Zaala, Gouan (Touba), Kpoho, Kwaan, Gbakooni (Koonan).

La ville d'Ouaninou est entourée de montagnes, donnant une allure pittoresque à la ville. Les montagnes de la région, aux sommets granitiques, sont toutes couvertes de végétation.

Climat

Le climat est de type soudano-guinéen, tropical humide, à deux saisons : celle des pluies, appelée aussi hiver (d'avril à octobre) et celle dite sèche qui est l'été (de novembre à mars). Tout le mois d'août est caractérisé par de fortes averses rendant les routes difficilement praticables.

Pluviométrie

La pluviométrie est moins capricieuse, avoisinant 1500 mm³ d'eau / an. C'est une zone relativement bien arrosée, et la température varie selon qu'on est en hiver (à peu près 25°C) ou en été (jusqu'à 40° C). De plus, la dorsale guinéenne (le mont Nimba) et les élévations de la zone, créent un microclimat relativement doux qui a pour conséquence les hauteurs de pluie qui se situent par an, entre 1600 et 2000 mm, donc très suffisantes pour une bonne pratique agricole.

Mais à partir du mois de décembre, un vent sec chargé de poussière, part du Sahel et souffle sur l'ensemble de la partie Nord et Centre de la Côte d'Ivoire, provoquant un froid énorme pendant la nuit c'est l'Harmattan. Il dure trois mois.

Hydrologie

La région du Bafing est drainée par trois fleuves et quelques petits cours d'eaux. Ces fleuves sont des affluents du Sassandra. Le fleuve Bafing forme une frontière naturelle entre la région du Bafing et la région des Dix-huit Montagnes, et ce jusqu'aux environs du village de Bogouiné. Le FéréDougouba ou Bagbé coule à environ 13 km au Nord de Touba et se jette également dans le Sassandra à Dabala au Sud du complexe sucrier de Borotou-Koro. Le troisième fleuve, Boa part du Nord de la région et se jette dans le Sassandra aux environs du village de Vialadougou près du complexe sucrier de Borotou-Koro. La Boa forme une frontière naturelle entre la région du Bafing et la région du Denguélé. Le Sassandra forme une frontière naturelle entre la région du Bafing et la région du Worodougou.

De nombreux marécages sont visibles bordant des rivières intermittentes dans la sous-préfecture de Ouaninou (Photo 1)

Photo 1: Vue d'une rivière à Kozema (département de Ouaninou gps 8.25695 N/ -7.90758 W) dans le Bafing

SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

Pédologie

La qualité du sol est appréciable à deux niveaux : d'une part, au Nord dans la région de Koro, le sol moins riche en humus, est peu propice à la culture. D'autre part, il est fertile et arabe dans toutes les contrées Sud, Est et Centre-Ouest de la région. Là, le sol est riche en matériaux organiques, et favorable à la culture de rente (coton, anacarde, café, cacao) et à la culture substantielle (riz, igname, manioc), etc. A Kozema dans la sous-préfecture de Ouaninou, ces sols sont de types ferralitiques (**Photo 2**).

Photo 2: Sol de type ferralitique de Kozema (Sous préfectures Ouaninou dans le Bafing point GPS

SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

3.2.1.1.3 Milieu humain de la région du Bafing

Démographie

La population de la région, selon le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2014 est de 186.648 habitants, soit 22 habitants au km².

Cette population est composée de deux groupes autochtones, les Malinkés (Mahou, Barala, Finan, Koroka, Tenin) et les Dans (Kla) avec une diversité de sous-groupes. S'ajoutent à ces deux groupes, en nombre

non négligeable, des étrangers originaires de l'Afrique de l'ouest. Des Ivoiriens de diverses régions du pays qui y travaillent dans les secteurs public, parapublic et privé constituent le dernier pan de cette population.

Culture

Les cérémonies traditionnelles majeures sont le Lomba (Maouloud en pays Mahouka), la Fête de Génération et les cérémonies initiatiques (les sorties de Masques).

Activités touristiques

Les activités touristiques sont observées dans la région. Ce sont entre autres :

- Parc national du Mont Sangbé

La partie septentrionale du Parc national du Mont Sangbé est située dans la région du Bafing, à côté des villages de Bonzo et de Sorotana. Le Parc du Mont Sangbé est l'un des cinq grands parcs de la Côte d'Ivoire couvre une superficie de 95,000 hectares. Il est à cheval entre la région du Tonkpi et la région du Bafing. La faune du parc comprend des Eléphants, des Buffles, des Antilopes et des Singes.

- Le mausolée de El Hadj moussa BAKAYOKO

Le Mausolée d'El-Hadji Moussa Bakayoko à Koro est un lieu de recueillement. Il a la particularité d'être situé au sein du village. La tombe est recouverte de sable graviers concassés et est entourée de quatre murs d'environ 1 à 1,5 m de hauteur avec une entrée.

- La grotte d'Ouaninou

Dans la localité d'Ouaninou, une grotte servait de lieu de passage pour les premiers habitants du pays Mahou. Cette grotte reliait la Côte d'Ivoire à la Guinée. Les grottes de Toutché, sont qualifiées de fortune touristique.

- Les poissons sacrés de Silakoro

Situé à 16 km de Touba, le village de Silakoro, dernier bastion de l'animisme du Mahou, est célèbre pour sa mare aux Poissons Sacrés. Les Silures de Silakoro sont censés incarner l'âme des ancêtres. La mare est de ce fait le lieu de culte des villageois.

- Les forgerons de Yo

Yo, village situé à 5 km de Touba est connu grâce à ses forgerons. A Yo, le visiteur découvrira le mystère des forges.

Infrastructures socio-économiques et sécuritaires

La région du Bafing regorge de 21 gares routières qui sont malheureusement mal organisées, 5 marchés journaliers d'environ 1500 places, 15 marchés hebdomadaires de 10.000 places.

Agriculture

L'économie de la région du Bafing repose, comme dans la plupart des régions du pays, sur l'agriculture. La fertilité des sols et l'abondance des pluies permettent une bonne diversification des cultures de rente et des cultures vivrières.

L'anacarde est en passe de devenir la principale culture de rente dans la région du Bafing, parce que cultivée dans tous les départements. Ensuite Il y a le binôme café-cacao, produit dans la sous-préfecture de Guintéguela, dans la forêt bordant le fleuve Sassandra et dans le département de Ouaninou.

La culture de l'hévéa et du palmier à huile, d'introduction récente, est pratiquée dans le département de Ouaninou et de Touba. La canne à sucre, est produite singulièrement dans le département de Koro, dans

la zone d'implantation du complexe agro-industrielle de Borotou-Koro de la société Sucrivoire, auquel elle sert de matière première.

Industrie

Culture industrielle telles que la Canne à sucre 525.268,94 Tonnes (Koro), Anacarde 2300 Tonnes (Touba), Coton 603,792 Tonnes (Ouaninou), Cacao 2400 Tonnes (Touba), Café 2600 Tonnes (Touba).

L'industrie constitue un maillon manquant du tissu économique alors que des potentialités existent, notamment au plan minier, au vu de la richesse du sous-sol qui regorge de Nickel, d'or et autres minerais.

Elevage

L'élevage est l'une des principales activités économiques des populations du Bafing avec un effectif global de plus de 20000 bovins, 39000 ovins, 7300 Caprins et 700 porcins. Selon les statistiques du Programme Alimentaire Mondial, 85 % des ménages du pays Maou possèdent des animaux d'élevage. Selon ces mêmes statistiques, 71 % des ménages possèdent des volailles contre 38 % possédant des ovins et 31 % possédant des caprins.

Santé

Au niveau sanitaire, on note un Centre Hospitalier Régional (CHR), un hôpital général, douze (12) dispensaires, une maternité et une PMI. Eu égard à ce qui précède, la région a un besoin en réhabilitation et renforcement du personnel soignant.

3.2.1.2 Région du Béré

Situation administrative de la région du Béré

La région du Béré est située au Centre Nord de la Côte d'Ivoire à 520 km d'Abidjan. Elle est limitée au Nord par les régions de la Bagoué et du Poro, au Sud par les régions du Gbêkê, de la Marahoué et du Haut Sassandra, à l'Est par la région du Hambol et à l'Ouest par la région du Worodougou.

La région du Béré a une population estimée à 150 759 habitants (RGPH 2014), avec une superficie de 13 293 km² et un réseau routier de 4 367 km. Elle compte trois (03) départements :

On note également neuf (09) Sous préfectures (Tiéningboué, Bouan-dougou, Dianra-Village, Marandallah, Sarhala, Kongasso) et six (06) Communes (Mankono, Dianra, Kounahiri, Tiéningboué, Sarhala et Kongasso) et cinq cent soixante et un (561) villages.

Tableau 6: Rapport de masculinité de la population résidente du Béré

DÉPARTEMENT	P O P U L A T I O N R É S I D E N T E			
	E N S E M B L E L O C A L I T É			R A P P O R T D E M A S C U L I N I T É
	H O M M E S	F E M M E S	T O T A L	
ENSEMBLE RÉGION	201 842	187 916	389 758	107,4
DIANRA	49 095	47 484	96 579	103,4
KOUNAHIRI	39 887	37 792	77 679	105,5
MANKONO	112 860	102 640	215 500	110,0

Source : INS, RGPH 2014

3.2.1.2.1 Milieu physique de la région du Béré

Climat

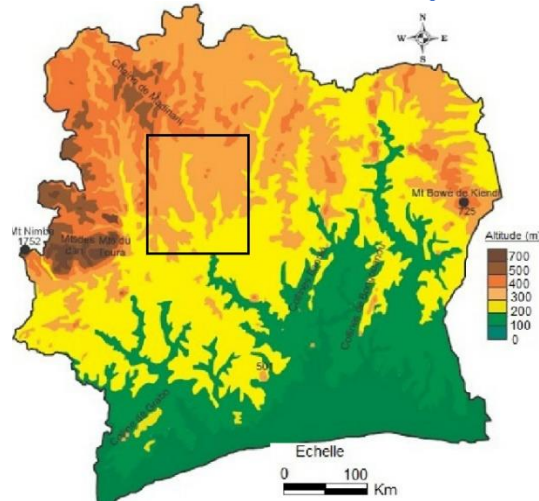
La région du Béré est soumise au climat soudano-guinéen qui règne sur le Nord du pays. Il ne comprend que deux saisons (humide et sèche). Les plus grosses chutes d'eau ont lieu de Juillet à Septembre. La saison humide s'étend sur plus de la moitié de l'année (Avril à Octobre), en dehors de cette période l'atmosphère est sèche car l'Harmattan y souffle presque en permanence.

Les **précipitations** dans le Béré sont beaucoup plus importantes en été qu'en hiver. La température moyenne annuelle à Béré est de 26.1°C et les précipitations moyennes de **899.6 mm**. Cependant à Mankono, la saison pluvieuse est oppressante et nuageuse dans l'ensemble ; la saison sèche est humide et partiellement nuageuse et le climat est très chaud tout au long de l'année.

En ce qui concerne la **température** à Mankono, chef-lieu de Région, le mois le plus chaud de l'année est celui de Mars avec une température moyenne de 27.4 °C. Août est le mois le plus froid de l'année avec 24.1 °C à cette période.

Relief

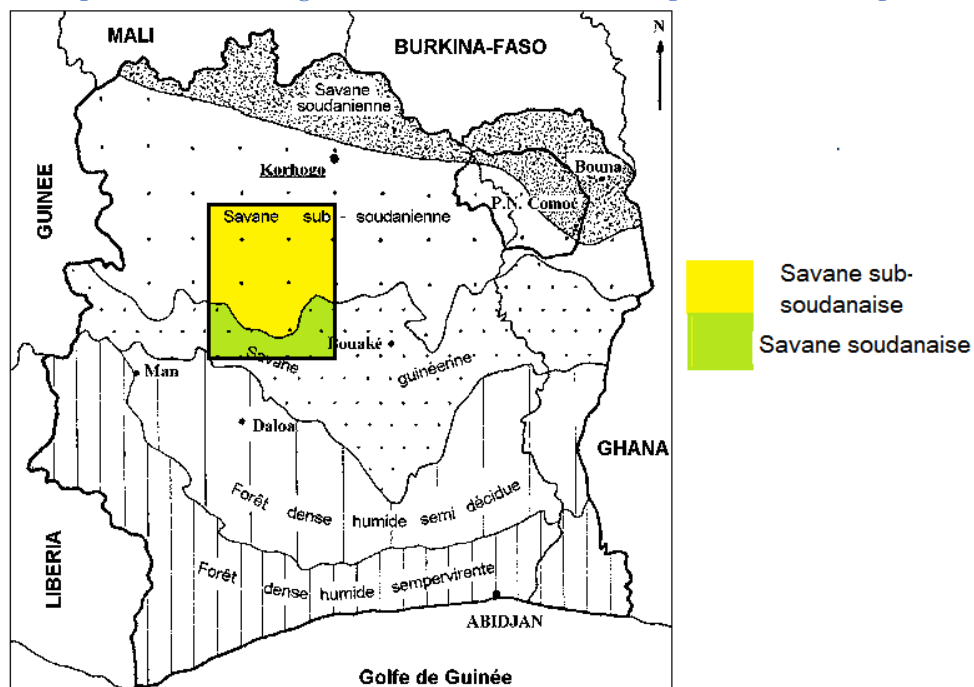
La région du Béré correspond à un ensemble assez homogène de plateaux s'abaissant modérément du nord vers le sud entre 400 et 200 m –à l'instar de Mankono) et, débordant en ce sens de la dorsale guinéenne proprement dite, elle fait transition avec les plateaux du nord. Mais sur un substratum essentiellement granitique, avec une large tache porphyroïde, s'est développée entre Séguéla et Mankono une remarquable série de dômes cristallins qui sont des inselbergs typiques. Ils dominent fortement l'ensemble de la pénéplaine. Deux autres caractères définissent cette unité : (i) les cours rectilignes et parallèles des principaux cours d'eau, leurs tracés à angles droits fréquents, en baïonnette, marquent la rigidité du socle et son rejet en horst et graben à une époque peut-être relativement récente ; (ii) des zones déprimées sont empruntées par certains cours d'eau comme la Marahoué (Bandama rouge) le Bou ou le Béré sur une partie de leur cours : elles correspondent à des bandes schisteuses s'insérant entre les granites.

Figure 6: Carte du relief de la Côte d'Ivoire montrant les caractéristiques de la région du Béré (rectangle noir)

SOURCE: [HTTP://WWW.ECONOMIESAFRICAINES.COM/LES-TERRITOIRES/COTE-D-IVOIRE/LE-CADRE-GEOGRAPHIQUE/LE-RELIEF](http://www.economiesafricaines.com/LES-TERRITOIRES/COTE-D-IVOIRE/LE-CADRE-GEOGRAPHIQUE/LE-RELIEF)

Végétation

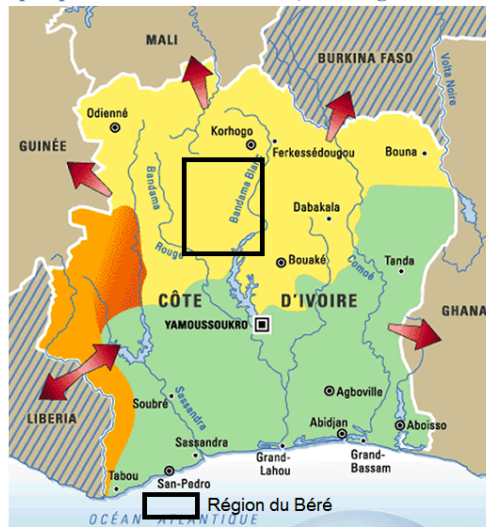
Deux zones de végétations sont identifiées dans la zone du projet : (i) la savane sub-soudanaise occupant les parties nord et centre de la région et (ii) la savane soudanaise dans la partie extrême sud.

Figure 7: Carte de la végétation de Côte d'Ivoire et de la Région du Béré (rectangle).

SOURCE GUILLAMET ET ADJANOHOUN, 1971 ; ADAPTEE CSI, 2019 [HTTP://WWW.FAO.ORG/3/X6885F/x6885F0b.HTM](http://www.fao.org/3/X6885F/x6885F0b.HTM)

Hydrographie

La région du Béré est baignée principalement par les deux grands affluents du fleuve Bandama dont le Bandama blanc (est) et le Bandama rouge (Marahoué, ouest)

Figure 11. Carte hydrographique de la Côte d'Ivoire (de la région du Béré dans le rectangle noir)

SOURCE EXTRAIT DE BAMBIMEX.COM. [HTTP://YANKO.CHEZ-ALICE.FR/CI/HYDROGRAPHIE.HTML](http://YANKO.CHEZ-ALICE.FR/CI/HYDROGRAPHIE.HTML) (25 JUIN 2019)

La région du Béré est sous la dépendance étroite du bassin versant de la Marahoué, principal affluent de rive droite (550 km de long; bassin versant de 24.300 km²). Ce dernier est alimenté principalement par le Yani (200 km) et se jette dans le Bandama, juste en amont de l'actuel lac de barrage de Kossou (Figure ci-dessous). C'est de cette région que partent deux autres cours d'eau de moindre envergure dont le Bou (affluent de la rive droite du Bandama dans la partie septentrionale) et le Béré, affluent rive gauche de la Marahoué, qui baigne essentiellement le département de Mankono, chef-lieu de région.

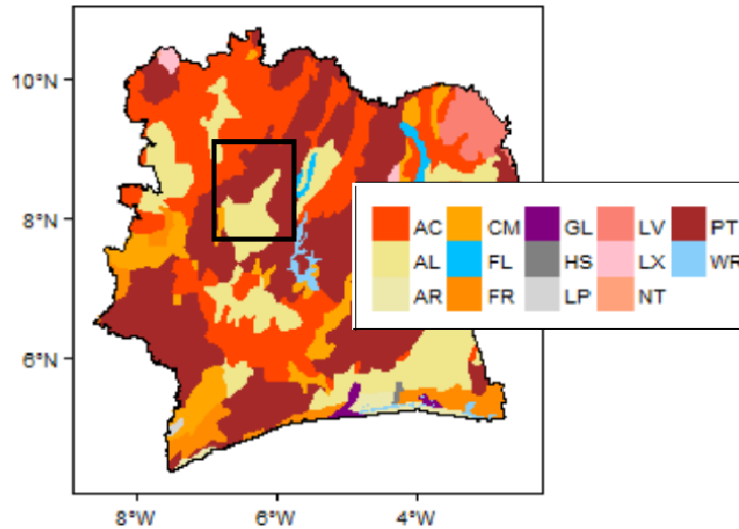
Figure 8: le bassin du fleuve Bandama et ses principaux affluents dans le centre nord-ouest de la Côte d'Ivoire

SOURCE :) LEVEQUE CLAUDE DEJOUX & ANDRE CHRISTIAN.ILTIS (1983) . LIMNOLOGIE DU FLEUVE BANDAMA, COTE D'IVOIRE O.R.S. T. O.M., HYDROBIOLOGIE, 24 RUE BAYARD, 75008 PARIS, FRANCE

Sols et sous-sols

Globalement on retiendra que les sols dans la région du Béré sont des sols ferralitiques faiblement à moyennement dessaturés (Figure ci dessous)

Figure 9: Principaux types de sols de la Côte d'Ivoire et de la Région du Béré (rectangle noir).

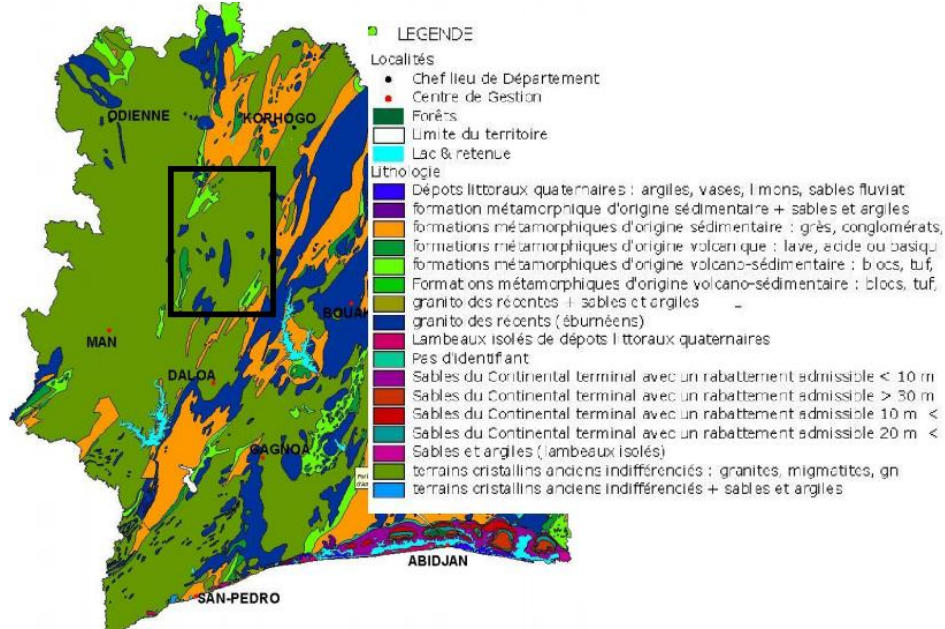


SOURCE : CARTE PEDOLOGIQUE DE LA COTE D'IVOIRE, DU CENTRE JOINT DE RECHERCHE DE LA COMMISSION EUROPEENNE: PORTAIL EUROPEEN
SOL.HTTP://EARTHWISE.BGS.AC.UK/IMAGES/5/57/VOIRE_SOIL.PNG

Géologie

La région de Béré se situe sur les formations métamorphiques d'origines (i) volcanique (lave acide ou basique) ou (ii) sédimentaire (grès conglomératique) et de granitoïdes récents (éburnéen)

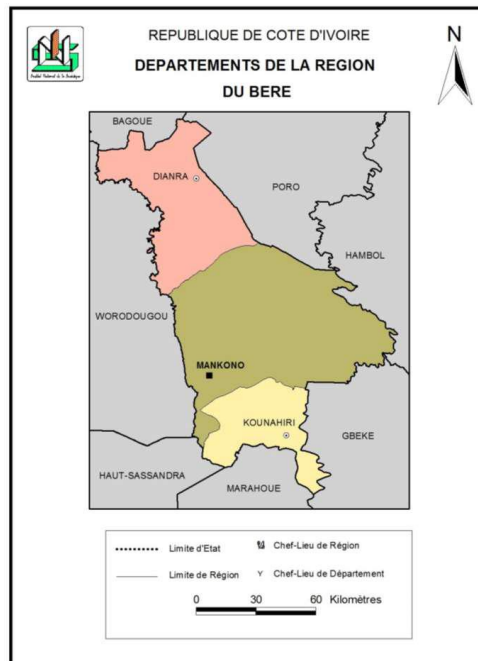
Figure 10: Esquisse de la carte géologique de la Côte d'Ivoire (et de la région du Béré dans le rectangle)



SOURCE FILE:///C:/Users/PROF%20DIGBEHI/Downloads/BIBLIO%20B%C3%A9%20R%C3%A9.pdf

3.2.1.2.2 Milieu humain de la région du Béré

Figure 11: Carte administrative de la région du Béré



SOURCE INS, RGPH, 2014

Démographie

Selon le rapport du Recensement Général des Populations et de l'Habitat (RGPH, 2014), la région du Béré compte 389 758 habitants. Elle est constituée de plus d'hommes (201 842) que de femmes (187 916) avec un rapport de masculinité de 107,4. La population autochtone est principalement composée de Sénoufo, Nigbi, Koyaka, Koro, Kagnéné, Mona, Gouro, Ouan et Sia.

Tableau 7: Principales caractéristiques démographiques de la région du Béré

Département	Population résidente			
	Ensemble localité			Rapport de masculinité
	Hommes	Femmes	Total	
Ensemble Région	201 842	187 916	389 758	107,4
Dianra	49 095	47 484	96 579	103,4
Kounahiri	39 887	37 792	77 679	105,5
Mankono	112 860	102 640	215 500	110,0

SOURCE : INS, JUIN 2015, REPERTOIRE DES LOCALITES, REGION DU BERE. RGPH 2014

A l'instar de plusieurs régions en Côte d'Ivoire, le Béré est soumis à une dynamique migratoire interne et externe favorisée par des conditions mésologiques attractives (disponibilités d'espaces de cultures de rente, stabilité sociopolitique, sécurité relative). Ainsi, à l'instar de la population autochtone, on rencontre essentiellement des allochtones Baoulé, et des allogènes Nigériens, Maliens, Burkinabés et Guinéens.

Activités économiques

• Agriculture

L'agriculture, la principale activité économique. Elle est pratiquée par une bonne majorité de la population. Les cultures pratiquées dans la région du Béré sont principalement l'anacarde et le coton. Le café et le

cacao apparaissent comme des cultures secondaires et sont surtout pratiquées dans le sud de la région (principalement dans la sous-préfecture de Tiénégoué et dans le département de Kounahiri).

A côté de ces cultures pérennes, sont pratiquées plusieurs variétés de cultures vivrières dont le riz (aliment de base de la population, le maïs, la banane plantain, l'igname et certaines cultures maraîchères (piment, tomate, aubergine, gombo etc.).

- **Élevage**

Après l'agriculture, l'élevage est l'une des activités parmi les plus importantes de la région. Naguère pratiqué par des autochtones, l'élevage est depuis peu principalement du domaine des populations autochtones qui possèdent de grands troupeaux de bovins, ovins, porcins et caprins. Hormis ces grands animaux, de petits animaux tels que les volailles (poulets de chair, pondeuses, poulets indigènes), sont aussi élevés dans des fermes avicoles standards, en batteries ou en plein air.

- **Pêche**

La pêche est une activité très peu développée dans la région du Béré. Les cours d'eau naturels présents dans la région ne sont pas poissonnières et les populations s'intéressent fort peu à la pêche. Mais aussi, il n'existe quasiment pas de structures piscicoles aménagées et dédiées à la production halieutique de masse. Ce qui justifie la grande consommation de protéines animales par les populations.

- **Artisanat**

L'artisanat est représenté par des métiers essentiellement manuels tels que la bijouterie, la poterie, le tissage, la vannerie, la sculpture et plusieurs autres petits métiers dont la particularité est l'utilisation de matières premières locales.

- **Industrie**

Le secteur industriel dans le Béré est dominé par la production et l'exploitation de l'anacarde et du coton qui à cet effet représentent les principales cultures industrielles. Plusieurs unités industrielles y mènent des activités de collecte et de transformation de ces matières premières. Ce sont entre autres : Ivoire Coton, la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC) et la Compagnie Ivoirienne de Développement du Textile (CIDT).

- **Commerce**

Le commerce dans le Béré est plutôt une affaire de particuliers vendant au gros et au détail des produits de première nécessité. Ce secteur est dominé par des ressortissants de la sous-région, notamment des Nigériens, Guinéens et Maliens qui possèdent des boutiques et de grands magasins. Les autochtones intervenant dans ce secteur, sont surtout spécialisés dans la vente de produits agricoles. Le bétail et les volailles sont commercialisés sur des marchés dédiés. Mais aussi différentes sortes de poisson, conditionnés dans des entrepôts frigorifiques.

Infrastructures socio-économiques

- **Santé**

Concernant le secteur de la santé, la région du Béré dispose de plusieurs infrastructures sanitaires dont un hôpital général avec bloc opératoire, 45 Etablissements Sanitaires Publiques (CSP), 07 Centres de Santé Urbain (CSU), 02 médicaux-scolaires, 15 Centres de Santé Ruraux (CSR), et plusieurs établissements de santé privés. S'agissant du personnel de santé, on compte en moyenne une dizaine de médecins, plus d'une centaine d'infirmiers, plusieurs sages-femmes et aides-soignantes. Les pathologies les plus fréquentes faisant l'objet de consultations sont : le paludisme, infections respiratoires, l'anémie et la diarrhée.

- **Education**

La région du Béré compte plusieurs établissements scolaires publics et privés, dont des écoles primaires et secondaires avec entre autres l'EPV Saint Joseph Artisan, les écoles primaires islamiques Nour Karamoko Vakassa, Hidayatou Nashiina et Sabil Falaahi; les collèges privés Iblo Fofana, Juan Carlos et le collège privé islamique Daroul Moustôpha Paix et Salut sur Lui.

- **Aspects socio-culturels**

Au plan socio-culturel, on rencontre dans la région du Béré, plusieurs lieux sacrés (forêts, bois, cases, etc.) faisant l'objet d'adorations et de pratiques mystico-religieuses. Ces lieux servent de support hiérophantique lors de rites (rites initiatiques, de passage ...) et rituels sacrés. Des cérémonies et manifestations spéciales se déroulent régulièrement dans la région. Pour exemple, la cérémonie de mariage collectif, la cérémonie de la colline du test de grossesse, la danse kroubi des femmes, les danses du balafon (le N'goran, le Kapatcha, le Dalagbé le Kpingbé, le Tehiguichor et le Dameba), la lutte traditionnelle et les danses spéciales réservées aux situations particulières (décès d'un chef, réception d'une autorité).

- **Genre**

Les femmes de la région du Béré dans leur grande majorité, sont très actives dans le domaine agricole où elles aident leurs conjoints dans les champs et entretiennent leurs propres cultures maraîchères. La plupart de leurs revenus sont tirés de la vente des produits vivriers.

- **Habitat et infrastructures urbaines**

- **Habitat**

La région du Béré comporte plusieurs zones urbaines peu organisées. Les habitations rencontrées sont souvent dispersées ou regroupées en petits blocs concentrés et ne respectent pas forcément un plan directeur d'urbanisation.

Photo 3: Maisons en agglôs et en briques de terre compressée à proximité d'une voie de circulation



SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

- **Eau potable**

Comme dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire, l'approvisionnement en eau potable est assuré par la Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire (SODECI) à partir de châteaux d'eau desservant l'eau à travers un système complexe d'hydraulique urbaine porté par un réseau qui l'est tout autant. Malgré cela, plusieurs localités rurales ne disposent d'eau courante distribuée par la SODECI.

Photo 4: Pompe hydraulique fonctionnelle et femmes remplissant leurs cuvettes d'eau

SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

- **Electricité**

La fourniture en électricité dans la région est faible et irrégulière. On assiste à des délestages fréquents et des coupures intempestives d'électricité. Plusieurs localités se retrouvent ainsi plongées dans le noir et épisodiquement éclairées par une pâle lueur chassant désespérément des ombres fantomatiques les soirs de pleine lune.

Photo 5: Poteaux électriques non reliés au réseau à Marandallah

SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

- **Communication et télécommunications**

L'essentiel de la communication est assuré par des quotidiens à grands tirage en provenance d'Abidjan, car la région ne dispose pas de presse écrite régionale. Les réseaux téléphoniques actifs dans la région sont entre autres, Moov, Orange et MTN.

Tableau 8: Taux de couverture réseau de communication dans la région du Béré

Département	Nombre de localités	Nombre de localités couvertes en 2G	Nombre de localités couvertes en 3G	Nombre de localités couvertes en 4G	Nombre de localités non-couvertes
DIANRA	43	31	22	04	12
KOUNAHIRI	48	40	24	07	08
MANKONO	122	117	71	29	05
TOTAL	213	188	117	40	25

SOURCE : AUTORITE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS/TIC DE COTE D'IVOIRE (ARTCI) DE FIN JANVIER 2019

- **Voirie et transports**

Dans la région du Béré, contrairement à d'autres régions, principales voies principales de circulation sont peu ou pas bitumées et en plus peu praticables. La desserte des différentes localités est quant à elle assurée par des minicars et des taxi-brousse parfois vétustes et dont l'état mécanique laisse perplexe. La plupart des villes de la région disposent de stations proposant les deux principaux types de carburant utilisés par les véhicules.

Photo 6: Voies d'accès en terre dans la région du Béré



SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

- **Assainissement et drainage**

Ne disposant pas d'un plan concret d'urbanisme, le développement urbain se fait sans tenir compte des normes d'assainissement et de drainage des eaux usées. En effet, très peu de canalisations existent et sont fonctionnelles.

- **Gestion des déchets**

Il n'existe pas de système de gestion des déchets de façon formelle. La gestion des déchets se fait essentiellement par de petites mains ; des jeunes hommes ou des enfants collectent les ordures auprès de certains résidents avant d'aller les déverser sur des terrains vagues transformés en décharges publiques.

3.2.1.3 Région du Worodougou

3.2.1.3.1 Situation administrative de la région du Worodougou

La région du Worodougou a pour chef-lieu Séguéla, ville située au Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire à 592 km d'Abidjan. Elle est divisée en deux (2) départements (Séguéla et Kani). Le Département de Séguéla couvre une superficie de 11.427 km² et est subdivisé en Sept (7) sous-préfectures qui sont : Séguéla, Dualla, Bobi-Diarabana, Sifié, Kamalo, Massala et Worofla.

3.2.1.3.2 Milieu physique de la région du Worodougou

Climat

La région du worodougou appartient à un climat de type Sud-soudanais avec une saison de pluie de Juillet à Octobre et une saison sèche allant de Novembre à Juin. La pluviométrie annuelle moyenne y est supérieure à 1200 mm.

Température

La température moyenne est de l'ordre de 28° C avec des fluctuations journalières et saisonnières assez marquées.

Relief

Le relief est plat en général avec cependant des dômes granitiques culminant à une altitude de 570 m.

Sols et sous-sols

Les sont généralement superficiels et sablonneux ferrallitiques (**Photo 7**).

Photo 7: Type de sol ferrallitique sablonneux et graveleux de la localité de Mahanan (Sous-préfectures de Touba)



SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

Ils sont issus de l'altération de roches granitiques très abondantes dans la région de Touba (Photo)/

Photo 8: Affleurements de socle (massif) granitique et son arène dans la localité de Mahanan (Sous-préfectures de Touba)



SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

Réseau hydrographique

Le réseau est marqué par la présence de deux fleuves (le Sassandra et le Yani qui est affluent de la Marahoué) et de nombreuses petites rivières intermittentes alimentent parfois le réseau hydrographique. Ces cours d'eau ne sont pas navigables.

Photo 9: Une vue de la rivière de flala, S/P de Séguéla (GPS 7,91482/-6,58317) et de Touba



SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

Photo 10: Une vue de la rivière et de marécage près de la localité de Mahanan sous préfectures de Touba



SOURCE : EESS PROSER, CSI AOUT 2019

3.2.1.3.3 Milieu humain de la région du Worodougou

Situation socio-démographique

Selon les résultats du RGPH 2014, la population du département de Séguéla est de 198 445 habitants dont 63 774 habitants au niveau de la Sous-préfecture de Séguéla. Cette population est constituée majoritairement de l'ethnie malinké communément appelé Worodougouka à laquelle se greffe les Sénoufos, au nord, et les autres groupes ethniques de la Côte d'Ivoire ainsi que les ressortissants des pays de la sous-région.

Potentialités économiques

- Agriculture

L'économie de la Région du Worodougou est essentiellement basée sur l'agriculture. La région du Worodougou bénéficie des conditions pédoclimatiques favorables à l'intensification et à la diversification des productions agricoles. L'activité agricole constitue la première source de revenus pour la majorité des populations avec une production de café-cacao estimée à 6.808,265 tonnes. L'anacarde représente aujourd'hui 16.391,074 tonnes. Quant à la banane plantain, les quantités produites sont estimées à 2.134,40 tonnes. La production de maïs fait annuellement 660,2 tonnes. Celle de l'igname équivaut à 158,1 tonnes. Le manioc produit dans la région représente 125 tonnes.

- Elevage

L'élevage est après l'agriculture, la principale activité économique des populations. Selon les chiffres de la Direction Régionale de la Production Animale et des Ressources Halieutiques pour l'année 2014, la Région du Worodougou dispose d'un important cheptel :

Tableau 9: Cheptel de la région du Worodougou

Bovins	Volaille	Ovins	Caprins
48.875	342.000	53.32553.325	14. 83114. 831

SOURCE : (CONSEIL REGIONAL DU WORODOUGOU, 2016)

Sécurité

- Équipement des services de sécurité en matériels de communication (En cours);
- Équipement des services de sécurité en mobiliers (Achevé).

Education

Construction d'écoles primaires à Komatou, Hermakono, Tonhoulé et de 6 bâtiments de trois (03) classes pour six (06) villages (Bobi, Kokodjimono, Bona, Diarrabana, Ganikro et Nianhourogo).

Santé

Réhabilitation des Centre de santé de Madji, Banandjé, Ranch, Marahoué, Dominique Ouattara, Fadiadougou, et téguéla. Madji, Banandjé, Ranch Marahoué, Fadiadougou, et Tégouéla (à venir) le centre de santé Dominique Ouattara (en cours); achat de trois (03) ambulances équipées pour les CSR de Dualla, Sifié et du Ranch de la Marahoué. Dualla et Sifié (en cours) Ranch Marahoué (à venir); – équipement du District sanitaire de Séguéla en matériels biomédicaux (Achevé);– construction de cinq (05) centres de santé à Kohimon, Samina, Notou, Gbénan, Lohou (à venir);– achat de matériels biomédicaux pour le CHR de Séguéla et l'Hôpital Général de Kani (à venir).

Infrastructures économiques

- Acquisition de pièces de rechange pour réparation de pompes hydrauliques à motricité humaine (En cours) ;
- reprofilage lourd de 56 kilomètres de routes en terre et traitement de points critiques dans la région (Massala-Tiémassoba-Diorholé; Dualla-Somana; Kato-Gbémazo; Kénégbé Nord-MassalaAssolo- Diarabana; Soba Banadjé-wama; Djamina-Gbona; Bobi-Dafana). Pour Massala-Tiémassoba (achevé) ; Tiémassoba- Diorholé (en cours) ; Dualla-Somina, Kato-Gbémazo (à venir) ;
- réalisation de onze (11) forages d'exploitation dans la région : Séguédjan, Linguékro, Tiesso, lipara 2, Kouroukoro, Séfrédjo, Djorofa, Ouahi, Sagbakoro, Sonigbé, Babasso. Les travaux de Séguédjan, Linguékro, Tiesso, Lipara (en cours) ;
- électrification des villages de Gbalo, Béna, Kato, Djobala, Somina, Gbona, Sokoura et SuinlaBrogbéna. Gbalo et Béna (en cours) ;
- acquisition de matériels de nettoyage de la voirie (En cours);
- construction du siège du Conseil Régional du Worodougou (à venir);
- construction de 03 marchés couverts dans la région (Fadiadougou, Diorholé, Notou). Les travaux de Diorholé (en cours). Fadiadougou et Notou.

Conflits dans le District du Woroba

Dans le District du Woroba et ses régions, les principaux conflits sont liés aux dégâts provoqués par les troupeaux de bétails dans les plantations. Ils éclatent généralement entre autochtones et allogènes, essentiellement pour des problèmes de limites de parcelles agricoles, occupations illégales de parcelles aux fins de pâturages. Selon leur importance, ce type de conflits se gère soit à l'amiable devant les autorités traditionnelles (chefs, notables) ou administratives (Sous-préfets), soit se traite de façon juridique auprès des instances compétentes. Dans la gestion amiable, les parties s'engagent à œuvrer de sorte à éviter les situations de conflits et à rembourser les dégâts en cas de destruction de plantations ou d'abattage d'animaux.

Conditions sociales

Comme dans les District des Montagnes, le Woroba, les conditions sociales des populations rurales sont généralement précaires que celles des villes peuvent notamment sur le plan de l'eau et de l'électricité. Les populations rurales sont réduites à se ravitailler dans des puits, marigots ou des pompes hydrauliques s'il en existe encore en état de marche. Ces puits et les marigots insalubres exposent à des maladies. Le manque d'électricité ou sa mauvaise qualité ne facilite pas la vie des populations. Tout comme dans la plupart des localités des Montagnes, les familles sont contraintes de s'éclairer aux faibles lueurs de bougies, de lampes à huile ou à pétrole avec le risque de développer des maladies oculaires, surtout chez les écoliers qui ont besoin de réviser leurs leçons. Le décorticage et le pilage des produits agricoles est une tâche réservée aux femmes. En l'absence d'électricité et donc de

décortiqueuses et de broyeuses, ces activités deviennent très vite pénibles pour les femmes et les jeunes filles qui se voient obligées de les réaliser manuellement.

Situation socioéconomique de quelques localités bénéficiaires du projet dans le district du woroba

Lors des visites de terrain, une description monographique des localités à a permis de dresser les caractéristiques des populations et des conditions de vie locale

- **Mahanan**

Mahanan est une localité de la Sous-préfecture de Touba dans la région du Bafing. Elle est entourée de nombreuses aires protégées. Sa population s'élève à 300 habitants selon le Rapport Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014. Dans cette localité plusieurs communautés ethniques coexistent. Il s'agit essentiellement de communautés ivoiriennes (Baoulé, Dioula et Senoufo) et non ivoiriennes (Mossi et Maliens). Les populations de Mahanan sont principalement musulmanes ou chrétienne. On rencontre dans le village, plusieurs associations telles que les associations de femmes, de cultivateurs, d'éleveurs, etc.

Sur le plan infrastructurel, la localité de Mahana est à la fois composée d'habitats modernes et traditionnels. Elle dispose par ailleurs, d'un établissement scolaire, d'une pompe hydraulique fonctionnelle et d'autres sources d'approvisionnement en eau (marigot, puits). Mahanan ne dispose pas de centre de santé. La localité n'est pas connectée au réseau électrique. En conséquence, les sources d'énergie utilisées par les populations sont assez rudimentaires (torches, lampes, batteries de voiture et combustibles ligneux).

L'économie locale repose sur plusieurs activités paysannes. L'agriculture constitue l'activité dominante. Elle se caractérise par la pratique de culture de rente (en particulier l'anacarde, le coton et le cacao) et de cultures vivrières (riz, maïs, manioc et arachide). Au côté de cette activité, les populations exercent aussi la chasse, le commerce, l'artisanat et l'élevage.

- **Kozema**

La localité de Kozema fait partie de la Sous-préfecture de Ouaninou, située dans la région du Bafing. La taille de sa population est de 263 habitants (RGPH-2014). Elle est encerclée par plusieurs aires protégées et des lieux sacrés. Cette localité est essentiellement peuplée d'autochtones Dioula qui pratiquent l'Islam et/ou l'animisme. Ces communautés s'organisent également en association.

Au niveau des infrastructures, le type d'habitat est mixte, c'est-à-dire à la fois moderne et traditionnel. La localité bénéficie d'une école et d'une pompe hydraulique fonctionnelle. Cependant, elle n'est pas pourvue en centre de santé et n'est pas connectée au réseau électrique. Les sources d'énergie des populations sont des lampes à pile, des torches et le bois de feu.

L'agriculture occupe une place de premier plan parmi les activités économiques des populations. Elle se caractérise par la pratique de culture de rente (l'anacarde, le café et le cacao) et de cultures vivrières (riz, manioc, manioc, patate et tomate). En marge de l'agriculture, les populations exercent aussi le commerce.

- **Moako Koro**

Mohako Koro est une localité de la Sous-préfecture de Koro et est située dans le département de Ouaninou (région du Bafing). La population de Moako Koro est estimée à 308 habitants (RGPH-2014). On y distingue des communautés d'origines diverses (Baoulé, Dioula, Attié, Yacouba, Toura, Maliens et Guinéen). Ils sont d'obédience musulmane, chrétienne et/ou animiste et s'organisent en associations. Le type d'habitat de la localité est à la fois moderne et traditionnel. La localité bénéficie d'un établissement scolaire et d'une pompe hydraulique fonctionnelle. A contrario, elle ne dispose pas de

centre de santé et d'électrification. Les sources d'énergie utilisées sont constituées de panneaux solaires, de lampes électriques, de bois de feu, de charbon et de gaz butane.

Les populations pratiquent diverses activités pour assurer leur subsistance. On y distingue entre autres l'agriculture de rente (anacarde, café, cacao et hévéa), le commerce, l'artisanat, l'élevage et la chasse. Ces activités sont la source principale de leurs revenus.

- **Flala**

Le village de Flala se trouve dans la Sous-préfecture de Seguela, précisément dans la région du Worodougou. Dans sa zone limitrophe, on y recense plusieurs aires protégées et lieux sacrés. Les données du RGPH (2014) estiment la taille de sa population à 166 habitants. La population est constituée de Senoufo, Lobi, Djimini et Peuhl. Ils sont soit de confession musulmane, chrétienne et/ou animiste.

Les bâtis sont réalisés à partir de matériaux modernes ou traditionnels. La localité dispose de quelques infrastructures hydrauliques mais pas d'électricité, de centre de santé et d'établissement scolaire. Les sources d'énergie utilisées par les populations sont les panneaux solaires, des lampes électriques, le bois de feu et le gaz butane.

Les populations pratiquent l'agriculture de rente (principalement l'anacarde) et vivrière (riz, maïs, patate, igname, manioc, gombo, aubergine et piment). On les retrouve aussi dans des secteurs comme le commerce et l'artisanat. Ces activités représentent leurs principaux moyens de subsistance.

- **Farako koro**

Farako Koro se situe dans la Sous-préfecture de Koro (région du Bafing). On y rencontre plusieurs espaces naturels et lieux sacrés. Cette localité est essentiellement peuplée de Baoulé, Senoufo, Mossi, Koyaka et Gouro. L'habitat à Farakoro est de type moderne et traditionnel. Farakoro dispose d'une école primaire mais pas de centre de santé. Il n'existe pas de système d'eau courante mais seulement quelques pompes hydrauliques. La localité n'est pas reliée au réseau électrique. Les populations se débrouillent comme elles peuvent avec des lampes à piles pour s'éclairer et du bois de feu pour la cuisson des aliments.

L'agriculture est la principale activité économique des populations. Elle concerne la pratique de cultures de rente (anacarde, cacao) et de cultures vivrières (riz, igname, maïs, manioc, arachide, haricot, patate, tomate, gombo et aubergine). En marge de l'agriculture, les populations exercent aussi l'artisanat et le commerce.

- **Brekro**

Brekro est un village de la Sous-préfecture de Seguela et est situé dans la région du Worodougou. Le RGPH de 2014 estime sa population à 174 habitants. Ce village est dans une zone disposant d'importantes ressources naturelles et de plusieurs lieux sacrés. La population est essentiellement composée de Baoulé, Senoufo, Mossi, Kôyaka et Peuhl. Leurs pratiques religieuses sont l'Islam, le Christianisme et l'animisme.

L'habitat rencontré dans cette localité est soit de type moderne, soit de type traditionnel. La localité dispose d'un château d'eau, mais n'a pas de centre de santé et n'est pas connectée au réseau électrique. L'énergie photovoltaïque est la principale source d'énergie des populations. A côté du photovoltaïque, les lampes à pile, le bois de feu, le gaz butane sont également utilisés.

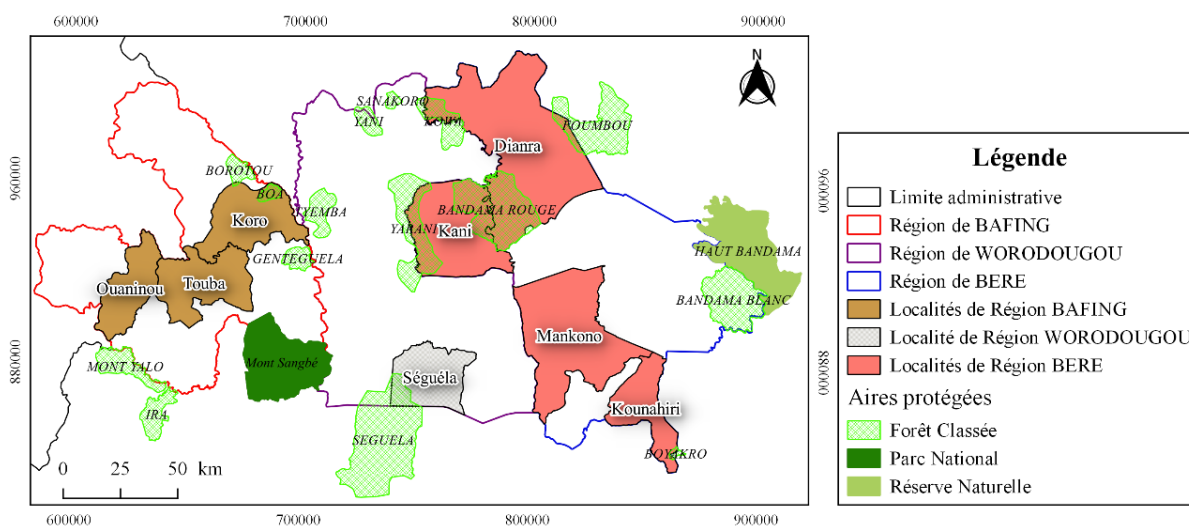
Le secteur économique dans lequel s'investissent prioritairement les populations est l'agriculture de rente (anacarde) et vivrière (riz, igname, manioc, maïs, patate, tomate, gombo et aubergine). Les pratiquent également l'artisanat et le commerce.

3.2.2 DESCRIPTION DU MILIEU BIOLOGIQUE DU DISTRICT DU WOROBA

3.2.2.1 Flore et la végétation

Dans ce district, il existe deux sites de haute valeur de conservation pour la diversité biologique: La Réserve de Faune et de Flore du Haut Bandama (Est du District) et le Parc National du Mont Sangbé (Ouest du District). Entre ces deux principales aires protégées, se rencontrent une dizaine de forêts classées (Figure 16).

Figure 12: Carte de localisation des sites d'intérêt pour la biodiversité dans le District du Woroba



La végétation originelle du District appartient au secteur Sub-Soudanais, dans le Domaine Soudanais et est constituée des forêts (denses sèches et claires) ou savanes (boisées, arborées ou arbustives) (Guillaumet et Adjanouhoun, 1971). Dans la zone, les savanes sont remarquables par l'absence des rôniers *Borassus aethiopum* et dominées par *Daniellia oliveri*. Les sols sont de type ferrallitique remaniés et typiques.

Trois types de forêt, trois de savane, deux types de cultures, deux types de sols nus et trois types de plans d'eau ont été identifiés peuvent être identifiés dans la zone (Tableau ci dessous).

Tableau 10: Récapitulatif des types d'occupation du sol dans le District du Woroba

Types d'occupation du sol	Détails du type d'occupation du sol
Les forêts	Galeries forestières
	Ilots de forêts denses sèches
Les forêts/savanes	Forêts claires - savanes boisées
Les savanes	Savanes arborées
	Savanes arbustives
Les exploitations agricoles	Cultures pérennes
	Cultures vivrières
Les exploitations agricoles/ sols nus	Cultures annuelles_ jachères
Les sols nus et sites habités	Localités - sol nus

Types d'occupation du sol	Détails du type d'occupation du sol
	Sites d'orpaillage - sol nus
Les plans d'eaux	Fleuve Bandama
	Rivières (affluents) à régime permanent
	Rivières à régime non permanent et étangs

Le résumé de la recherche de littérature permet de faire le récapitulatif suivant sur la description des types de forêts et de savanes et de cultures (Tableau18).

Tableau 11: Description des forêts, savanes et culture du District du Woroba

Type de végétation	Description sommaire
Forêts denses sèches	Formations comportant 4 strates Strate émergente (16 à 32 m) avec peu d'espèces (<i>Bombax buonopozense</i> , <i>Ceiba pentandra</i> , <i>Azela africana</i> , ...). Strate arborée supérieure (7 à 16 m) avec des espèces : (<i>Sterculia tragacantha</i> , <i>Anthonotha crassifolia</i> , <i>Cola millenii</i> , ...). Strate arborée moyenne (4 à 7 m), constituée principalement de <i>Pericopsis laxiflora</i> , <i>Olex subscorpioidea</i> , Strate arbustive (0,25 à 2 m) dominée par <i>Olex subscorpioidea</i> , <i>Saba senegalensis</i> , <i>Mallotus oppositifolius</i> .
Forêts claires	Îlots forestiers incluses dans les savanes à 3 strate : supérieure (16-32 m), intermédiaire (7-16 m) et sous-bois ouvert <i>Anogeissus leiocarpus</i> , <i>Ceiba pentandra</i> , <i>Celtis</i> spp., <i>Sterculia tragacantha</i> , <i>Triplochiton scleroxylon</i>
Galer forestières	Cordons forestiers verdoyants toute l'année bordant les cours d'eau de largeur inférieure à 50 m dans la plupart des cas. <i>Parinari congensis</i> , <i>Manikara multinervis</i> , <i>Pterocarpus santalinoides</i> , <i>Carapa procera</i> ,...
Savanes arborées	Formations à 4 strates ligneuses parcourues par les feux de brousses et parfois utilisées pour la mise en place de cultures annuelles. <i>Anogeissus leiocarpus</i> , <i>Khaya senegalensis</i> , <i>Parkia biglobosa</i> , <i>Daniellia oliveri</i> et <i>Pterocarpus erinaceus</i> Strate moyenne très dense est constituée de <i>Margaritaria discoidea</i> , <i>Uapaca togoensis</i> , <i>Piliostigma thonningii</i> , ... Strates arborées inférieure et moyenne sont représentées par <i>Parinari curatellifolia</i> , <i>Pericopsis laxiflora</i> , <i>Hymenocardia acida</i> , ...
Savanes arbustives	Dans ces savanes à trois strates, la plus grande proportion d'espèces ligneuses sont des arbustes. Deux sous-catégories peuvent apparaître. Celle avec une forte densité de ligneux dominées par <i>Lophira lanceolata</i> , <i>Uapaca togoensis</i> , <i>Crossopteryx febrifuga</i> , <i>Piliostigma thonningii</i> . La seconde moins dense avec des espèces telles que <i>Bridelia ferruginea</i> , <i>Parinari curatellifolia</i> , <i>Pseudocedrela kotschy</i> ,... Dans le sous-bois, <i>Chromolaena odorata</i> et de <i>Imperata cylindrica</i> .
Jachères	Milieux abandonnés après culture issus de des champs d'Anacardiens, d'igname, de coton ou abandonnés dans la réserve. Dans leur ensemble, Les ligneux les plus fréquents sont <i>Margaritaria discoidea</i> , <i>Holarrhena floribunda</i> , <i>Alchornea cordifolia</i> , <i>Ficus exasperata</i> , ... Le sol y est couvert <i>Chromolaena odorata</i> , <i>Euphorbia hirta</i> , <i>Andropogon gayanus</i> ,..
Cultures pérennes	Les cultures pérennes sont principalement représentées des plantations d'anacardiens. Très peu d'espèces y sont épargnées. Les paysans ne préservent que celle dont ils connaissent des vertus telles que <i>Ceiba pentandra</i> (Fromager), <i>Parkia biglobosa</i> (néré), <i>Cola cordifolia</i> , <i>Spondias mombin</i> (Mirabelle), <i>Mangifera indica</i> (manguier), ...
Cultures annuelles	Riz, maïs, igname, coton. Riz dans les bas-fonds en monoculture ou en association avec le maïs. Igname dans les fragments de forêts et savanes

Parmi les espèces qui peuplent cette zone, huit (8) ont été signalées par Adou Yao et al. (2017) comme étant endémiques aux blocs forestiers de l'Afrique l'Ouest (GCW). Il s'agit de *Cola caricaefolia*, *Schumannophyton problematicum*, *Tricalysia discolor*, *Milicia regia*, *Dialium aubrevillei*, *Tetracera alnifolia*, *Dioscorea burkilliana* et *Hutchinsonia barbata*. Dix-sept autres espèces appartiennent à la liste

rouge des espèces menacées de l'UICN (*Schumanniohyton problematicum* et *Milicia regia* de la catégorie espèces vulnérables dans la flore de Côte d'Ivoire). Deux autres espèces *Pterocarpus erinaceus* et *Pericopsis elata* sont sur la liste CITES du commerce des espèces de faunes et de flores sauvages menacées d'extinction

Notons que dans le département de Kani, l'on dénombre Six (6) forêts classées dont celles de Gowa, Yarani, Yani, Temba, Kani et Toundia

3.2.2.2 Faune

La faune de la zone d'étude a été principalement évoquée par Lauginie (2007) et Adou Yao et al. (2017) respectivement à travers des travaux réalisés dans les deux principales aires protégées du District : la réserve de Faune et de Flore du Haut Bandama et le Parc National du Mont Sangbé. Un résumé de ces travaux montre que certaines espèces sont caractéristiques des savanes et d'autre, des îlots de forêts ; Parmi les espèces de savane, on peut citer la présence de :

- chez les Primates, un prosimien, le Galago du Sénégal
- chez les Rongeurs le Porc-Epic, l'Aulacode, le Rat géant
- chez les Carnivore, l'Hyène tachetée, le Chat sauvage

Dans la catégorie des espèces forestières :

- chez les Primates : le galago de Demidoff, le Colobe noir et blanc, le hocheur
- chez les Rongeurs, l'Athérure
- chez les Carnivore, le Chat doré, la Mangouste

De nombreuses espèces de faune ubiquiste s'y rencontrent également : Panthère, Mangouste des Marais, Hippopotame, Eléphant, etc.

Les populations semblent connaître nombreuse des espèces animales jusque là signalées dans la zone du District. De plus certaines sont menacées du fait des activités de chasse de ces populations et sont donc devenue rares (Tableau ci dessous).

Tableau 12: Liste de certaines espèces citées dans la littérature comme présente dans le District du Woroba et reconnues comme menacées selon la liste rouge de l'UICN (2016)

Nom commun	Nom Scientifique	Abondance selon les populations	Statut selon (UICN, 2016)
Buffle	<i>Syncerus caffer</i>	Abondant	LC
Céphalophe à bande dorsale noire	<i>Cephalophus dorsalis</i>	Abondant	LC
Céphalophe à flancs roux	<i>Cephalophus rufilatus</i>	Abondant	LC
Céphalophe de Maxwell	<i>Cephalophus maxwelli</i>	Abondant	LC
Cob de Buffon	<i>Kobus kob</i>	Peu abondant	LC
Bubale	<i>Alcelaphus buselaphus major</i>	Peu abondant	NE
Ourebi	<i>Ourebia ourebi</i>	Peu abondant	LC
Mone	<i>Cercopithecus mona</i>	Peu abondant	LC
Colobe blanc et noir	<i>Colobus polykomos</i>	Peu abondant	VU
Chimpanzé	<i>Pan troglodytes</i>	Disparu	EN
Rat de gambie	<i>Cricetomys gambianus</i>	Très abondant	LC
Panthère	<i>Panthera pardus</i>	Disparu	NT
Pangolin géant	<i>Manis gigantea</i>	Peu abondant	NT
Oryctérope	<i>Orycteropus afer</i>	Disparu	LC
Ecureuil à pattes rouges	<i>Funisciurus pyrrhopus</i>	Abondant	LC
Rat palmiste	<i>Xerus erythropus</i>	Très abondant	LC
Hylochère	<i>Hylochoerus meinertzhageni</i>		LC
Phacochère	<i>Phacochoerus aethiopicus</i>	Très abondant	LC
Potamochère	<i>Potamochoerus porcus</i>		LC

Nom commun	Nom Scientifique	Abondance selon les populations	Statut selon (UICN, 2016)
Aulacode	<i>Thryonomys swinderianus</i>	Très abondant	LC
Civette	<i>Civettictis civetta</i>	Abondant	LC
Genette	<i>Genetta tigrina</i>	Abondant	LC
Mangouste brune	<i>Crossarchus obscurus</i>	Abondant	LC
Chacal à flanc rayé	<i>Canis adustus</i>	Peu abondant	LC

LC : Préoccupation mineure ; NT : Quasi menacé ; VU : Vulnérable ; NE : Non évalué

3.2.2.3 Activités humaines et dégradation des écosystèmes dans le District du Woroba

Dans la zone de l'étude, l'élevage, l'agriculture, l'exploitation minière de type artisanal et les feux de brousse constituent les menaces majeures de la réserve et de la biodiversité. En effet, à l'intérieur comme à l'extérieure de la Réserve de Faune et de Flore du Haut Bandama et du Parc National du Mont Sangbé, l'utilisation des feux de brousse pour la mise en place des cultures constituent une des menaces importantes pour la flore. Ces feux sont aussi provoqués par des bouviers dans le but d'assurer la régénération des espèces herbacées appréciées par les Bovins. Chaque année, les savanes sont ainsi parcourues par des feux qui ont un caractère dommageable pour les forêts où les espèces végétales sont généralement sensibles aux feux. Une autre menace importante pour la flore est la culture de l'anacarde qui s'étend chaque année sur les terres fertiles. Sa culture se fait de préférence dans les espaces de savanes boisées ou de forêts claires. Les paysans abattent généralement tous les grands arbres, ne laissant que quelques pieds de Néré et de Karité. La monopolisation de l'espace entraîne une réduction de la couverture forestière et une érosion de la biodiversité. L'orpaillage est pour l'instant circonscrit à la zone Nord-Ouest de la RFFHB. Dans cette zone, l'on assiste à l'ensablement du lit du fleuve Bandama par endroit, ce qui est peut-être dommageable pour la vie aquatique.

L'exploitation forestière pratiquée de façon illégale dans ce site constitue enfin une pression majeure sur les espèces végétales. Elle concerne principalement *Pterocarpus erinaceus* (Bois de vène), et *Antiaris africana* (Ako).

4 CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

4.1 CADRE POLITIQUE

4.1.1 PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT (PND)

Le Plan National de Développement 2016-2020 constitue la principale politique de planification du gouvernement ivoirien. Il s'inscrit dans la continuité du PND 2012-2015 et a pour vision à terme l'atteinte de l'émergence à l'horizon 2020.

Le PND est structuré en cinq (5) Axes stratégiques traitant de questions essentielles pour l'accélération de la transformation de la Côte d'Ivoire. Relativement au projet, le PND adresse deux questions fondamentales que sont la réduction de la pauvreté et la satisfaction des besoins énergétiques des populations.

En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, le PND intègre une série d'action à travers son Axe stratégique II ayant trait à l'« Accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social ». Il est prévu que les actions du gouvernement se concentrent sur la réalisation des résultats d'impact ci-après : (i) les populations disposent de qualifications et de compétences pour le développement économique et social de la Côte d'Ivoire ; (ii) les femmes et les hommes (y compris les jeunes et les personnes handicapées) ont accès à un emploi productif, décent et durable ; (iii) l'état de santé des populations est amélioré et ; (iv) les populations de toutes couches sociales bénéficient de conditions de vie adaptées.

Ces activités contribueront à la croissance inclusive et la répartition des fruits de la croissance. Cela passe également à travers l'accélération de la réalisation des ODD notamment l'objectif 11 qui concerne les villes et les communautés durables.

La satisfaction des besoins énergétiques est intégrée dans son Axe stratégique IV intitulé « Développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et préservation de l'environnement ». Il prévoit que la Côte d'Ivoire entend répondre aux besoins énergétiques en accroissant non seulement les infrastructures de production, mais aussi de distribution. Cela passe par la modernisation et l'accroissement des lignes HTA et BT. Ces investissements s'exécuteront tout en préservant l'environnement.

Ces actions décrites dans le PND ne négligent pas l'aspect environnemental. Elles seront mises en œuvre de manière à préserver l'environnement et à encourager l'assainissement du cadre de vie des populations ivoiriennes.

4.1.2 POLITIQUE DANS LE DOMAINE DE L'ÉLECTRICITÉ

La politique nationale en matière d'accès à l'électricité adoptée en 2006 connaît de nos jours un développement qualitatif et quantitatif. Plusieurs programmes coordonnés par Côte d'Ivoire Energies produisent des résultats significatifs dans les localités du pays. Il s'agit notamment du Programme Electricité Pour Tous (PEPT), du Programme National d'Electrification Rurale (PRONER). Ces différentes initiatives visent à terme à améliorer la qualité de l'électricité distribuée et à faciliter son accès aux populations. L'ambition qui sous-tend ces différents programmes est de parvenir, d'ici à 2020, à électrifier toutes les localités de Côte d'Ivoire qui comptent plus de 500 habitants.

La production nationale actuelle est évaluée à 2200 mégawatt. Cette puissance est fournie grâce à un mix électrique composé de 60% représentant la part de l'énergie thermique et 40% provenant de l'énergie hydroélectrique. Avec la ratification de l'Accord de Paris en 2016, l'État de Côte d'Ivoire s'est également engagé dans le développement des Energies Renouvelables (EnR) avec pour objectif d'accroître à 42% en 2030, la part des EnR dans le mix électrique.

4.1.3 POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

À l'instar de plusieurs États Africains, la Côte d'Ivoire s'est lancée d'abord, après la conférence de Rio de Janeiro de 1992, dans une véritable politique en faveur de la protection de l'environnement. Cela s'est traduit avec l'adoption en 1992 du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE), du Programme Cadre de Gestion des Aires Protégées (PCGAP) de 1995, du Code de l'Environnement en octobre 1996 et par la volonté de se conformer aux initiatives internationales en matière de protection de l'environnement. La Côte d'Ivoire a ainsi ratifié de nombreux Accords, Conventions et Protocoles environnementaux sous régionaux et multilatéraux du domaine de l'environnement.

L'État de Côte d'Ivoire s'est aussi doté d'une réglementation nationale en matière de la protection de l'environnement conforme aux standards internationaux, il s'agit notamment du Décret n°96-894 du 8 Novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développements et du Décret n°2005-03 du 06 Janvier 2005 portant Audit Environnemental.

Ensuite, une attention particulière a été conférée à la question du développement durable, par le Gouvernement ivoirien en 2011, avec la création d'un Ministère en charge de l'Environnement et du développement durable. La Côte d'Ivoire a ainsi adopté dans un premier temps une Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD 2012-2016) et dans un second temps s'est dotée d'une loi d'orientation en la matière en 2014 (Loi n°2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable).

La politique en matière environnementale et du développement durable de la Côte d'Ivoire s'appuie également sur la consécration constitutionnelle de la protection de l'environnement à travers les articles 27 et 40 de la Constitution du 08 novembre 2016.

4.1.4 POLITIQUE EN MATIÈRE DE PROMOTION DU GENRE

La Constitution du 08 novembre 2016 a affirmé l'égalité entre l'homme et la femme. Elle interdit à cet effet toute discrimination basée sur le sexe (Cf. art. 4). Partant, on retrouve ce principe d'égalité dans plusieurs lois particulières comme la loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail (art. 4), la loi n°92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction Publique (art. 14).

Jusqu'en 2013, il subsistait dans le cadre du mariage civil une inégalité entre les conjoints. Dans le passé, l'homme était considéré en Côte d'Ivoire comme le chef de la famille. Aux termes de la loi n°2013-33 du 25 janvier 2013, il n'est plus fait référence à la notion de chef de famille reconnu à l'époux. On parle désormais puissance parentale réparti de manière égalitaire entre les conjoints (art. 58). Cette loi redéfinit les conditions d'exercice de certains droits comme celui : de choisir le lieu de résidence de la famille ; d'administrer et de disposer des propriétés et biens communs dans le cadre du régime de la communauté.

En matière de succession également, grâce à la loi n°2019-573 du 26 juin 2019 qui a remplacé la loi n°64-379 du 7 octobre 1964, la femme a été introduite dans l'ordre légal d'une succession. Ainsi, désormais à la mort de l'époux, elle bénéficie soit : du quart des biens s'il y a des enfants (art. 26), soit de la moitié des biens s'il n'existe pas d'enfants (art. 27), soit de la totalité des biens si l'époux n'a ni père, mère, frères ou sœurs (art. 27).

Dans le domaine rural fortement influencé par des pratiques coutumières, il y a une sorte de répartition des tâches. Ainsi on remarque que les femmes travaillent en priorité dans le domaine des cultures vivrières (manioc, maïs, bananes et autres végétaux), alors que les hommes travaillent dans des plantations de cultures de rente (cacao, café, palmier à huile et hévéas).

Au niveau politique, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un ensemble de politiques relative à la promotion du genre. Il s'agit notamment de : la Déclaration solennelle de la Côte d'Ivoire sur l'égalité des chances, l'équité et le genre de 2007. la politique nationale de l'égalité des chances, l'équité et le genre de 2009 ; la Stratégie Nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (SNLVBG) de 2012.

4.2 CADRE JURIDIQUE

4.2.1 CADRE JURIDIQUE NATIONAL

Le tableau ci-dessous présente les principaux instruments juridiques applicables au projet.

Tableau 13: Cadre juridique national relatif au projet

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
Lois		
Loi n° 2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire.	<p>La loi fondamentale ivoirienne proclame dès son préambule l'engagement de la Côte d'Ivoire à « contribuer à la préservation du climat et d'un environnement sain pour les générations futures ». Ce fort engagement est complété par les articles suivants :</p> <p>Article 11 : « Le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ».</p> <p>Article 27 : « le droit à un environnement sain est reconnu à tous sur l'ensemble de territoire national »</p> <p>Article 40 : « la protection de l'environnement et la protection de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique et morale ».</p>	CI-ENERGIES doit disposer d'une politique environnementale et sociale afin d'adresser dans le cadre de la présente EESS des questions essentielles pour protéger l'environnement et minimiser les impacts sociaux de PROSER.
Loi n°87- 806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel	<p>Article 1^{er} : « Le Patrimoine Culturel National est l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers, des arts et traditions populaires, des styles, des formes, des disciplines et des usages artistiques, sociaux, religieux, technologiques et scientifiques hérités du passé »</p> <p>Article 5 : « La protection du Patrimoine Culturel immobilier est assurée suivant son intérêt historique, artistique, scientifique ou ethnologique ainsi qu'en raison de son état de conservation par trois mesures administratives distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'inscription, - Le classement, -La déclaration de sauvegarde » 	Protéger le patrimoine culturel et culturel des communautés impactées par le programme.
Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement	<p>Article 2 : « il vise notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - protéger les sols, sous-sols, sites, paysages et monuments nationaux, les formations végétales, la faune et la flore et particulièrement les domaines classés, les parcs et réserves existantes ; -établir les principes fondamentaux destinés à gérer, à protéger l'environnement contre toutes les formes de dégradation afin de valoriser les ressources naturelles, de lutter contre toutes sortes de pollutions et nuisances ; - améliorer les conditions de vie des différents types de populations dans le respect de l'équilibre avec le milieu ambiant ; - créer les conditions d'une utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations futures ; - garantir à tous les citoyens un cadre de vie écologiquement sain et équilibré ; - veiller à la restauration des milieux endommagés ». <p>Article 12 : « Tout projet d'aménagement et d'affectation du sol à des fins agricoles, industrielles ou urbaines, tout projet de recherche ou d'exploitation des matières premières du sous-sol sont soumis à autorisation préalable dans les conditions fixées par décret ».</p> <p>Article 21 : « Les plans d'aménagement du territoire, les schémas directeurs, les plans d'urbanisme et autres documents d'urbanisme doivent prendre en compte les impératifs de protection de l'environnement dans le choix, l'emplacement et la réalisation des zones d'activités économique, industrielle, de résidence et de loisirs ».</p> <p>Article 39 : « tout projet important susceptible d'avoir un impact sur l'environnement doit faire l'objet d'une étude d'impact environnemental préalable. Il en est de même des programmes, plans et politiques pouvant affecter l'environnement. Un décret en précisera la liste complète.</p>	Faire une évaluation environnementale de tout programme ou politique susceptible d'avoir des impacts environnementaux et sociaux.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
	<p>Tout projet fait l'objet d'un contrôle et d'un suivi pour vérifier la pertinence des prévisions et adopter les mesures correctives nécessaires »</p> <p>Article 41: « L'examen des Études d'Impact Environnemental par le Bureau d'Étude d'Impact Environnemental, donnera lieu au versement d'une taxe au Fonds National de l'Environnement dont l'assiette sera précisée par décret».</p>	
<p>Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural modifiée par la loi n°2004-412 du 14 août 2004 et par la Loi n° 2013-655 du 13 septembre 2013 relative au délai accordé pour la constatation des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier</p>	<p>Article 1^{er}: « Le Domaine Foncier Rural est constitué par l'ensemble des terres mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de la mise en valeur. Il constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires ».</p> <p>Article 3 : « Le Domaine Foncier Rural coutumier est constitué par l'ensemble des terres sur lesquelles s'exercent : - Des droits coutumiers conformes aux traditions, - Des droits coutumiers cédés à des tiers. »</p> <p>Article 4 : « La propriété d'une terre du Domaine Foncier Rural est établie à partir de l'immatriculation de cette terre au registre foncier ouvert à cet effet par l'Administration et en ce qui concerne les terres du domaine coutumier par le Certificat Foncier. Le détenteur du Certificat Foncier doit requérir l'immatriculation de la terre correspondante dans un délai de trois ans à compter de la date d'acquisition du Certificat Foncier. »</p> <p>Article 6 : « les terres qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat et sont gérées suivant les dispositions de l'article 21 ci-après. Ces terres sont immatriculées, aux frais du locataire ou de l'acheteur. Outre les terres objet d'une succession ouverte depuis plus de trois ans non réclamés, sont considérées comme sans maître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les terres du domaine coutumier sur lesquelles des droits coutumiers exercés de façon paisible et continue n'ont pas été constatés dix ans après la publication de la présente loi, -Les terres concédées sur lesquelles les droits du concessionnaire n'ont pu être consolidés trois ans après le délai imparti pour réaliser la mise en valeur imposée par l'acte de concession. Le défaut de maître est constaté par un acte administratif. » 	<p>Suivre les prescriptions de la loi de 2013 relatives à la rallonge du délai pour obtenir un titre foncier. Il ne faudra pas exiger le titre foncier pour attester la propriété foncière dans le domaine rural.</p>
<p>Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau</p>	<p>Article 8 : « L'utilisation des ressources en eau se fait dans les conditions déterminées par les lois et règlements en vigueur et les dispositions de la présente loi portant Code de l'Eau, sous réserve du respect des droits antérieurement acquis sur le domaine public hydraulique tel que défini à l'article 11 de la présente loi des droits des tiers ».</p> <p>Article 9 : « La gestion et la mise en valeur des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques doivent associer à tous les échelons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les planificateurs, les décideurs et les spécialistes en la matière ; - les exploitants ; - les usagers. » <p>Article 12 : « Les prélèvements dans les eaux du domaine public hydraulique et la réalisation d'aménagement ou d'ouvrage hydrauliques sont soumis, selon les cas, à autorisation ou à déclaration préalable ».</p> <p>Article 14 : « L'autorisation est accordée, sous réserve du droit des tiers, pour une durée déterminée et le cas échéant après enquête publique ».</p> <p>Article 17 : « Le droit d'usage de l'eau et l'utilisation des aménagements et ouvrages hydrauliques sont limités par l'obligation de ne pas porter atteinte aux droits des riverains et de restituer l'eau de façon qu'elle soit réutilisable ».</p> <p>Article 19 : « Les aménagements et ouvrages hydrauliques doivent comporter des dispositifs maintenant une quantité minimale d'eau qui garantisse en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces ».</p> <p>Article 48 : « Les déversements, dépôts de déchets de toute nature ou d'effluents radioactifs, susceptibles de provoquer ou d'accroître la pollution des ressources en eau sont interdits ».</p> <p>Article 49 : « Tout rejet d'eaux usées dans le milieu récepteur doit respecter les normes en vigueur ».</p>	<p>Veiller à ce que les ressources en eau ne soient pas polluées.</p>

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
Loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales modifiée par l'ordonnance n° 2007-586 du 4 Octobre 2007	<p>Article 1^{er} : « Les Collectivités territoriales concourent avec l'Etat au développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et scientifique des populations et, de manière générale, à l'amélioration constante de leur cadre de vie. A cet effet, elles jouissent d'une compétence générale et de compétences spéciales attribuées par les lois et règlements. »</p> <p>Article 10 : « Les attributions dans les matières ci-après sont dévolues aux collectivités territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aménagement du territoire ; - la planification du développement ; - l'urbanisme et l'habitat ; - les voies de communication et les réseaux divers ; - le transport ; - la santé, l'hygiène publique et la qualité ; - la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles ; - la sécurité et la protection civile ; - l'enseignement, la recherche scientifique et la formation professionnelle et technique ; - l'action sociale, culturelle et de promotion humaine ; - le sport et les loisirs ; la promotion du développement économique et de l'emploi ; - la promotion du tourisme ; - la communication ; - l'hydraulique, l'assainissement et l'électrification ; - la promotion de la famille, de la jeunesse, de la femme, de l'enfant, des handicapés et des personnes du 3e âge ». 	Associer les autorités des collectivités territoriales traversées par le programme à toutes ses phases.
Loi n° 2014-132 du 24 mars 2014 portant Code de l'électricité	<p>Article 3 : « La présente loi régit les activités du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire les équipements affectés en Côte d'Ivoire, les équipements affectés à ces activités ainsi que les personnes qui les exercent. Elle fixe les conditions et modalités d'exercice des activités ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La production à partir de toutes sources d'énergies, y compris les énergies nouvelles et renouvelables, le transport, le dispatching, l'importation, l'exportation, la distribution et la commercialisation de l'énergie électrique ; - La maîtrise de l'énergie et la réduction de l'impact du système électrique sur l'environnement. <p>La présente loi s'applique aux ouvrages de production, de transport et de distribution, sauf stipulations contraires d'accords internationaux ».</p> <p>Article 36 : « Sous réserve du respect de la législation en vigueur, des règles de l'art et de bonnes pratiques en la matière et des dispositions spécifiques de sa convention, tout opérateur est autorisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur le domaine public ; - exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement, à l'entretien des ouvrages, en se conformant notamment aux règlements de voirie et d'urbanisme ainsi qu'aux plans directeurs d'urbanisme et aux textes en vigueur concernant la sécurité, la protection de l'environnement, la police et le contrôle des installations électriques. <p>Les valeurs culturelle, esthétique, scientifique, historique, archéologique et écologique de la zone d'implantation doivent être sauvegardées.</p> <p>Dans l'accomplissement de la mission de service public qui lui a été déléguée par l'Etat, tout opérateur a le droit de recourir par l'intermédiaire de l'Etat à la procédure d'expropriation, après déclaration d'utilité publique, des ouvrages et équipements de production, de transport, de dispatching ou de distribution ainsi que de leurs emprises et implantations, conformément à la réglementation en vigueur »</p>	Se conformer aux prescriptions du Code de l'électricité avant et pendant l'exploitation du poste source.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
	<p>Article 37 « Dans l'accomplissement de la mission de service public qui lui a été déléguée par l'Etat, tout opérateur peut être autorisé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir sur les propriétés privées, les ouvrages de production, de transport, de dispatching ou de distribution déclarés d'utilité publique, à les occuper, à les surplomber ou à y réaliser des canalisations souterraines à titre de servitude ; - établir à demeure des supports ou ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder de l'extérieur et sous réserve du respect des règlements de sécurité, de voirie et d'urbanisme ; - faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous réserve du respect des règlements de sécurité, de voirie et d'urbanisme ; - établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ; - élaguer, à ébrancher ou à abattre les arbres ou arbustes sur les propriétés privées en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens ainsi que la continuité du service public ». <p>Article 38 : « L'exercice ou l'établissement d'une servitude d'utilité publique est précédé d'une notification aux propriétaires concernés, sauf cas d'urgence.</p> <p>La pose d'appui sur les murs ou façades ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de les démolir, de les réparer ou de les surélever.</p> <p>La pose de conducteurs ou supports sur un terrain ouvert et non bâti ne fait pas obstacle au droit du propriétaire de clôturer ou de bâtir, lequel doit être exercé légitimement. Toutefois, dans ce cas, subsistent les servitudes nécessaires à l'utilisation et à l'entretien des installations s'y trouvant. Aucune indemnité n'est due aux propriétaires en raison de ces servitudes »</p>	
Loi n°2014-390 du 20 Juin 2014 d'orientation sur le développement durable	<p>Article 2 : « La présente loi définit les objectifs fondamentaux des actions des acteurs du développement durable. Elle vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser les outils de politique en matière de développement durable ; - intégrer les principes du développement durable, dans les activités des acteurs publics et privés ; - élaborer les outils de politique en matière de changements climatiques ; - encadrer les impacts économiques, sociaux et environnementaux liés à la biosécurité ; - définir les engagements en matière de développement durable des acteurs du développement durable ; - concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, du développement économique et du progrès social ; - créer les conditions de l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ; - encadrer l'utilisation des organismes vivants modifiés. <p>Article 3 : « La présente loi s'applique notamment aux domaines ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aménagement durable du territoire ; - la biodiversité ; - la biosécurité ; - les changements climatiques ; - le développement urbain durable ; - les énergies ; - l'environnement côtier et marin ; - la gestion des catastrophes ; 	Se conformer aux objectifs définis la loi.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
	<ul style="list-style-type: none"> - la gestion durable des forêts ; - la gestion durable des mers et du littoral ; - la gestion durable des terres et la désertification ; -le mécanisme pour un développement propre ; - le mécanisme REDD+ ; - les modes de consommation et de production durables ; - les ressources en eau. » <p>Article 6 : « Les outils de mise en œuvre des principes et objectifs du développement durable sont constitués notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'Agenda 21 local ; - des communications nationales ; - de la comptabilité verte ; -des évaluations environnementales et sociales ; - de la fiscalité verte ; - des grilles d'évaluation ; - des guides sectoriels ; - des indicateurs du développement durable ; -des normes relatives au développement durable ; - des inventaires des gaz à effet de serre ; -des plans sectoriels de développement durable ; - du plan national d'adaptation aux changements climatiques ; -de la stratégie nationale de développement durable ; - de la stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques ; - de l'empreinte écologique. » 	
Loi n° 2014-427 du 14 juillet 2014 portant Code forestier	<p>Article 2 : « La présente loi a pour objectif de fixer les règles relatives à la gestion durable des forêts. Elle vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> •Renforcer, au profit des générations présentes et futures, la contribution du secteur forestier au développement durable par la promotion des fonctions environnementales, socio-économiques et culturelles des ressources forestières ; • Préserver et valoriser la diversité biologique et contribuer à l'équilibre des écosystèmes forestiers et autre écosystèmes associés ; • Promouvoir la participation active des populations locales, des Organisations Non Gouvernementales et des associations à la gestion durable des ressources forestières pour l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions de vie, par la prise en compte, en matière forestière de leurs droits individuels et collectifs qui découlent des coutumes, de la loi portant Code Foncier Rural, de la présente loi et par la vulgarisation de la politique forestière ; • Promouvoir la création de forêts par les communautés rurales, les collectivités territoriales, les personnes physiques et les personnes morales de droit privé ; •Valoriser les ressources forestières par une transformation plus poussée du bois et une meilleure rentabilité des produits forestiers ; • Favoriser la constitution d'un taux de couverture forestière représentant au moins 20% de la superficie du territoire national ; •Promouvoir une culture éco-citoyenne. » 	Veiller à préserver les écosystèmes forestiers.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
	<p>Article 6 : « la protection et la reconstitution des ressources forestières incombent à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux communautés rurales, aux personnes physiques et personnes morales de droit privé, notamment les concessionnaires et exploitants des ressources forestières. »</p>	
Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail	<p>Article 1 : « Le présent Code du Travail est applicable sur tout le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats conclus pour être exécutés sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit également l'exécution occasionnelle, sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire, d'un contrat de travail conclu pour être exécuté dans un autre Etat. Toutefois, cette dernière disposition n'est pas applicable aux travailleurs déplacés pour une mission temporaire n'excédant pas trois (3) mois ».</p> <p>Article 21.1 : « La durée et l'horaire de travail sont fixés par l'employeur dans le respect des règles édictées par le présent code et des textes pris pour son application. La durée et l'horaire de travail sont affichés sur les lieux de travail et communiqués à l'Inspecteur du Travail et des Lois sociales.</p> <p>Dans tous les Etablissements soumis au présent Code, à l'exception des Etablissements agricoles, la durée normale du travail des personnels, quel que soient leur sexe et leur mode de rémunération, est fixée à quarante heures par semaine. Cette durée peut être dépassée par application des règles relatives aux équivalences, aux heures supplémentaires et à la récupération des heures de travail perdues et à la modulation. »</p> <p>Article 22.2 : « Le travail de nuit est interdit aux femmes enceintes sauf avis médical contraire et aux jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit (18) ans. Des dérogations peuvent toutefois être accordées, dans des conditions fixées par Décret, en raison de la nature particulière de l'activité professionnelle. »</p> <p>Article 22.4 : « Les conditions dans lesquelles s'effectue le travail de nuit, en particulier les garanties spécifiques exigées par la nature de ce travail, sont fixées, par décret ».</p> <p>Article. 41.2 : « Pour protéger la vie et la santé des salariés, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures utiles qui sont adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise.</p> <p>Il doit notamment aménager les installations et régler la marche du travail de manière à préserver le mieux possible les salariés des accidents et maladies ».</p> <p>Article 41.3. « Tout employeur est tenu d'organiser une formation en matière d'hygiène et de sécurité au bénéfice des salariés nouvellement embauchés, de ceux qui changent de poste de travail ou de technique.</p> <p>Cette formation doit être actualisée au profit du personnel concerné en cas de changement de la législation ou de la réglementation ».</p> <p>Article 41.5 : « Tout danger grave et imminent est mentionné sur un Registre spécifique par le Comité de santé et sécurité au travail prévu à l'article 42.1 ci-dessous et l'employeur est tenu de procéder à une enquête avec ce Comité.</p> <p>En cas de divergence sur la réalité de ce danger la partie la plus diligente saisit l'inspecteur du travail et des lois sociales qui convoque une réunion extraordinaire du Comité qui se tient dans les vingt-quatre heures avec la participation obligatoire du médecin inspecteur du Travail et du contrôleur en prévention de l'Institution de Prévoyance sociale ».</p> <p>Article 43.1 : « Tout employeur doit assurer un service de santé au travail au profit des travailleurs qu'il emploie.</p> <p>4.2.1.1.1.1.1.1 Ce service de santé au travail existe sous deux formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le service médical autonome ; 	Veiller à ce que les exigences environnementales, d'hygiène et de sécurité des travailleurs prescrites par la loi soient appliquées lors de la réalisation des travaux.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
	- le service médical interentreprises ».	
Ordonnances		
Ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public	<p>Article 1^{er} : « La présente ordonnance s'applique aux biens du domaine public appartenant : - à l'Etat ; - aux Collectivités territoriales ; - aux Etablissements publics ; Que ces biens soient gérés par la personne publique propriétaire ou par toute personne morale de droit public ou privé ayant reçu mandat de la personne publique propriétaire à cet effet ».</p> <p>Article 4 : « Les biens du domaine public sont insaisissables, inaliénables et imprescriptibles. L'occupation ou l'utilisation par des personnes privées des dépendances immobilières de ce domaine ne confère pas à ces dernières de droit réel, sous réserve des dispositions des chapitres III et de IV de la présente ordonnance »</p> <p>Article 7 : « L'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire ».</p>	CI-Energies ne procédera pas à l'indemnisation des occupants des terrains appartenant à l'Etat.
Décrets		
<ul style="list-style-type: none"> Décret du 29 septembre 1928, portant réglementation du domaine public 	<p>Article 1^{er} : « font partie du domaine public:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rivages de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées ainsi qu'une zone de 100 m mesurée à partir de cette limite; - les cours d'eaux navigables ou flottables ainsi qu'une zone de passage de 25 m de large sur chaque rive; Les sources et cours d'eau non navigables ni flottables; - les lacs, étangs et lagunes ainsi qu'une zone de 25 m de large sur chaque rive; - les nappes aquifères souterraines quel que soit leur provenance, leur nature et leur profondeur; - les canaux de navigation, les canaux d'irrigation, les canaux de dessèchement exécutés dans l'intérêt du public ainsi que les dépendances de ces ouvrages; - les chemins de fer, les routes, les voies de communication de toute nature et les dispositifs de protection de ces voies; - les conduites d'eau, les conduites d'égouts, les ports, les digues maritimes et fluviales, les ouvrages d'éclairage et de balisage et leurs dépendances ; - les lignes télégraphiques, téléphoniques et leurs dépendances ainsi que les aériens des stations radioélectriques ; - les ouvrages de fortification des places de guerre ou les postes militaires ainsi qu'une zone large de 250 m autour ces ouvrages. » 	CI-Energies n'aura pas à payer des indemnités en cas de déplacement de personnes installées aux abords des routes car ces espaces font partie du domaine public.
<ul style="list-style-type: none"> Décret n°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction des cultures 	<p>Article 2 : « L'indemnité doit être juste, c'est-à-dire permettre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens. Elle ne doit en aucun cas constituer une spéculation pour la victime. »</p> <p>Article 6 : « La fixation du barème des taux d'indemnité et l'organisation de l'évaluation de l'indemnisation sont établies par Arrêté conjoint du Ministère chargé de l'Agriculture et du Ministère chargé de l'Economie et des Finances. »</p>	Indemniser les personnes qui verront leurs cultures détruites.
Décret n°96-206 du 7 mars 1996 relatif au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	Article 1^{er} : « Conformément aux dispositions prévues à l'Article 42.1 du Code du Travail, dans tous les Etablissements ou entreprises occupant habituellement plus de cinquante salariés, l'employeur doit créer un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ».	Veiller à ce que les entreprises chargées des travaux mettent en place un Comité de santé, de sécurité au travail s'ils emploient au moins 50 salariés permanents.
Décret n°96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux Études	<p>Article 3 : « Les termes ci-après sont définis comme suit :</p> <p>1) Etude d'impact Environnemental (EIE) : ensemble des procédés utilisés pour évaluer les effets d'une donnée activité sur l'environnement et proposer toute mesure ou action en vue de faire disparaître, réduire ou atténuer les effets néfastes pour l'environnement susceptibles d'être engendrés par une telle activité.</p>	Faire un screening environnemental et social des composantes du programme afin de déterminer si elles

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
relatives à l'Impact Environnemental des projets de développement	<p>2) Constat d'impact : inventaire des effets du projet ou programme, sans suggérer nécessairement l'étude des variantes et les moyens permettant de corriger les effets négatifs. (...) »</p> <p>Article 5 : « Pour tout projet ayant un lien avec les domaines prévus à l'annexe II du présent décret, l'autorité habilitée à délivrer l'autorisation doit exiger du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire un constat d'impact aux fins d'en évaluer le risque d'impact sérieux sur l'environnement et d'exiger ou non une étude d'impact environnemental ».</p> <p>Article 7 : Dans un délai n'excédant pas les trente jours à compter de la date effective de réception du constat d'impact, le ministre chargé de l'Environnement doit aviser le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire soit de son approbation, soit de l'exigence de la présentation d'une étude d'impact environnemental, soit de la prolongation de l'examen du dossier dans un délai complémentaire de quinze jours. Une copie de la décision sera transmise à l'Administration technique concernée. Le dépôt d'un constat d'impact doit faire l'objet d'un récépissé.</p>	devront faire l'objet d'une EIES ou d'un CIES.
Décret n° 2012-1047 du 24 octobre 2012 fixant les modalités d'application du principe pollueur-payeur	<p>Article 3 : «Le principe Pollueur-payeur a pour effet de mettre à la charge du pollueur, les dépenses relatives à la prévention, à la réduction, à la lutte contre les pollutions, les nuisances et toutes les autres formes de dégradation ainsi que celles relatives à la remise en état de l'environnement. Il permet de fixer les règles d'imputation du coût des mesures en faveur de l'environnement »</p> <p>Article 6 : « la finalité du principe pollueur-payeur est la remise en état de l'environnement et les réparations des dommages causés à celui-ci ».</p> <p>Article 7 : « Le principe pollueur payeur s'applique aux procédures d'élimination de toutes les formes de pollutions, de nuisances ainsi qu'à toutes les activités qui causent ou sont susceptibles de causer des dommages à l'environnement. Le principe pollueur-payeur est applicable aux impacts des projets et programmes de développement dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des Etudes d'Impact Environnemental et Social, des Audits Environnementaux et des inspections des Installations Classées ».</p>	Les entreprises chargées des travaux et l'exploitant des ouvrages à réaliser assumeront tous les frais liés à la réparation des dommages causés à l'environnement.
Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des Politiques, Plans et Programmes	<p>Article 1 : Au sens du présent décret, on entend par : Evaluation Environnementale Stratégique, l'approche analytique et participative qui vise à prendre en compte les considérations environnementales dans l'élaboration des politiques, plans et programmes et à évaluer leurs interactions avec les considérations d'ordre économique et social avant leur mise en œuvre. Notice d'impact, la liste des impacts potentiels majeurs susceptibles d'être générés par le projet de politique, de plan ou de programme. Maître d'ouvrage ou pétitionnaire, une personne physique ou morale chargée d'élaborer, puis de mettre en œuvre les politiques, plans ou programmes.</p> <p>Article 3 : Sont soumis à l'Evaluation Environnementale Stratégique : - les politiques, plans et programmes élaborés dans les domaines ou secteurs tels que les aires protégées, l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, les mines, l'industrie, les transports, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, les infrastructures économiques, le tourisme, l'éducation, la santé, le plan directeur d'urbanisme, le plan d'occupation des sols, les plans de développement ; - les politiques, plans et programmes susceptibles d'avoir des impacts sur les zones à risques ou zones écologiquement sensibles.</p>	PROSER doit être soumis à une évaluation environnementale stratégique et sociale.
Décret n°2016-788 du 12 octobre 2016 relatif aux modalités d'application de l'ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titres d'occupation du domaine public	<p>Article 1 : « L'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public est consentie, à titre précaire et révocable, par la voie d'une décision unilatérale ou d'une convention ».</p> <p>Article 6 : Pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public des collectivités territoriales, l'autorisation est délivrée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le maire au nom de la Commune ; - Le président du Conseil Régional au nom de la Région ; - Le gouverneur du District Autonome au nom du District Autonome. 	Tout titre accordé par des personnes autre que les Présidents des Conseils Régionaux et les Maires ne sont pas valides.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
Arrêtés		
Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique	<p>Article 1^{er} : « Cet arrêté concerne : Les ouvrages faisant partie de la concession du réseau d'alimentation générale, d'une concession de distribution aux services publics, d'une concession de distribution publique ou d'un réseau exploité en régie, ainsi que les lignes de raccordement des centrales de production »</p> <p>L'Article 4 : « Les dispositions techniques adoptées pour les ouvrages, ainsi que les conditions de leur exécution et de leur entretien, doivent être conformes aux règles de l'art ; elles doivent assurer d'une façon générale le maintien de l'écoulement des eaux, de l'accès des maisons et des propriétés, des télécommunications, de la sécurité et de la commodité de la circulation sur les voies publiques empruntées, la sauvegarde de la flore, de la faune et des paysages, la sécurité des services publics, la sécurité, des personnes et la santé publique »</p>	Se conformer aux exigences de l'arrêté.
Arrêté interministériel n°02 MIPSP//MDPC/MEF/MCI du 10 février 2003 portant réglementation de la qualité des produits de protection humaine	<p>Article 1^{er} : « En attendant l'adoption de normes ivoiriennes spécifiques, les normes internationales, européennes ou françaises suivantes s'appliquent en Côte d'Ivoire à compter de la mise en vigueur de cet arrêté.</p> <p>1) Extincteurs et agents extincteurs ISO 7203-3. — Agents extincteurs — Emulseurs — Partie 3 : spécifications pour les émulseurs bas foisonnements destinés à une application par le haut sur les liquides miscibles à l'eau ; EN 3-5/AC. — Extincteurs d'incendie portatifs — Partie 5 : spécifications et essais complémentaires — Amendement AC ; NF EN 615. — Protection contre l'incendie — Agents extincteurs— Prescriptions pour les poudres (autres que les poudres pour classe D).</p> <p>2) Gants de protection industrielle NF EN 388. — Gants de protection contre les risques mécaniques ; NF EN 50237. — Gants et moufles avec protection mécanique pour travaux électriques ; NF EN 60903. — Spécifications pour gants et moufles en matériaux isolants pour travaux électriques ; NF EN CEI 60903/A11. — Spécifications pour gants et moufles en matériaux isolants pour travaux électriques ; amendement A11 - ,</p> <p>3) Casques de protection ISO 3873. — Casques de protection pour l'industrie ; NF EN 1080. — Casques de protection contre les chocs pour jeunes enfants ; NF EN 397. — Casques de protection pour l'industrie ;</p> <p>Article 2 : Les produits ne répondant pas aux spécifications définies dans les normes appropriées citées à l'article premier sont interdits pour la fabrication en vue du marché intérieur, l'importation, la vente, ou la distribution à titre gratuit.</p> <p>Article 3 : Le producteur sur le territoire ivoirien doit mettre en place et documenter un plan qualité afin de démontrer son aptitude à réaliser en permanence des produits conformes aux prescriptions des normes citées à l'article premier.</p> <p>Ce plan qualité doit présenter les dispositions de maîtrise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des équipements de production ; - Des équipements de contrôle de la qualité du produit ; <p>Des matières premières, consommables et emballages</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des méthodes de travail ; - Du personnel technique ; - De l'environnement de travail en conformité avec les règles de bonnes pratiques de fabrication. 	Les entreprises chargées des travaux et l'exploitant devront se conformer aux prescriptions de l'arrêté.

Intitulés des textes	Articles liés au projet	Dispositions à prendre par CI-Energies
<p>Arrêté n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEER/SEP MBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage</p>	<p>Article 1^{er} : « Les taux d'indemnisation pour destruction de cultures, d'engins de pêche, de structures aquacoles et pour l'abattage d'animaux d'élevage, sont déterminés suivant les formules de calcul jointes en annexe 1, 2, 3, 4, 5 et 6 [...] »</p> <p>Article 2 : « Lorsque la destruction ou de dépôt porte notamment sur des installations électriques, des constructions ou autres aménagements de génie civil, génie minier ou génie rural tels que les barrages, les digues, les pistes, les basfonds rizicoles, les étangs piscicoles, les clôtures, les bains détiqueurs, les parcs à bétail, les pâturages, les logements des animaux d'élevage, les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique, les ouvrages d'alimentation en eau potable et les équipements hydrologiques, l'évaluation de ces biens est établie par les Ministères techniques compétents. »</p> <p>Article 4 : « Les calculs d'indemnités sont établis par les services compétents des Ministères concernés sur la base du présent arrêté et après constats effectués par ceux-ci conformément à l'article 4 du présent arrêté. Les modalités de calculs et les résultats obtenus conformément aux formules de calcul jointes en annexe sont transmis à la personne impactée et à la personne civilement responsable de la destruction ».</p> <p>Article 5 : « Les critères à retenir pour le calcul de la valeur de l'indemnisation pour chaque type de culture sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La superficie détruite (ha) ; - Le coût de mise en place de l'hectare en franc CFA (FCFA/ha) ; - La densité scientifique optimale à l'hectare en nombre de plants (nombre de plants/ha) ; - Le coût d'entretien à l'hectare de culture en franc CFA (FCFA/ha) ; - Le rendement à l'hectare en kilogramme (kg/ha) ; - Le prix en vigueur du kilogramme sur le marché en franc CFA au moment de la destruction pour les cultures annuelles ; - Le prix bord champ (FCFA) en vigueur au moment de la destruction pour les cultures pérennes ; - L'âge de la plantation ; - Le nombre d'année d'immaturité nécessaire avant l'entrée en production ; - Le préjudice moral subi par la victime, représentant 10% du montant de l'indemnisation. <p>Article 6 : « Les cultures ne figurant pas sur le tableau joint en annexe feront l'objet d'évaluation sur la base des données obtenues auprès des structures d'encadrement compétentes »</p>	<p>Se conformer aux barèmes indiqués pour indemniser les propriétaires des plantations qui seront impactés lors de l'exécution des projets du PROSER.</p>

4.2.2 CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL

Le tableau 8 indique les principales conventions en relation avec le projet.

4.2.2.1 Conventions ratifiées par la Côte d'Ivoire

Tableau 14: Principales Conventions en relation avec le projet

Intitulé de la convention ou accord	Année de ratification par la Côte d'Ivoire	Objectif visé par la convention ou accord	Aspects liés aux activités du projet
Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 23 novembre 1972	1977	Assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel	Eviter les mesures pouvant endommager le patrimoine culturel et naturel des communautés visitées.
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979	1995	Eliminer toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine.	Pendant tout le processus de l'exécution du projet, une attention particulière devra être accordée aux femmes. Il faudra s'assurer qu'il n'existe aucune forme de restriction à leur pleine participation aux activités de l'EESS.
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone du 16 septembre 1987	1992	Protéger la couche d'ozone en prenant des mesures de précaution pour l'élimination progressive des substances qui l'appauvrissent.	Eliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone: les gaz à effet de serre
La Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontaliers et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique de 1991	1994	Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux radioactifs.	Les entreprises chargées des travaux ne pourront exporter des déchets considérés comme dangereux.
La Convention sur la Diversité Biologique de 1992	1994	Elle vise l'utilisation durable des ressources génétiques ainsi que du partage des avantages découlant de leur utilisation et des connaissances traditionnelles associées.	S'assurer que la mise en œuvre du projet ne porte pas atteinte à la conservation de la diversité biologique.
La Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992	1994	L'objectif de la CCNUCC est de stabiliser les émissions de GES et de fournir un cadre institutionnel de négociation.	Réduire l'utilisation de certains GES comme le SF6 dans les activités du projet. .
La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification de 1994	1997	Son objectif est de mettre en place des stratégies intégrées à long terme, axées simultanément dans les zones touchées, sur l'amélioration de la productivité des terres, sur leur remise en état et sur leur la conservation, ainsi que sur la gestion durable des ressources en eau, indispensables à l'intensification agricole.	Gérer rationnellement les terres ainsi que les ressources en eau des régions touchées par la savane.

Intitulé de la convention ou accord	Année de ratification par la Côte d'Ivoire	Objectif visé par la convention ou accord	Aspects liés aux activités du projet
Le Protocole de Kyoto de 1997	2007	Il trace le cadre normatif dans lequel les Etats indiquent leurs objectifs de réduction d'émission de GES pour l'avenir. Ces GES sont le CO ₂ , CH ₄ , N ₂ O, HFC, PFC et le SF ₆ .	Utilisé comme isolant électrique, le SF ₆ est un gaz de synthèse identifié comme une source du réchauffement climatique. Le recours au SF ₆ devra être minimisé afin de rester conforme au Protocole de Kyoto.
Convention de STOCKHOLM sur les polluants organiques persistants (2001)	2004	Contrôler, réduire ou éliminer les rejets, les émissions ou les fuites de polluants organiques persistants. Trois types de mesures sont obligatoires aux termes du Protocole.	Minimiser l'utilisation des produits chimiques pendant l'exécution des travaux du programme
La Convention Africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles dite Convention de Maputo 2003	2013	La Convention vise la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources en sol, en eau, en flore et en faune.	S'assurer que la mise en œuvre du projet ne constitue pas de menace pour les ressources naturelles protégées par la Convention de Maputo.
L'Accord de Paris de 2015	2016	L'objectif principal est de maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2° C par rapport au niveau préindustriel et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 15° C par rapport au niveau préindustriel.	L'État de Côte d'Ivoire s'est engagé à augmenter la part des EnR dans le mix électrique à 42% en 2030. Les projets visant l'extension du réseau électrique ne doivent pas contrarier cet objectif.

4.2.2.2 Sauvegardes de la Banque Africaine de Développement en matière sociale et environnementale

La Banque a adopté sa Stratégie pour la période 2013-2022 en vue de promouvoir la transformation de l'Afrique par le biais d'une croissance inclusive et d'une transition vers une croissance verte. Le Système de Sauvegardes Intégrées (également appelées Sauvegardes Opérationnelles) est en harmonie avec celle-ci et appuie ses piliers opérationnels.

Une analyse succincte de ces SO sera menée de sorte à mettre en évidence leur déclenchement ou non dans le cadre de PROSER.

Sauvegarde Opérationnelle	Objectifs et champ d'application	Recommandations
SO 1 : Evaluation environnementale et sociale	L'objectif de cette SO primordiale, et de l'ensemble des SO qui la soutiennent, est d'intégrer les considérations environnementales et sociales – y compris celles liées à la vulnérabilité au changement climatique – dans les opérations de la Banque et de contribuer ainsi au développement durable dans la région. Cette SO s'applique à toutes les opérations de prêts publics et privés de la Banque – y compris aux opérations de prêts programmatiques attribués à des sous-projets individuels ainsi qu'aux opérations de prêts aux intermédiaires financiers – aux activités de projets financés par d'autres instruments financiers gérés par la Banque, à l'exception de l'aide d'urgence à court terme qui est expressément exemptée. Elle préconise le classement dans l'une de ces catégories :	Conformément aux exigences de cette SO, CI-ENERGIES devra mener un screening afin de classer les composantes de PROSER dans l'une des catégories présentées. D'abord, pour les projets classés en catégorie 1, il faudra procéder à la réalisation d'une EIES. Ensuite en ce qui concerne les projets de catégorie 2, c'est un CIES qui est exigé. Enfin, pour les projets de catégories 3, ils font l'objet d'une exclusion catégorielle et ne nécessitent pas d'évaluation particulière.

	<p>Catégorie 1 : projets susceptibles de causer des impacts environnementaux et sociaux significatifs ;</p> <p>Catégorie 2 : projets susceptibles de causer moins d'effets environnementaux et sociaux indésirables que la catégorie 1 ;</p> <p>Catégorie 3 : projets présentant des risques environnementaux et sociaux négligeables.</p>	
SO 2 : Réinstallation involontaire	Cette SO vise à faciliter l'opérationnalisation de la Politique de la BAD sur la réinstallation involontaire de 2003, dans le cadre des conditions de mise en œuvre des SO 1 et ce faisant, d'intégrer les facteurs de la réinstallation dans les opérations de la Banque. Cette SO concerne les projets financés par la Banque qui entraînent la réinstallation involontaire de personnes. Elle vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une indemnisation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance ¹ soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.	CI-ENERGIES devra veiller à ce que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable en tenant compte des facteurs culturels et sociaux.
SO 3 : Biodiversité, ressources renouvelables et services écosystémiques	Cette SO définit les conditions requises pour les emprunteurs ou les clients afin (i) d'identifier et appliquer les occasions de préserver, et d'utiliser durablement la biodiversité et les habitats naturels et (ii) d'observer, mettre en œuvre, et respecter les conditions prescrites pour la préservation et la gestion durable des services écosystémiques prioritaires. Elle reflète les objectifs de la Convention sur la diversité biologique visant à conserver la diversité biologique et promouvoir la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles. La SO s'aligne également sur la Convention de Ramsar sur les zones humides, sur la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, sur la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, sur la Convention du patrimoine mondial, sur la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et sur l'évaluation des écosystèmes pour le Millénaire.	Cette SO ne sera pas déclenchée particulièrement au regard de la consistance des travaux que PROSER compte réaliser. Toutefois, CI-ENERGIES devra s'assurer que le processus d'évaluation environnementale et sociale réalisé sous l'égide de la SO1 soit conduit de manière à minimiser les impacts négatifs de PROSER sur la diversité biologique.
SO 4 : Prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources	Cette SO expose les principales conditions de contrôle et de prévention de la pollution pour que les emprunteurs ou les clients puissent réaliser une performance environnementale de grande qualité tout au long du cycle de vie d'un projet.	Cette SO ne sera pas déclenchée au regard de la description du PROSER. Toutefois, CI-ENERGIES devra s'assurer que l'évaluation environnementale et sociale réalisée conformément à la SO1 permette de prévenir les risques de pollution dus à l'exécution de PROSER.
SO 5 : Conditions de travail, santé et sécurité	Cette SO énonce les principales conditions que les emprunteurs ou les clients doivent satisfaire pour protéger les droits des travailleurs et subvenir à leurs besoins essentiels. Elle s'applique aux investissements des secteurs public et privé dans lesquels la Banque est un partenaire direct contractuel. Son applicabilité est établie au cours du processus d'évaluation environnementale et sociale.	CI-ENERGIES veillera à ce que les entreprises chargées de faire les travaux de PROSER respectent scrupuleusement les exigences nationales et celles de la BAD en matière de conditions de travail.

¹ Moyens de subsistance fait référence à la gamme complète des capacités économiques, sociales et culturelles, d'actifs et à d'autres moyens, que les individus, les familles et les collectivités utilisent pour satisfaire leurs besoins.

Sauvegarde opérationnelle 1 : Evaluation environnementale et sociale

Objectif

L'objectif de cette SO primordiale, et de l'ensemble des SO qui la soutiennent, est d'intégrer les considérations environnementales et sociales – y compris celles liées à la vulnérabilité au changement climatique – dans les opérations de la Banque et de contribuer ainsi au développement durable dans la région.

Les objectifs spécifiques visent à :

- Intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et, entre autres, du changement climatique dans les Documents de stratégie pays (DSP) et les Documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR) ;
- Identifier et évaluer les risques et impacts environnementaux et sociaux, – y compris ceux ayant trait au genre, au changement climatique et à la vulnérabilité – des opérations de prêts et de subventions de la Banque dans leur zone d'influence ;
- Eviter sinon – dans le cas où l'évitement n'est pas possible – minimiser, atténuer et compenser les effets néfastes sur l'environnement et sur les collectivités touchées ;
- Assurer la participation des intervenants au cours du processus de consultation afin que les communautés touchées et les parties prenantes aient un accès opportun à l'information concernant les opérations de la Banque, sous des formes appropriées, et qu'elles soient consultées de façon significative sur les questions qui peuvent les toucher ;
- Assurer une gestion efficace des risques environnementaux et sociaux des projets pendant et après leur mise en œuvre, et ;
- Contribuer au renforcement des systèmes des pays membres régionaux (PMR) en ce qui a trait à la gestion des risques environnementaux et sociaux, grâce à l'évaluation et au renforcement de leurs capacités à respecter les conditions de la BAD définies dans le Système de sauvegarde intégré (SSI).

Champ d'application : l'évaluation environnementale et sociale

Cette SO s'applique à toutes les opérations de prêts publics et privés de la Banque – y compris aux opérations de prêts programmatiques attribués à des sous-projets individuels ainsi qu'aux opérations de prêts aux intermédiaires financiers – aux activités de projets financés par d'autres instruments financiers gérés par la Banque, à l'exception de l'aide d'urgence à court terme qui est expressément exemptée.

Les travaux d'évaluation environnementale et sociale effectués sous cette SO déterminent les activités ou les composantes des opérations qui posent des risques spécifiques couverts par les SO 2 à 5, et par conséquent si les conditions applicables doivent être satisfaites. La Banque examine et divulgue toute la documentation relative à l'évaluation d'impact avant de présenter un projet aux Conseils.

Catégorisation

La catégorisation suit le principe de l'utilisation des types et niveaux d'évaluation environnementale et sociale pour le type d'opération. En collaboration avec le personnel des opérations de la Banque, l'emprunteur propose une catégorie, en fournissant une documentation de référence suffisante et des données en appui pour permettre à l'unité en charge de la conformité et des sauvegardes de la Banque d'examiner et de valider la catégorie proposée. La responsabilité de la catégorisation adéquate est donc partagée entre la Banque et CI-Energies et cette catégorisation devrait être fondée sur des documents de diligence raisonnablement précis.

Catégorie 1 : Projets susceptibles de causer des impacts environnementaux et sociaux significatifs – Les projets de catégorie 1 sont susceptibles d'entraîner des impacts significatifs ou irréversibles environnementaux et/ou sociaux, ou d'affecter considérablement des composantes environnementales ou sociales que la Banque ou le pays emprunteur considèrent comme étant sensibles.

Les opérations basées sur des programmes de catégorie 1 requièrent une EESS et d'un PCR, et les projets d'investissement requièrent une EIES et un PAR, les deux cas de figures conduisant à l'élaboration d'un PGES.

Catégorie 2 : Projets susceptibles de causer moins d'effets environnementaux et sociaux indésirables que la catégorie 1 – Les projets de catégorie 2 sont susceptibles d'avoir des impacts environnementaux ou sociaux négatifs spécifiques au site mais ceux-ci sont moins importants que ceux des projets de catégorie 1. Les impacts probables sont peu nombreux, liés au site, largement réversibles et faciles à minimiser par l'application de mesures de gestion et d'atténuation appropriées ou par l'intégration de normes et critères de conception internationalement reconnus. Toute opération peut être classée dans la catégorie 2 si elle implique une activité de réinstallation pour laquelle un PAR de faible envergure est requis en vertu du screening environnemental et social.

Catégorie 3 : Projets présentant des risques environnementaux et sociaux négligeables – Les projets de catégorie 3 n'affectent pas négativement l'environnement, directement ou indirectement, et sont peu susceptibles d'induire des impacts négatifs sociaux. Ils ne nécessitent donc pas une évaluation environnementale et sociale. Au-delà de la catégorisation, aucune action n'est requise. Néanmoins, la conception correcte d'un projet de catégorie 3 pourrait nécessiter la réalisation d'analyses spécifiques sur le genre, sur les considérations institutionnelles, ou d'autres études spécifiques d'aspects sociaux essentiels pour anticiper et gérer les impacts imprévisibles sur les communautés concernées.

4.2.2.3 Screening environnementaux des composantes du PROSER et leurs variantes

L'objectif de la SO1 est de vérifier qu'un projet financé intègre les considérations environnementales et sociales. C'est pourquoi une comparaison préalable entre le cadre juridique national et la Sauvegarde Opérationnelle 1 sera menée de sorte à classer PROSER dans l'une des trois catégories de la SO 1. Cette comparaison est faite sur la base des variantes retenues des composantes du programme. Les variantes retenues se présentent comme suit :

- La construction de 3 407 km de ligne Moyenne Tension aérienne ;
- La construction de 1 047 km de ligne Basse Tension et la pose d'éclairages publics ;
- La construction de 1 112 postes de transformation de type H61 ;

Tableau 15: Screening des composantes du PROSER au regard du cadre juridique national et de la sauvegarde opérationnelle SO 1.

N°	COMPOSANTES DU PROGRAMME	CADRE JURIDIQUE NATIONAL (Loi n°96-766 du 3 octobre portant Code de l'Environnement (art. 39) et Décret n° 96-894 du 8 novembre 1996 (art2).	LIGNES DIRECTRICES DE LA SAUVEGARDE OPERATIONNELLE (SO 1)	OBSERVATIONS
1	Construction de 3 407 km de ligne Moyenne Tension aérienne	Constat d'Impact ou Notice des Incidences sur l'Environnement : Décret n° 96-894 du 8 novembre (article 5, Annexe 2)	Catégorie 2 : impacts négatifs modérés	Existence de concordance entre la législation ivoirienne et la SO1 de la BAD. - CIES à réaliser
2	Construction de 1 047 km de ligne Basse Tension et pose d'éclairages publics	Constat d'exclusion catégorielle : Décret n° 96-894 du 8 novembre (article 3.3)	Catégorie 3 : impacts négatifs négligeables	Existence de concordance la législation ivoirienne et SO1 de la BAD. - PMESSH à réaliser
3	Construction de 1 112 postes de transformation de type H61	Constat d'exclusion catégorielle : Décret n° 96-894 du 8 novembre (article 3.3)	Catégorie 3 : impacts négatifs négligeable	Existence de concordance entre la législation ivoirienne et la SO1 de la BAD. - PMESSH à réaliser

Tableau 16: Analyse comparative entre les Sauvegardes Opérationnelles de la Banque Africaine de Développement et le cadre juridique environnementale nationale

Sauvegarde Opérationnelle de la BAD	Exigences de la Sauvegarde	Dispositions nationales pertinentes	Recommandations
SO 1 : Evaluation environnementale et sociale	<p>Elle préconise une évaluation environnementale et sociale permettant de classer les programmes et les projets financés par la BAD dans l'une de ces catégories :</p> <p>Catégorie 1 : projets susceptibles de causer des impacts environnementaux et sociaux significatifs ;</p> <p>Catégorie 2 : projets susceptibles de causer moins d'effets environnementaux et sociaux indésirables que la catégorie 1 ;</p> <p>Catégorie 3 : projets présentant des risques environnementaux et sociaux négligeables.</p>	<p>- Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement (art. 39).</p> <p>- Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement (art. 2 et 3)</p> <p>- Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des Politiques, Plans et Programmes (art. 3)</p> <p>Les dispositions nationales catégorisent les programmes et les projets de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - projets cités à l'Annexe I et III : EIE - projets cités à l'annexe II : CIES - autres projets : Constat d'exclusion catégorielle 	Existence de conformité. Appliquer les exigences des dispositions nationales.
SO 2 : Réinstallation involontaire	<p>Elle concerne les projets financés par la Banque qui entraînent la réinstallation involontaire de personnes. Elle vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une indemnisation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.</p> <p>Pour ce faire, elle préconise ainsi l'élaboration d'un Plan Cadre de Réinstallation s'il s'agit d'un programme ou d'un Plan d'Action de Réinstallation dans le cadre d'un projet.</p>	<p>- Décret du 25 novembre 1930 portant régime de l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié par les décrets du 24 août 1933 et du 8 février 1949 ;</p> <p>- Décret n° 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • - Décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant • réglementation de la purge des droits • coutumiers sur le sol pour intérêt général • modifié par le Décret n°2014-25 du 22 janvier • 2014 <p>Tous ces textes prévoient le paiement d'une indemnisation pour la perte des biens causée par un projet.</p>	Existence de conformité. Appliquer les exigences des dispositions nationales.

Sauvegarde Opérationnelle de la BAD	Exigences de la Sauvegarde	Dispositions nationales pertinentes	Recommandations
SO 3 : Biodiversité, ressources renouvelables et services éco-systémiques	Cette SO prescrit que des dispositions soient prises pour limiter ou minimiser les impacts d'un programme ou d'un projet sur la biodiversité et les habitats naturels. Elle oblige les promoteurs des projets financés par la BAD à observer, mettre en œuvre, et respecter les conditions prescrites pour la préservation et la gestion durable des services écosystémiques prioritaires conformément aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Ramsar sur les zones humides, la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, sur la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, sur la Convention du patrimoine mondial, sur la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et sur l'évaluation des écosystèmes pour le Millénaire.	<ul style="list-style-type: none"> - Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement (art. 39) ; - Loi n° 2014-427 du 14 juillet 2014 portant Code forestier (art. 6) - Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement (art. 2 et 3) - Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des Politiques, Plans et Programmes (art. 3) <p>Les dispositions nationales font obligation à l'Etat et tout promoteur privé de protéger les ressources naturelles.</p>	Existence de conformité. Appliquer les exigences des dispositions nationales.
SO 4 : Prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficace des ressources	Cette SO expose les principales conditions de contrôle et de prévention de la pollution pour que les emprunteurs ou les clients puissent réaliser une performance environnementale de grande qualité tout au long du cycle de vie d'un projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement (art. 39) ; - Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement (art. 2 et 3) - Décret n°2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des Politiques, Plans et Programmes (art. 3) <p>Ces dispositions nationales permettent d'éviter ou de minimiser les impacts négatifs des programmes et projets sur l'environnement.</p>	Existence de conformité. Appliquer les exigences des dispositions nationales.
SO 5 : Conditions de travail, santé et sécurité	Elle énonce les principales conditions nécessaires pour protéger les droits des travailleurs et subvenir à leurs besoins essentiels. Son applicabilité est établie au cours du processus d'évaluation environnementale et sociale.	<ul style="list-style-type: none"> - Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du travail ; - Décret n°96-206 du 7 mars 1996 relatif au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail 	Existence de conformité. Appliquer les exigences des dispositions nationales.

4.3 LE CADRE INSTITUTIONNEL

Le tableau 10 indique les différentes institutions concernées par le projet

Tableau 17: Institutions concernées par le projet

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	Le Ministère en charge de l'énergie met en œuvre la politique nationale en matière de production de l'électricité. Le Ministère agit activement dans le cadre de ce projet à travers les structures ci-après.	La Direction Générale de l'Énergie assure, pour le compte du ministère, la planification de la politique nationale énergétique.
	Côte d'Ivoire Énergies (Côte d'Ivoire Energies) est une Société d'État créée par le décret n°2011-472 du 21 décembre 2011. Elle est née de la fusion de la Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité (SOGPE) et la Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE). Elle est chargée d'assurer le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'État en tant qu'autorité concédant. Elle planifie l'offre et la demande en énergie électrique en coordination avec d'autres administrations impliquées dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'électricité.	Côte d'Ivoire Energies assure la maîtrise d'ouvrage de PROSER.
	Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire (ANARE-CI) : Créée par le décret n°2016-785 du 12 octobre 2016, l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Electricité de Côte d'Ivoire (ANARE-CI) est un organe indépendant de régulation du secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire. Les missions de l'ANARE-CI sont de: <ul style="list-style-type: none"> - contrôler le respect des lois et règlements ainsi que des obligations résultant des autorisations ou conventions en vigueur dans le secteur de l'électricité; - préserver les intérêts des usagers du service public d'électricité et de protéger leurs droits ; - proposer à l'Etat des tarifs applicables dans le secteur de l'électricité, y compris les tarifs de l'accès aux réseaux - régler les litiges dans le secteur de l'électricité, notamment entre opérateurs et opérateurs et usagers ; - conseiller et d'assister l'Etat en matière de régulation du secteur de l'électricité. 	Elle surveille les activités de l'exploitant et sanctionne les actes non conformes à la législation en vigueur.
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD)	Le MINEDD est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique nationale en matière de protection de l'environnement et de promotion du développement durable.	La Direction Générale de l'Environnement et la Direction Générale du Développement Durable du MINEDD sont impliqués dans la validation de l'étude d'impact environnemental.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	<p>Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) : le décret n°97-393 du 9 juillet 1997 porte création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé Agence Nationale De l'Environnement (ANDE). Ses missions de l'ANDE qui sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental ; - effectuer le suivi et procéder à l'évaluation des projets du plan national d'action environnementale (PNAE) ; - constituer et gérer un portefeuille de projets d'investissements environnementaux ; - participer, au côté du ministère chargé de l'économie et des finances, à la recherche de financements du PNAE ; - garantir la prise en compte des préoccupations environnementales dans les projets et programmes de développement ; - veiller à la mise en place et à la gestion d'un système national d'information environnemental ; - mettre en œuvre, la procédure d'étude d'impact ainsi que l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro économiques ; - mettre en œuvre les conventions internationales dans le domaine de l'environnement ; - établir une relation suivie avec les réseaux d'ONG. 	L'ANDE aura à charge de valider cette évaluation environnemental, stratégique et sociale, le contenu du PCGES ainsi que le suivi des mesures environnementales prescrites.
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	Le Ministère de la défense est chargé de la conduite de la politique nationale en matière de défense et de maintien de la paix sur tout le territoire de la Côte d'Ivoire.	Les Brigades de la Gendarmerie nationale installées dans les départements visés par le projet, placées sous l'autorité du Ministre en charge de la Défense, assureront la sécurité des biens et des personnes.
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	Il est en charge de la mise en œuvre et du suivi de la politique nationale en matière de sécurité et de protection civile.	Il est garant de la sécurité intérieure à travers tout le territoire.
	Créée en 2000, par le décret n°2000-822 du 22 novembre 2000, la Direction de la Protection Civile devient un EPN classé dans la catégorie des EPA et prend la dénomination d' Office National de la Protection Civile (ONPC) , structure sous la tutelle du Ministère de la Défense et de la Protection Civile. En 2008, le décret n° 2008 - 60 du 28 février 2008 transforme l' ONPC en une Direction Générale placée sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur a pour mission, la prévention des risques civils et la mise en œuvre des moyens de secours que requièrent la sauvegarde des personnes et la protection des biens des populations et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes, en collaboration avec les Autorités Administratives locales compétentes.	l'ONPC interviendra pour l'évaluation des Plan d'Opération Interne (POI) des entreprises chargées des travaux et pour la mise en place des Plans Particuliers d'Intervention (PPI)..
	Police nationale : Les services de la police nationale sont représentés dans toutes les communes de Côte d'Ivoire. Elle a en charge la sécurisation des biens et des personnes.	CI-ENERGIES pourra solliciter leur appui pour l'élaboration d'une stratégie sécuritaire de l'ensemble du projet.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation	Le Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation est en charge de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'administration du territoire. Il est représenté dans les localités retenues par les différentes circonscriptions administratives que sont : la Région , le Département , la Sous-Préfecture et le village . Elles veillent toutes à la bonne exécution des actions du gouvernement à travers la coordination des activités des services administratifs et techniques, ainsi que de la supervision des rois et chefs traditionnels.	Il intervient dans l'administration du territoire.
	Les Préfectures : Les Préfectures sont administrés par des Préfets qui représentent l'administration à l'échelon régional ou départemental. Les Préfets sont chargées de l'organisation et de l'administration en Régions et dans les Départements. Les Préfets ont sous leur autorité les différentes sous préfectures qui sont les échelons les plus proches des populations affectées par le projet.	Tous ces démembrements de l'administration au niveau local qui sont des parties prenantes du PROSER doivent être associés à toutes les phases de sa réalisation.
	Les Régions et les Communes. Le rôle de ces acteurs décentralisés tire son fondement de la loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles. Elle dispose d'une Direction Technique chargée entre autres de la promotion des questions environnementales et de la planification de l'aménagement du territoire.	Ces Collectivités territoriales sont des bénéficiaires des retombées des travaux qui seront réalisés. A cet égard elles devront être associées dans la planification des besoins. En tant que parties prenantes, leur implication sera aussi importante pour les actions de sensibilisation auprès des populations sur les avantages attachés à la réalisation de ce projet.
Ministère de l'Economie et des Finances	Il est chargé de la mise en œuvre de politique du gouvernement en matière économique, financière et monétaire.	Il assure la disponibilité des fonds nécessaires à la réalisation du projet et en contrôle son utilisation.
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	Le MINASS met en œuvre et suit la politique du Gouvernement, en matière de protection, d'amélioration et d'assainissement du cadre de vie et de travail.	La délégation régionale de l'ANAGED pourra aider CI-ENERGIES et les entreprises retenues pour effectuer les travaux, à mettre en place un système écologiquement rationnel pour l'élimination des déchets solides ménagers et assimilés.
	Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) : L'ANAGED est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial créée par le décret n° 2017-692 du 25 octobre 2017. L'ANAGED est née de la dissolution-fusion de l'Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (ANASUR) et du Fonds de Financement des Programmes de Salubrité Urbaine (FFPSU). Ses principales missions consistent à : <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de gestion de tous types de déchets solides; - l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de gestion de tous types de déchets solides en mettant l'accent sur la valorisation des déchets en vue de promouvoir une économie circulaire; - l'instauration de mécanismes et d'incitations économiques en vue de faciliter les investissements dans le cadre de la gestion de tous types de déchets solides ; 	

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	<ul style="list-style-type: none"> - la régulation de la gestion de tous types de déchets solides; - la délégation du service public de propreté dans les Régions et Communes de Côte d'Ivoire; - la conduite des opérations de planification et de création des infrastructures de gestion de tous types de déchets solides; - le contrôle du service public de propreté éventuellement délégué aux collectivités territoriales ou personnes morales de droit privé; - l'assistance technique aux collectivités territoriales et au secteur privé; - la maîtrise d'ouvrage délégué de tous travaux de construction, d'entretien et de réhabilitation des infrastructures de gestion de tous types de déchets solides; - la mobilisation des ressources financières nécessaires pour la gestion de tous types de déchets solides. <p>L'ANAGED dispose d'une délégation régionale dans chacune des régions de Côte d'Ivoire.</p>	
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	Il met en œuvre la politique nationale en matière de construction, de logement, d'assainissement et d'urbanisme. Ses services, tel que le Guichet Unique du Permis de Construire, sont chargés de la délivrance des titres de propriétés des terrains situés dans le domaine urbain.	Les services du ministère de la construction accompagneront CI-ENERGIES dans la gestion de toutes questions foncières. Ils veilleront à authentifier les documents présentés par les PAPs et aideront à évaluer les différents bâtis impactés.
Ministère chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	Placé sous l'autorité directe du Premier Ministre, il assure la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière budgétaire, douanière et fiscale. Il assure la tutelle financière des Sociétés d'Etat.	Il veillera à la bonne exécution des fonds dégagés pour la réalisation du PROSER.
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Le MSHP est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Santé et d'Hygiène Publique. La politique de santé et d'hygiène publique en Côte d'Ivoire est fondée sur le Plan National de Développement Sanitaire 2016-2020. Ces structures telles que la Direction de l'Hygiène Publique et de la Santé-Environnement (DHPSE) , les Directions Régionales et Départementales de la Santé (DRDS) et l' Institut National de l'Hygiène Publique (INHP) veillent au respect de la réglementation en matière d'hygiène et de santé des travailleurs et des populations.	Dans le cadre du projet, la DHPSE s'assurera que les mesures environnementales prises garantissent à préserver la santé du personnel et des populations dans la zone du projet. Les DRDS et l'INHP appuieront le projet à la mise en place des mesures de santé et d'hygiène pour la préservation de la santé du personnel et des populations dans la zone d'influence du Projet.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi et de protection sociale. Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi et de protection sociale. Diverses structures placées sous sa tutelle interviennent dans la mise en œuvre du projet. Ce sont notamment la Direction de la Santé et de la Sécurité du Travail , l' Inspection du travail et la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).	À travers ces différentes structures, le Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale s'assurera que le personnel employé pendant les travaux soit traité conformément aux normes en vigueur. Que leurs droits soient protégés et garantis, et que les travailleurs permanents soient déclarés à la CNPS.
Ministère de l'équipement et de l'entretien routier	Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement du pays en infrastructures dans les domaines des Travaux Publics. L'AGEROUTE (Agence de Gestion des Routes) exécute des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Elle se charge également des projets d'aménagement et d'entretien de la voirie.	Dans le cadre du présent Projet, il interviendra à travers l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), pour le développement et l'entretien des voies d'accès des sites du Projet et le développement des localités bénéficiaires du projet.
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Il conduit la politique gouvernementale en matière d'agriculture et de développement rural. À ce titre, il a en charge la gestion du domaine foncier rural qui est une thématique majeure liée à la mise en œuvre du projet. La Direction Générale du Développement Rural et de la Maîtrise de l'Eau dans le Domaine Agricole veillera particulièrement à la question foncière. Au niveau local, le ministère agira à travers ses différentes directions régionales représentées dans les différents départements traversés par le projet. Ces différentes administrations participent à l'évaluation des cultures détruites du fait d'un projet et à l'authentification des titres de propriété foncière détenues par les populations.	L'appui des services du MINADER sera indispensable pour mener à bien tout le processus d'indemnisation des PAPs qui au regard de la localisation du projet seront en majorité des communautés rurales.
Ministère des Ressources animales et Halieutiques	Il est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de préservation et de conservation du stocks de ressources animales et halieutiques.	L'appui de ce Ministère pourrait intervenir au titre de la réinstallation des PAP, notamment par le développement d'activités génératrices de revenus pour l'amélioration de leurs conditions de vie.
Ministère des Eaux et Forêts	Le Ministère des Eaux et Forêts a en charge la gestion durable des forêts, des ressources en eau ainsi que de la faune et de flore. La Direction Générale des Forêts et de la Faune a pour mission de gérer le patrimoine forestier national.	Son implication se situe au niveau de la protection des ressources en eau et des zones forestières localisées à proximité des zones du projet. Elle accomplira ses missions dans les localités grâce à des Directions Régionales, Départementales.

Structures	Attributions	Intérêts et rôles par rapport au projet
	La Direction Générale des Ressources en Eaux (DGRE) a pour mission De gérer les ressources en eau et la mise en œuvre du Code de l'Eau.	La DGRE accomplira ses attributions dans les localités grâce à des Directions Régionales, Départementales.
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	Ce département ministériel a en charge la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de protection et de promotion des droits de la femme. L'implication de sa Direction de la promotion et de l'autonomisation de la femme sur les questions de genre est attendue.	Au regard de la politique de la BAD relative à la promotion du genre, les Directions Régionales de ce ministère seront impliquées dans la réalisation du PROSER.
Secteur privé	Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE) : Liée à l'État de Côte d'Ivoire par une convention de concession depuis 1990, la CIE est chargée d'exploiter et d'entretenir les moyens de transport et de distribution de l'électricité dans l'ensemble du pays.	Elle exploitera les infrastructures après leur construction.
	Entreprises de travaux d'électricité : CI-ENERGIES recrutera des entreprises spécialisées dans l'exécution des travaux d'électrification. L'exécution de leurs différentes tâches devra se conformer à la réglementation en matière de protection de l'environnement et se dérouler dans le cadre tracé par les PGES élaborés pour chaque projet spécifique. Au démarrage des travaux, chaque entreprise sélectionnée devra produire et soumettre à l'approbation du maître d'œuvre les documents environnementaux suivants : - un Plan de Gestion Environnementale et Sociale de son chantier (PGES-C). - un Plan Assurance Environnement (PAE) ; - un Plan Particulier de Gestion des Déchets (PPGED) et - un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.	Effectuer les travaux pour le compte de CI- ENERGIES
Organisations de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs Organisations Non Gouvernementales (ONG) installées en Côte d'Ivoire mènent de remarquables activités en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations. Divers types d'Organisations non gouvernementales et d'associations sont à prendre en compte. Il y a les ONG chargées de la protection de l'environnement, les ONG de défense des droits de l'homme, les groupements socioprofessionnels et les associations culturelles. Ces OSC suivent les actions ayant un impact sur les PAPs de sorte à veiller au respect de leurs droits. 	Elles seront sollicitées pour participer aux consultations publiques, ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre du PROSER.

5 IMPACTS POTENTIELS DU PROJET ET MESURES D'ATTENUATION ET DE RENFORCEMENT/BONIFICATION

Ces impacts sont synthétisés dans le tableau ci-dessous et en fonction des différentes phases du projet. Après avoir déterminé les caractéristiques de la zone d'intervention du projet, ce chapitre va identifier, analyser et évaluer les effets et impacts potentiels des activités du projet sur les milieux (biophysiques et humains), ensuite proposer les mesures requises pour les éviter, les minimiser, les atténuer ou pour les compenser, dans le cas des effets et impacts négatifs, ou de les maximiser, les bonifier dans le cas des effets et impacts positifs.

5.1 Principaux impacts et risques environnementaux et socio-économiques génériques du projet

5.1.1 ANALYSE DES IMPACTS ET EFFETS POSITIFS DU PROJET

Les impacts positifs du projet seront considérables. Les activités prévues par le projet auront globalement des impacts et effets positifs majeurs en termes d'amélioration des conditions de vie des populations et d'augmentation du taux d'accès des populations rurales à l'électricité et des revenus ainsi que de la réduction de la pauvreté rurale.

Le projet d'électrification et d'accès à l'électricité en milieu rural permettra, la création d'emploi en particulier pour les femmes et les jeunes ; la création de valeur ajoutée et l'augmentation des revenus des populations et par conséquent renforcer la cohésion sociale et lutter contre la pauvreté et les disparités régionales.

Globalement les impacts positifs potentiels du projet sont les suivants :

- Lutte contre la pauvreté en milieu rural ;
- Amélioration des conditions de vie des populations ;
- Amélioration du niveau des revenus des ménages et création d'activités génératrices de revenu ;
- Amélioration des conditions de santé et d'hygiène des populations locales ;
- Renforcement des capacités des bénéficiaires ;
- Amélioration du résultat scolaire des localités du projet.

Ces impacts positifs sont repris dans le tableau ci-dessous qui en fait le lien avec les différentes phases du projet.

Tableau 18: Identification des impacts positifs liés aux activités du projet PROSER

Phase	Activités sources d'impact	Impacts négatifs des travaux
Phase préparatoire et de construction	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement et fonctionnement de la base de chantier, - Dégagement des emprises et aménagement des sites, - Travaux d'extension des réseaux moyenne tension, de construction des postes MT/BT haut de poteau, de pose des foyers d'éclairage public 	Milieu biophysique
		Aucun impact significatif n'est à signaler sur le milieu biophysique.
		Milieu humain
		<ul style="list-style-type: none"> - - Création d'opportunités et amélioration des conditions socio-économiques des populations locales, - - Récupération des produits de déboisement à des fins domestiques ou artisanales (bois de chauffe, charbon de bois, matière pour ébénisterie, etc.), - - Création d'emplois directs et indirects temporaires, - - Amélioration de l'esthétique paysagère.

Phase	Activités sources d'impact	Impacts négatifs des travaux
Phase d'exploitation et d'entretien	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux d'entretien périodique des équipements et des postes de transformation, - Activités régulières de débroussaillage et de nettoyage de l'emprise des lignes, - Remplacement des foyers défectueux. 	Milieu biophysique
		Aucun impact significatif n'est à signaler sur le milieu biophysique.
		Milieu humain <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité de vie des habitants des localités bénéficiaires, - Création d'un environnement favorable pour la multiplication de nouvelles activités génératrices de revenus, - Amélioration de la qualité des services publics, dont particulièrement la santé et l'enseignement, - Accès aux technologies de l'information et de divertissement, - Amélioration du taux de réussite scolaire, - Création de centre d'alphabétisation, - Meilleure sécurité des populations et des biens à travers la disponibilité de l'éclairage public, - Opportunités d'emplois jeunes liées aux travaux d'entretien (désherbage du corridor des lignes), - Améliorer la productivité et la compétitivité des femmes dans le secteur des services où elles sont souvent mieux représentées que les hommes, - Réduction de l'exode rural.

5.1.2 ANALYSE DES EFFETS ET IMPACTS NÉGATIFS DES ACTIVITÉS DU PROJET

Les sources d'impacts potentiels concernent aussi bien les phases des travaux de construction, de repli du chantier, d'exploitation et d'entretien des réseaux électriques dans le cadre du PROSER.

En effet, la construction, l'exploitation et l'entretien des lignes électriques ont des effets négatifs sur l'environnement. Le défrichement de la végétation pour le couloir de haute tension, l'installation des poteaux et des postes de transformation, sont les principales sources d'impacts liées à la phase de construction du réseau.

L'exploitation et l'entretien des lignes peuvent aussi générer des impacts sur l'environnement.

Ainsi, en phase de construction, les sources d'impacts potentiels sont :

- les travaux préparatoires notamment les opérations de piquetage, le déboisement et le débroussaillage pour l'ouverture du couloir ;
- l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier ;
- la construction des postes HTA/BT haut de poteau ;
- la pose des foyers d'éclairage public et ;
- la réalisation de branchements au profit des ménages.

En phase d'exploitation, les sources d'impacts potentiels concernent surtout :

- les travaux d'entretien périodique des équipements et des postes de transformation ;
- les activités régulières de débroussaillage et de nettoyage de l'emprise des lignes ;
- le remplacement des foyers défectueux.

Les impacts potentiels des activités du PROSER sont résumés dans les matrices suivantes :

Tableau 19: Description globale des Impacts des activités du PROSER

Phase	Activités sources d'impact	Impacts négatifs des travaux
Phase d'aménagement	- Aménagement et fonctionnement de la base de chantier,	Milieu biophysique
		- Production de déchets solides (déblais, démolition, etc.),
		- Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier,

Phase	Activités sources d'impact	Impacts négatifs des travaux
	- - Dégagement des emprises et aménagement des sites,	- Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses, - Risque d'érosion du sol lié aux travaux de décapage, - Risque de pollution des eaux, - Risque de perte d'habitats naturels.
Phase de construction	- Travaux d'extension des réseaux moyenne tension, de construction des postes MT/BT haut de poteau, de pose des foyers d'éclairage public	Milieu humain
		- Nuisances sonores (bruits et vibrations occasionnés par les engins), - Perturbation de la circulation pendant les travaux et des accès riverains, - Risque de perturbation d'activités économiques le long des emprises, - Risque de destruction de cultures agricoles (anacardières, cultures vivrières, etc.), - Risque de perte de revenu, - Risque de restriction et de speculation foncier, - Perte d'accès aux ressources naturelles, - Risque de violation des us et coutumes, - au trafic routier causé par les activités de préparation et de chantiers, - Risque de chute en hauteur, - Risque d'électrisation et d'électrocution, - Risque de conflit lié à la non utilisation de la main œuvre locale, - Risques d'infection aux IST-VIH/SIDA.
Phase d'exploitation et d'entretien	-Travaux d'entretien périodique des équipements et des postes de transformation, -Activités régulières de débroussaillage et de nettoyage de l'emprise des lignes, -Remplacement des foyers défectueux.	Milieu biophysique
		- Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier, - Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses, - Risque d'érosion du sol lié aux travaux de décapage, - Risque de pollution des eaux.
		Milieu humain
		- Risques d'électrocution et d'électrisation, - Risque de dégradation prématurée lié au manqué d'entretien ou aux actes de vandalisme, - Risque de chute; - Risque de plainte des usagers liés aux coupures et aux baisses de tension

5.2 Mesures de prévention/atténuation et de renforcement/bonification des impacts

Les mesures sont génériques et préventives. Elles ont pour but soit de bonifier les impacts positifs, soit de supprimer, minimiser ou compenser les impacts négatifs du projet. Ces mesures s'organisent autour des recommandations techniques au respect obligatoire des procédures et normes nationales. Elles recommandent :

- l'application des critères de choix de sites pour l'implantation des lignes ;
- l'application de la procédure de gestion environnementale des sous projets dans le respect strict de la procédure nationale d'EIE (obtention du certificat de conformité environnementale avant le démarrage des travaux) ;
- l'intégration de clauses environnementales et sociales précises dans les cahiers de charges des maîtres d'ouvrage délégués et des maîtres d'œuvre ;
- la prise en compte de mesures techniques de gestion permanente de l'environnement ;

- l'application effective du PCR dans le cas de pertes d'actifs et avantages dus au projet et les compensations justes à effectuer avant le démarrage des travaux ;
- le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, du PCGES et des PGES des sous-projets en matière de suivi et de surveillance environnementale et sociale.

Le présent chapitre comprend : (i) de bonification des impacts positifs potentiels lors de la mise en œuvre des sous-projets i (ii) des listes de simples mesures d'atténuation pour éviter ou réduire les impacts négatifs, mais aussi ; (iii) des Clauses environnementales et sociales à intégrer dans les DAO lors des travaux.

Les études environnementales et sociales spécifiques détermineront plus précisément pour chaque sous-projet la nature des mesures à appliquer. En cas de non nécessité d'élaborer de telles études, de simples mesures environnementales et sociales, à réaliser aussi bien lors de la phase de construction qu'en période d'exploitation, pourront être appliquées suivant les listes de mesures proposées ci-dessous.

5.2.1 MESURES DE BONIFICATION DES IMPACTS POSITIFS

Les mesures de bonification suivantes sont proposées pour renforcer l'impact positif des activités qui seront mises en œuvre par le projet.

Tableau 20: Mesures de bonification des impacts positifs

Phase	Impacts positifs potentiels	Mesures de bonification
Construction	Activités génératrices de revenus pour les populations locales au cours des travaux	Favoriser l'installation des femmes.
	Création d'emploi	- Encourager l'établissement des contrats avec les associations de jeunes des localités bénéficiaires, - Encourager l'emploi des ouvriers locaux (clause dans le contrat)
Exploitation	Amélioration des conditions de vie	Assurer l'entretien courant et périodique des infrastructures électriques.
	Dynamisation des activités économiques	Réalisation des branchements au niveau de chaque ménage.

5.2.2 MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS NEGATIFS

Les listes de mesures suivantes sont proposées pour atténuer les impacts négatifs identifiés

Tableau 21: Mesures d'atténuation des impacts négatifs

Impact négatifs potentiels	Mesures d'atténuation proposées
Pollution de l'air	Utiliser des engins en bon état pour éviter la prolifération de gaz d'échappement.
Dégradation des sols	- Limiter strictement le décapage des sols aux zones des travaux, - Réhabiliter les zones dénudées ou dégradées.
Risque de pollution des eaux	Eviter de manipuler les produits pétroliers à proximité des cours d'eau.

Risque de destruction de cultures	Effectuer des modifications de tracé si possible pour éviter les zones de cultures.
Risque de perte de revenu	Réaliser des constats de perte de cultures en vue de l'indemnisation des personnes impactées.
Nuisances dues aux activités et aux déchets de chantiers	- Collecte des déchets et rejets vers les sites autorisés - Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers
Risques d'accidents liés aux activités de chantier	- Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux - Procéder à la signalisation des travaux - Munir les travailleurs d'Equipements de Protection Individuelle (EPI) appropriés.
Risque de conflits sociaux en cas de non-emploi local ou de non-respect des us et coutumes	- Impliquer les autorités administratives et coutumières dans le suivi du recrutement de la main d'œuvre - Employer la main d'œuvre locale en priorité, - Prendre attache avec les autorités coutumières avant le démarrage des travaux

5.2.3 MESURES DE GESTION DES RISQUES

Les actions faces aux risques majeurs proposés sont présentées comme suit :

- ❖ **Actions faces aux risques liés aux opérations de levage et aux chutes d'objets**
 - Appliquer un mode opératoire pour les opérations de levage et/ou de stockage ;
 - Installer et utiliser des protections évitant la chute d'objets pendant les travaux en hauteur,
 - Exiger le port des EPI,
 - Sensibiliser les travailleurs sur les consignes de sécurité à travers les séances de formation interne dites « ¼ d'heures de sécurité et santé »,
 - Eviter de déplacer des charges au-dessus des personnes,
 - Maintenir propres et bien rangées les aires de stockage de matériels et matériaux.
- ❖ **Actions faces aux risques liés aux mouvements des machines et engins de manutention**
 - Rendre inaccessibles les zones en dessous des engins,
 - Exiger le port des EPI et mettre à la disposition du personnel des EPI appropriés,
 - Former le personnel à l'utilisation des machines et engins de manutention,
 - Sécuriser la zone de circulation des engins de chantier par la mise en place de panneaux de signalisation et de barrières de sécurité.
- ❖ **Actions faces aux risques liés aux machines et outillage**
 - Vérifier régulièrement l'état général des machines,
 - Former le personnel à la bonne utilisation de leurs outils de travail,
 - Baliser la zone de travail ou les zones de risque de rejets créés par les machines,
 - Sensibiliser le personnel au respect des consignes de sécurité à travers les séances de formation interne dites « ¼ d'heures de sécurité et santé »,
 - Exiger le port des EPI.
- ❖ **Actions de gestion des risques électriques**
 - Contrôler et assurer la maintenance des installations et matériels,
 - Informer sensibiliser et instruire le personnel,
 - Mettre en place une signalisation adaptée et baliser les zones de travail,
 - Former le personnel à la consignation électrique,
 - Former le personnel à la prévention des risques électriques et à l'habilitation,
 - Mettre en place des consignes de sécurité et les faire respecter par le personnel et le voisinage,
 - Former le personnel à la préparation de chantier,
 - Protéger ou éloigner les pièces nues sous tension,
 - Exiger l'habilitation du personnel d'opérations,

- Arrêter systématiquement les travaux par temps de pluies,
- Exiger le port des EPI adaptés.

5.2.4 MESURES DE GESTION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

Il est nécessaire d'appliquer la démarche de gestion des accidents et incidents par :

- la mise en place d'une démarche HSE sur l'ensemble des sites d'intervention des entreprises en charge de la réalisation du projet ;
- l'analyse des situations à risque en vue de la mise en place d'un plan d'urgence approprié ;
- la réalisation d'inspection post-incident ou accident en vue d'éliminer les situations à risques ;
- la fourniture en équipement de premier secours aux employés des entreprises en charge de la réalisation du projet ;
- la formation et la sensibilisation des employés aux règles de préventions et de gestion des accidents et incidents.

5.3 Mécanisme de gestion des plaintes

5.3.1 OBJECTIFS ET PRÉSENTATION D'ENSEMBLE

Conformément aux standards internationaux, le mécanisme de gestion des plaintes doit être mis en place par le promoteur du Projet pour permettre à toutes les parties prenantes, et en particulier celles qui sont affectées par le Projet, de fournir leur appréciation des propositions du Projet, de canaliser leurs préoccupations, et ainsi d'accéder à des informations ou de rechercher un recours ou une résolution. Ce mécanisme doit être efficace, accessible, prévisible, équitable, transparent, compatibles avec les droits humains, basé sur l'engagement et le dialogue, et permettre à toutes les parties concernées, y compris le promoteur du Projet, de tirer des enseignements. Il couvre l'ensemble de l'opération, de la conception jusqu'au suivi/évaluation.

5.3.2 TYPES DE PLAINTES ET CONFLITS À TRAITER

5.3.2.1 Compensations

Des conflits peuvent survenir au cours de la mise en œuvre du PAR. De nombreuses plaintes pourraient être enregistrées. En effet, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un programme de réinstallation peuvent être les suivants :

- Erreurs dans l'identification et l'évaluation des biens, des zones d'usage etc. ;
- Désaccord sur les limites des parcelles/zones d'usage, soit entre la personne affectée et l'agence d'expropriation, ou soit entre deux voisins ;
- Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes/villages affectées, ou plus, déclarent être le propriétaire d'un certain bien) ;
- Désaccord sur l'évaluation d'une parcelle/zone d'usage ou d'un autre bien ;
- Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, provoquant des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille concernant une propriété ou des parties d'une propriété ou encore d'un autre bien donné ;
- Désaccord sur les mesures de réinstallation, sur l'emplacement d'un site de réinstallation ou le type de compensation ou d'habitat proposé ou encore les caractéristiques de la parcelle ou la qualité des nouvelles zones d'usage.

5.3.2.2 Autres thématiques susceptibles de générer des plaintes

D'autres plaintes peuvent survenir durant les phases de construction et d'exploitation en liaison avec des questions environnementales ou sociales, par exemple les suivantes :

- Environnement biophysique :
 - o Poussière générée par certaines activités de construction, et dommages associés sur des cultures ;
 - o Usage d'engins/équipement source de nuisances (bruit, vibrations, fissuration de bâtiments) ;
- Emploi et social :
 - o Problèmes de recrutement, allégations de pratiques discriminatoires lors des recrutements de main d'œuvre ;
 - o Perception que de nombreux non-locaux sont employés au détriment des locaux ;
 - o Problèmes de relation entre travailleurs et locaux.

5.3.3 MÉCANISME DE RÉOLUTION

5.3.3.1 Mécanisme pour les plaintes et conflits liés aux compensations

Deux types de recours sont possibles :

- D'une part, le mécanisme amiable et extra-judiciaire mis en place spécifiquement par le Projet ;
- D'autre part, le mécanisme judiciaire qui résulte de l'application de la loi.

Règlement des litiges à l'amiable

L'option privilégiée pour le règlement des différents cas de plaintes et de doléances enregistrées et ceux qui peuvent subvenir dans le cadre du présent du projet, est le règlement à l'amiable. A cet effet, le dispositif suivant sera adopté.

Au niveau des localités rurales traversées par les lignes hautes tensions, des comités locaux de gestion de conflits seront mis en place. Composés de quatre (4) membres dont le Chef de village, un notable ou leader communautaire, le point focal du projet dans le village et un(e) impacté(e). Ces comités réceptionnent les plaintes au niveau des villages et les orientent vers le comité préfectoral d'indemnisation des PAPs par le projet.

Ce comité préfectoral de 15 membres, créé sous l'autorité du Préfet est présidé par le Secrétaire Général chargé des collectivités décentralisées. Il comprend en outre un membre de chaque communauté traversée par le projet de construction des lignes hautes tensions et les Directeurs des services techniques déconcentrés tels que l'agriculture, l'habitat et les travaux publics. Ce comité, chargé du suivi des activités liées à la gestion des plaintes et l'indemnisation de toutes les PAPs par le projet, saisit l'UGP à travers son équipe environnementale et développement communautaire.

Les plaintes sont ensuite enregistrées dans la base de données de l'UGP, analysées et traitées au cas par cas, le plus souvent au terme des missions d'investigation sur le chantier avec le(s) plaignant(e)s et le Chef des travaux de l'Entreprise.

Grâce à ce mécanisme, l'inventaire et l'évaluation de l'ensemble des biens impactés sont faits puis adressés à l'Entreprise pour des fins d'indemnisation. Dans cette optique, toutes les parties prenantes sont informées sur la procédure d'indemnisation, ce qui pour le moment a permis d'éviter les litiges et les conflits sur le chantier.

Règlement des litiges par voie judiciaire

Selon les textes réglementaires, le propriétaire en procédure d'expropriation peut en cas de conflit avec l'Administration, former un recours devant la justice d'instance s'il n'est pas satisfait de l'indemnité d'expropriation proposée par la Commission Administrative d'Indemnisation.

La procédure est automatique dès lors que la personne à exproprier ne signe pas le certificat de compensation. L'indemnité est alors consignée au Trésor en attendant la décision du juge, sur la base des expertises éventuelles qu'il sera loisible à l'intéressé ou à l'Administration de faire exécuter par un expert assermenté.

Cette procédure est suspensive de l'expropriation et de l'entrée en jouissance par l'Administration, du bien. Cependant, une fois le jugement d'expropriation prononcé, il est exécutoire même si l'intéressé forme un nouveau recours devant la juridiction compétente en appel. Ce recours relève cette fois d'une démarche délibérée de la part du requérant.

L'expropriation et la démolition du bien peuvent donc dans ce cas être exécutées même si le propriétaire n'a pas perçu son indemnisation. Celle-ci demeure alors consignée au Trésor, jusqu'à ce que, soit l'intéressé abandonne la procédure et la perçoive, soit la juridiction d'appel tranche.

Dans tous les cas, la perception de la redevance par-devant le Trésorier vaut résiliation de toutes réserves sur le bien exproprié de la part des deux parties, le propriétaire et l'Administration.

Cependant, la résolution des plaintes à l'amiable est la meilleure voie de recours. Le système de gestion des plaintes doit privilégier ce recours au détriment de la voie judiciaire.

5.3.3.2 Mécanisme pour les plaintes et conflits liés aux autres thématiques

Les plaintes liées à des thématiques hors compensation seront enregistrées au point focal de Liaison. Un fichier spécifique de gestion des plaintes (Excel ou similaire) sera créé sur la base de la fiche d'enregistrement et de suivi de plainte présentée en Annexe. Ce dernier allouera la plainte au comité de règlement des plaintes ou le cas échéant à l'entreprise générale, selon le thème de la plainte. La procédure de traitement sera ensuite la suivante :

- Examen de la plainte (en interne au sein comité ou au niveau de l'entreprise générale si applicable), et formulation d'une proposition de résolution dans un délai maximal de 30 jours après ouverture du dossier ;
- Dans le cas où la résolution proposée n'est pas acceptée par le plaignant, communication de la plainte à un niveau supérieur pour médiation, avec recherche d'une solution susceptible d'être agréée par les deux parties.

6 PROCEDURES POUR EVALUER ET GERER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS ET LES RISQUES DES SOUS-PROJETS

6.1 Démarche de gestion environnementale et sociale du PROSER

Cette section présente le processus visant à garantir l'effectivité de la considération des exigences environnementales et sociales dans le processus de planification, de préparation, de mise en œuvre et de suivi des sous-projets du projet. Il s'agira de façon spécifique de (i) vérifier comment les préoccupations environnementales et sociales sont intégrées dans le choix des sites spécifiques de réalisation desdits sous-projets, (ii) d'apprécier les impacts potentiels et de (iii) d'établir et respecter des directives et mesures de sauvegardes spécifiques lors de la mise en œuvre de tous les sous-projets du projet. Ainsi, pour être en conformité avec les dispositions de la législation nationale et les exigences environnementales et sociales de la BAD, les sous-projets feront l'objet de screening. La réalisation du « screening » sur les sites des sous-projets à partir du formulaire de « screening » permettra de (i) vérifier l'éligibilité des sous-projets au financement de la BAD, mettre en évidence sommairement les contraintes et impacts potentiels et (iii) d'estimer la nature de l'évaluation environnementale et sociale à réaliser (EIES, CIES, Plan d'Action de Réinstallation, constat d'exclusion catégorielle) ; screening dont les conclusions devront être confirmées et validées par l'ANDE.

Pour rappel, tous les sous-projets classés suite au screening de catégorie 1, donc à EIES, ne peuvent faire l'objet de financement dans le cadre du projet.

La démarche environnementale et sociale du PROSER peut se résumer à travers les 9 étapes décrites ci-dessous..

6.1.1 ÉTAPE 1 : SCREENING ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Le screening environnemental et social est enclenché lors de la définition des options d'intervention envisageables dans le cadre du PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ET D'ACCES A L'ELECTRICITE. Il consiste à déterminer :

- les impacts environnementaux et sociaux potentiels ;
- les besoins en matériaux de construction des lignes ;
- les types de consultations publiques à mener ;
- le type de politique de sauvegarde environnementale et sociale de la BAD applicable.

Une fois complétés, les formulaires seront transmis à l'ANDE pour approbation.

6.1.2 ÉTAPE 2 : APPROBATION DE LA CATÉGORIE ENVIRONNEMENTALE

Cette étape consiste à catégoriser les sous-projets. Ainsi, en fonction des résultats du screening, l'ANDE procède à une revue complète du formulaire et appréciera la catégorisation environnementale. La législation environnementale ivoirienne a établi une classification environnementale des projets et sous-projets en trois (3) catégories (Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES), Constat d'Impact Environnemental et social (CIES) et Constat d'Exclusion Catégorielle).

6.1.3 ÉTAPE 3 : REALISATION DE L'ÉTUDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Sous-projet de catégorie 3, ne nécessite ni EIES, ni CIES : de simples mesures de protection contre les éventuels impacts environnementaux et sociaux de moindre gravité devront être prévus. Les mesures proposées dans le présent PCGES serviront de base pour la sélection de celles appropriées à un sous-projet donné.

Sous-projet de catégorie 2, nécessitant une évaluation environnementale simplifiée ou CIES : cette évaluation recommande :

- une préparation des termes de référence pour le CIES à soumettre à l'ANDE et à la BAD pour revue et approbation
- un recrutement des consultants agréés pour la réalisation du CIES; conduite des consultations publiques conformément aux termes de référence ;
- une revue et approbation du CIES.

Cette étude sera réalisée en vue d'identifier et d'évaluer des impacts environnementaux et sociaux potentiels et des mesures de protection et d'atténuation appropriées.

Sous-projet de catégorie 1, une évaluation environnementale détaillée (EIES) est requise.

6.1.4 ÉTAPE 4 : EXAMEN ET APPROBATION DES RAPPORTS

La législation environnementale ivoirienne a établi une classification environnementale des projets et sous-projets en trois (3) catégories (étude d'impact environnemental et social (eies), constat d'impact environnemental et social (cies) et constat d'exclusion catégorielle).

L'UGP, l'ANDE et la BAD procéderont à l'examen et à la vérification des rapports d'études environnementales afin de s'assurer principalement que :

L'UGP, l'ANDE et la BAD procéderont à l'examen et à la vérification des rapports d'études environnementales afin de s'assurer principalement que :

- Tous les impacts potentiels et risques ont été identifiés, décrits et évalués de manière exhaustive et appropriée tout en tenant compte des contraintes (juridiques nationales et exigences de la BAD) qui leur sont applicables ;
- les recommandations présentées dans les rapports d'évaluation environnementale et sociale sont appropriés (préviennent, suppriment, atténuent à des niveaux acceptables ou compensent les impacts potentiels), réalisables et ont des coûts acceptables ;
- des dispositions organisationnelles, collaboratives, de surveillance et de suivi environnemental et social pertinentes et efficaces sont proposées à des coûts acceptables.

6.1.5 ÉTAPE 5 : CONSULTATIONS PUBLIQUES ET DIFFUSION

L'information et la participation du public doivent être assurées tout au long du processus de l'évaluation environnementale, en collaboration avec les autorités et responsables administratifs compétents des différentes circonscriptions.

6.1.6 ÉTAPE 6 : INTÉGRATION DES DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DANS LES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES, CONTRATS DES SOUS-TRAITANTS ET APPROBATION DES PGES-CHANTIER

Les mesures prévues dans le CIES incluront le cas échéant, un Plan d'Action de Réinstallation. Les mesures et dispositions de sauvegardes environnementale et sociale indiquées dans le présent rapport et relevant de chaque sous-traitant (notamment les entreprises des travaux) seront intégrées dans le Dossiers d'Appel d'Offres (DAO). L'UGP veillera à intégrer les mesures d'ordre environnementale et sociale dans les DAO des entreprises ainsi que des clauses contractuelles de sauvegardes dans leurs contrats. Pour ce faire, elle exigera de chaque entreprise soumissionnaire qu'elle fournisse dans son

offre un Schéma Organisationnel du Plan Assurance Environnement (SOPAE). Ce SOPAE comportera au moins les éléments suivants :

- la démarche environnementale que l'entreprise met généralement œuvre dans le cadre des travaux.
- les éléments d'organisation, les moyens humains, l'organigramme du chantier, le correspondant environnement avec son niveau hiérarchique, son profil, les moyens matériels à sa disposition, la part du temps de travail prévue pour répondre aux exigences et spécifications environnementales contractuelles, etc.
- les dispositions que l'entrepreneur mettra en place pour satisfaire aux exigences et spécifications environnementales contractuelles dans le cadre de l'exécution des travaux concernés.

6.1.7 ÉTAPE 7: SURVEILLANCE ET SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROJETS

Le suivi environnemental permet de vérifier et d'apprécier l'effectivité, de l'efficacité et de l'efficience de la mise en œuvre des mesures environnementales du projet. Elle est essentielle pour s'assurer que :

- les prédictions des impacts sont exactes ;
- les mesures de prévention, d'atténuation et de compensation permettent de réaliser les objectifs voulus ;
- les règles et les normes sont respectées ;
- les critères d'exploitation de l'environnement sont respectés.

Le suivi permanent de la mise en œuvre des mesures environnementales sur le terrain sera fait par le Ministère l'Environnement, à travers l'ANDE mais aussi au représentant du maître d'ouvrage en l'occurrence Côte d'Ivoire Energies.

La Mission de Contrôle consignera par écrit à travers des fiches de conformité les ordres d'exécution des prestations environnementales, leur avancement et leur exécution.

Une mise en demeure sera adressée à l'entreprise des travaux en cas de non-respect des mesures environnementales.

6.1.8 ÉTAPE 8: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS

Les actions de renforcement des capacités visent à faciliter l'exécution de la gestion environnementale et sociale du projet aussi bien en phase construction qu'en phase exploitation. Ces actions sont optimisées et sont en lien direct avec les projets.

6.1.9 ÉTAPE 9 : AUDIT / ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

L'audit/évaluation sera effectué par des Consultants indépendants nationaux à mi par-parcours et à la fin du projet.

6.2 Cadre de surveillance, suivi et évaluation environnementale et social

Ce cadre vise à s'assurer que les mesures pour la réduction des impacts et les mesures de bonification seront mises en œuvre de sorte à ce qu'elles produisent les résultats escomptés.

6.2.1 SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Elle vise à s'assurer que toutes les dispositions, mécanismes, directives et mesures en matière de sauvegardes définis dans le présent rapport sont respectés à tous les niveaux.

Dans le cadre des sous-projets, la surveillance environnementale et sociale devra être effectuée par la Mission de Contrôle (MDC) qui aura comme principale mission de :

- faire respecter toutes les mesures pour la réduction des impacts courantes et particulières du projet;
- rappeler à l'entreprise leurs obligations en matière environnementale et s'assurer que celles-ci sont respectées lors de la période de construction;
- rédiger des rapports de surveillance environnementale tout au long des travaux;
- inspecter les travaux et demander les correctifs appropriés le cas échéant;
- rédiger le rapport final du programme de surveillance environnementale en fin de chantier.

De plus, la MDC pourra jouer le rôle d'interface entre les riverains et l'entreprise en charge d'exécuter les travaux en cas de plaintes.

En phase d'exploitation et d'entretien, la surveillance environnementale et sociale sera assurée par **Côte d'Ivoire Energies** si la quantité des travaux ne demande pas le recrutement d'une mission de contrôle. Le tableau 14 donne le canevas de surveillance environnementale et sociale.

Tableau 22: Canevas de surveillance environnementale et sociale

Élément du milieu	Aspect à contrôler	Objectif	Moyen de contrôle	Périodicité
Biophysique	Existences de zones dénudées, ravinements, etc. induit par le Projet	Éviter de dégrader les sols Éviter les processus érosifs	Observation visuelle	Journalière
	Production de déchets solides de toute nature	Mettre en place un système de gestion efficace des déchets Éviter de déposer ou de déverser tous les types de déchets dans la nature	Observation visuelle Fiche d'évacuation des déchets Registre de déchets renseignés	Journalière
	Mode de gestion des effluents liquides.	Assurer une élimination efficace d'effluents liquides issus du projet	Observation visuelle des dispositifs installés. Registre de déchets renseignés	Journalière
Travailleurs et populations locales	Dispositions sécuritaires et sanitaires	Prévenir les accidents de travail	Observation visuelle	Journalière
	Milieu de travail Santé du personnel et des populations locales	Prévenir les maladies professionnelles et les IST-VIH/SIDA	Diagnostic de la santé	Mensuelle
	Implication de la population locale	Établir et maintenir un canal de communication. Enregistrer et traiter les inquiétudes et plaintes. Favoriser le recrutement de la main-d'œuvre locale	Communication avec les autorités locales et les populations riveraines Listes des embauchés	Bimensuel, et à chaque incident anormal.
	Recrutement de la main-d'œuvre locale	Améliorer les revenus des populations locales	Rapport des recrutements	Mensuelle

Élément du milieu	Aspect à contrôler	Objectif	Moyen de contrôle	Périodicité
	Propreté du site des travaux	Assurer l'hygiène et la salubrité des sites	Observation visuelle	Mensuelle

6.2.2 SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Le suivi environnemental et social permettra de vérifier, sur le terrain, la justesse de l'évaluation de certains impacts et l'efficacité de certaines mesures pour la réduction des impacts ou de compensation prévue dans les rapports de CIES. Les connaissances acquises avec le suivi environnemental et social permettront de traiter les insuffisances, d'entreprendre des mesures d'anticipation et d'améliorer les pratiques et éventuellement de réviser certaines dispositions prévues dans le présent rapport. Il sera assuré par l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) qui dans sa mission contactera d'autres structures.

6.2.3 AUDIT-ÉVALUATION

L'audit-évaluation est réalisée sous la supervision des Experts en environnement et social de **Côte d'Ivoire Energies**, de la CIE et aussi par les Experts de sauvegardes environnementales et sociales de la BAD, dans le cadre de leurs missions de supervision. Cet audit-évaluation sera réalisé par des Consultants indépendants en deux temps :

- à mi-parcours ;
- et à la fin des travaux.

6.2.4 DISPOSITIF DE RAPPORTAGE

Pour un meilleur suivi de la mise en œuvre du PCGES, le dispositif de rapportage suivant est proposé :

- des rapports périodiques mensuels ou circonstanciés de mise en œuvre du PGES produits par les environnementalistes de l'entreprise adjudicataire des travaux ;
- des rapports périodiques (mensuels) de surveillance de la mise en œuvre de l'EIES à être produits par la MDC ;
- des rapports mensuels de suivi de la mise en œuvre à être produits par la **Côte d'Ivoire Energies** ;
- des rapports trimestriels de l'ANDE sur la conformité du projet ;
- des rapports semestriels (ou circonstanciés) de supervision de la mise en œuvre du PGES produit par l'UGP et transmis à la BAD.

6.2.5 INDICATEURS DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Les indicateurs sont des paramètres dont l'utilisation fournit des informations quantitatives ou qualitatives sur les impacts et les bénéfices environnementaux et sociaux des activités du Projet. Le suivi de l'ensemble des paramètres biophysiques et socioéconomiques est essentiel. Toutefois, pour ne pas alourdir le dispositif et éviter que cela ne devienne une contrainte dans le timing du Projet, il est suggéré de suivre les principaux indicateurs de suivi par composantes environnementales et sociales présentés dans le tableau 16.

Tableau 23: Canevas de surveillance et de suivi environnemental et social

Éléments de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables et période	
			Surveillance	Suivi
Air	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'ouvriers portant des EPI Nombre de conducteurs respectant la limitation de vitesse 	Contrôle visuel lors des visites de terrain, enquêtes et rapports de mission	MDC	ANDE
Eaux	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un système de collecte des eaux usées et d'évacuation des déchets Taux de pollution des plans d'eau 		MDC	ANDE
Sols	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de ravinement et points d'érosion des sols Existence d'un système de collecte de déchets 		MDC	ANDE
Végétation/faune	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'arbres plantés 		MDC SODEFOR	ANDE
Environnement humain	<u>Activités socioéconomiques et conflits sociaux:</u> <ul style="list-style-type: none"> Nombre de séances d'IEC menées Nombre de personnes affectées et compensées Nombre d'employés locaux recrutés Nombre de conflits sociaux liés au projet Existence d'un mécanisme de gestion de plainte Nombre de plaintes enregistrées et traitées 	Enquêtes auprès du personnel et des communautés et rapports de mission	MDC	ANDE
Mesures sanitaires, d'hygiène et de sécurité	<u>Hygiène et santé/Pollution et nuisances :</u> <ul style="list-style-type: none"> Présence de déchets sur le chantier Nombre de séance d'information et de sensibilisation sur le VIH/SIDA Nombre d'employés vaccinés Nombre d'ouvriers équipés d'EPI 	Contrôle visuel lors des visites de terrain, enquêtes et rapports de mission	MDC	ANDE
	<u>Sécurité dans les chantiers :</u> <ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de consignes de sécurité en cas d'accident Nombre d'ouvriers respectant le port d'EPI Existence d'une signalisation appropriée Niveau de respect des horaires de travail Nombre de programme de sensibilisation du personnel et des populations riveraines Nombre d'accidents enregistrés 		MDC	ANDE
Mesures environnementales et sociales	Mise en œuvre des mesures E & S	Audit-Évaluation	Consultants indépendants nationaux	Côte d'Ivoire Energies, BAD, ANDE

6.2.6 COÛT DU SUIVI/SURVEILLANCE ET ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Ce coût estimatif est synthétisé dans le tableau suivant.

Tableau 24: Coût du suivi/surveillance et Audit-Évaluation

Acteurs concernés	Activité de suivi et évaluation	Élément de coût	Coût estimatif
ANDE (et autres institutions impliquées dans le suivi externe)	Suivi environnemental et social	Forfait de 4 000 000/ an sur les 5 ans (pourrait être objet d'un accord de partenariat)	20 000 000
UGP	Audit évaluation général du projet	8 000 000/ an	40 000 000
Spécialiste en environnement et parties prenantes locales (ONG, communautés, etc.)	Suivi et surveillance environnementale et sociale des travaux	12 000 000/an	60 000 000
Total			120 000 000

6.3 Calendrier et budget de mise en œuvre du PGES

6.3.1 CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

En considérant que les différentes activités du projet s'étalent sur une période de 5 ans, le calendrier de mise en œuvre du projet peut se résumer dans le tableau suivant.

Tableau 25: Calendrier de mise en œuvre des mesures du projet (à réévaluer par la plénière à CSI)

Mesures envisagées	Actions préconisées	Période de réalisation				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Mesures de compensation ou d'indemnisation	Indemnisation des personnes affectées par le projet avant le démarrage des travaux					
Mesures d'atténuation	Mise en œuvre effectivement des mesures					
Mesures institutionnelles	Désignation des experts Environnements et Sociaux					
Mesures techniques	Réalisation du CIES/EIES pour certains sous-projets					
	Élaboration de manuel de bonnes pratiques environnementales et de normes de sécurité					
	Élaboration de clauses environnementales et sociales à insérer dans les DAO					
	Mise en place d'une base des données environnementales et sociales					
Formations	Formation des experts Environnement et Social en évaluation environnementale et en évaluation sociale					
Sensibilisation	Sensibilisation et mobilisation des populations					
Mesures de suivi	Suivi et surveillance environnemental et social du projet					
	Audit-Évaluation CGES à mi-parcours					
	Audit-Évaluation CGES finale					

6.3.2 BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PCGES

Le budget de la mise en œuvre du PCGES comprend les postes suivants :

- poste 1 : réalisation des études spécifiques ;
- poste 2 : mesures de protection de l'environnement ;
- poste 3 : actions de suivi, de surveillance et d'audit-évaluation environnementale ;
- poste 4 : renforcement des capacités des acteurs.

Le coût estimatif à allouer aux activités environnementales et sociales doit être intégré au coût total des sous-projets. Ce coût estimé de **332 062 500** de Francs CFA est ventilé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 26: Budget de mise en œuvre du PCGES

Actions environnementales et sociales	Période	Unité	lot	Quantité	Coût Unitaire (F CFA)	Montant par lot (F CFA)	Total pour l'ensemble des 5 lots (F CFA)
1.Provision pour la réalisation des études spécifiques							
1.1 Réalisation des CIES	Avant les travaux	Lot	5	5	35 000 000	35 000 000	175 000 000
Sous total 1						35 000 000	175 000 000
2.Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales							
2.1 Recrutement d'un Spécialiste en HSE au sein de chaque entreprise des travaux	Démarrage des travaux	Mois	1	15	1 000 000	15 000 000	70 000 000
			2	15	1 000 000	15 000 000	
			3	15	1 000 000	15 000 000	
			4	13	1 000 000	13 000 000	
			5	12	1 000 000	12 000 000	
2.2 Acquisition des EPI et EPC	Démarrage des travaux Phase travaux	Forfait	Sans objet	1	2 000 000	2 000 000	10 000 000
2.3 Gestion des déchets liquides et solides	Démarrage des travaux Phase travaux	Forfait	Sans objet	1	1 500 000	1 500 000	7 500 000
2.4 Reboisement de la forêt classée du DE	Phase travaux	Lot	1	1	5 370 000	0	5 370 000
2.5 Sensibilisation sur les IST /VIH/SIDA et la sécurité	Démarrage des travaux Phase travaux	Campagne	Sans objet	2	1 500 000	3 000 000	15 000 000
2.6. Acquisition de boîtes à pharmacie et contrat avec un centre de santé dans chaque département)	Durant tout le chantier	Ensemble	Sans objet	1	1 000 000	1 000 000	5 000 000
Sous total 2						60 000 000	107 500 000
3.Surveillance environnementale et sociale des travaux par CI ENERGIE et Suivi des performances environnementales et sociales par l'ANDE							
3.1 Surveillance par CI-ENERGIES	Phase travaux	mission	Sans objet	15	200 000	3 000 000	15 000 000
3.2 Suivi par l'ANDE	Phase travaux	mission	Sans objet	Périodique	Convention CI-Énergies /ANDE	0	0
Sous total 3						3 000 000	15 000 000
4. Plan de renforcement des capacités sur les outils de gestion environnementale de chantier							
4.1 Elaboration des modules et organisation des séances de formation	Démarrage des travaux	Atelier	Sans objet	5	750 000	3 750 000	18 750 000
Sous total 4						750 000	3 750 000
Coût total par lot						Lot 1	64 250 000
						Lot 2	64 250 000
						Lot 3	64 250 000
						Lot 4	62 250 000
						Lot 5	61 250 000
Total 1							316 250 000
Cout indirect (5%)							15 812 500
Total provisoire PCGES							332 062 500

7 ARRANGEMENTS POUR LE SUIVI ET LA SUPERVISION DU PROGRAMME

Au regard de l'envergure du PROSER, des arrangements institutionnels s'avèrent nécessaires afin d'atteindre les objectifs affectés audit programme. Ces arrangements tiennent compte des attributions et des capacités techniques des structures nationales identifiées.

7.1 Comité National de Pilotage du Projet

Le Comité de Pilotage aura pour mission d'assurer la supervision globale de l'exécution du PROSER. Il orientera également les différents acteurs, dont CI-ENERGIES, dans l'exécution dudit programme. Présidé par le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables, il sera un Comité interministérielle c'est-à-dire qu'il devra être animé par plusieurs ministères identifiés comme des parties prenantes dans l'exécution du PROSER.

7.1.1 UNITÉ DE GESTION DU PROJET

En tant que promoteur du PROSER, une Unité de Gestion du Projet sera mise en place au niveau de CI-ENERGIES afin de coordonner au mieux les différentes étapes du programme. L'UGP s'assurera que toutes les parties prenantes jouent efficacement leur rôle. Dans la préparation du PGES, son rôle est d'informer les parties prenantes et de s'assurer de la parfaite coordination et mise en œuvre du PGES. L'UGP assurera la supervision, en rapport avec les missions de supervision de la BAD, pour veiller à la prise en compte de toutes les exigences environnementales et sociales dans la mise en œuvre et le suivi du projet. Un audit de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales sera effectué par le spécialiste en environnement de l'UGP.

7.1.2 AGENCE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT (ANDE)

Autorité nationale en matière d'évaluation environnementale et sociale, l'ANDE interviendra à plusieurs moments de l'exécution des mesures prescrites dans le présent PCGES. Ainsi, le rôle de l'ANDE sera de :

- valider le screening environnemental des projets spécifiques qui seront lancés ;
- valider les TDR des CIES des différents lots de PROSER ;
- Valider les CIES qui seront élaborés par les bureaux d'études ;
- Procéder au suivi externe du PCGES.

7.2 Cadre de surveillance et suivi environnemental et social

7.2.1 Ministères impliqués dans la mise en œuvre du pcges

7.2.1.1 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent projet, il intervient à travers les Directions Régionales et Départementales de l'Agriculture des localités couvertes par le projet dont le rôle portera essentiellement sur l'évaluation des pertes de cultures pérennes dues à la destruction de plantations et autres lors des travaux.

7.2.1.2 Ministère des Eaux et Forêts (MINEF)

Ce ministère interviendra à travers la Direction Générale des Eaux et Forêts et la Direction Générale de la SODEFOR. Dans le cadre de ce projet, ces représentations territoriales que sont les directions régionales apporter leur expertise en cas reboisement compensatoire.

7.2.1.3 Ministère de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme (MCLU)

Ce ministère à travers ses Directions régionales et départementales apportera son expertise dans le cadre de l'évaluation des biens immobiliers qui pourraient être affectés par le projet PROSER et participer au processus de négociation pour les indemnisations.

7.2.1.4 Ministère de la sante et de l'hygiène publique

Ce ministère à travers ses structures de santé dans les Directions régionales et Départementales, sera chargé d'assurer les interventions sanitaires en cas de maladies et d'accidents. Aussi apportera-t-il un appui technique à la sensibilisation des travailleurs et populations sur les IST-VIH/SIDA et sur les questions d'hygiène.

7.3 Mission de contrôle

En plus du contrôle traditionnel des travaux, la Mission de Contrôle (MDC) sera chargée de veiller à la mise en œuvre de toutes les mesures environnementales et sociales. Elle est responsable au même titre que l'entreprise des travaux, de la qualité de l'environnement dans les zones d'influence du projet. Ainsi, la MDC mettra à disposition à plein temps un Expert en Environnement qui devra s'assurer de la mise en application du PGES sur le chantier.

Avant la réalisation des travaux, la MDC devra procéder à l'approbation du Plan de Gestion Environnementale et Sociale des travaux élaborés par l'entreprise en charge des travaux.

7.3.1 Entreprises en charge des travaux

Les Entreprises en charge des travaux devront appliquer de manière rigoureuse les mesures et recommandations environnementales prescrites dans le présent PCGES. Pour se faire elles devront élaborer un PGES et recruter, un environnementaliste, pendant toute la phase de réalisation des travaux. Ce dernier se chargera de suivre et veiller au respect des prescriptions environnementales et sociales recommandées.

7.3.2 Collectivités territoriales

Parties prenantes et bénéficiaires des retombés du PROSER, les collectivités territoriales participeront à divers niveaux dans l'exécution du PCGES. Elles devront :

- Participer au remplissage des formulaires de screening des projets spécifiques ;
- accompagner l'UGP dans la surveillance environnementale ;
- participer aux séances de renforcement des capacités ;
- effectuer la médiation entre le Projet et les populations locales en cas de conflits;
- informer, éduquer et sensibiliser les populations locales

7.3.3 Organisations de la société civile (osc) et associations locales

Les différentes OSC exerçant dans les localités traversées par PROSER participeront activement à toutes les phases du PROSER. Un accent particulier devra cependant être accordé aux associations et organisations de femmes qui militent pour l'amélioration des conditions des femmes dans leur localité.

Les OSC identifiés donc dans les localités du PROSER devront :

- Participer au remplissage du screening des formulaires des projets spécifiques ;
- Accompagner les PAPs durant le processus de consultation et de négociation pour l'élaboration des PAR ;
- Sensibiliser les populations sur les aspects bénéfiques du PROSER.

8 DISPOSITIONS POUR LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les dispositions pour la communication de l'information visent à fournir aux parties prenantes un accès aux informations en fonction d'un calendrier préétabli qui permet de mener des consultations significatives avec les parties prenantes sur la conception du projet. Ces informations peuvent porter sur :

- l'objectif, la nature et la taille du projet ;
- la durée des activités du projet ;
- les risques et les impacts potentiels du projet sur les communautés locales, et les propositions pour les atténuer ou les compenser et en décrivant les mesures différenciées prises pour les éviter et les minimiser ;
- le processus de participation des parties prenantes envisagé intégrant la date et le lieu de toutes les réunions de consultation publiques ;
- le canal d'annonce des réunions et de diffusion des résumés et des rapports publiés ;
- le mécanisme de gestion et de traitement des plaintes, ainsi que de règlement de conflit.

Afin de communiquer efficacement les informations sur le projet, les parties prenantes doivent être associées dès le début du processus de planification. Ainsi, la mise en place de la stratégie de communication pourra se baser sur les axes suivants :

- Organisation des moyens de communication
- Diffusion de l'information

8.1 Organisation des moyens de communication

8.1.1 Réunions d'informations et de consultations publiques avec les parties prenantes

Les dispositions et modalités de consultation des parties prenantes tout au long du cycle de vie du projet seront initiées, de sorte à permettre aux populations d'être informées sur le projet mais aussi et surtout de donner leur avis et préoccupation. Ces réunions feront une distinction entre les parties affectées par le projet et les autres parties intéressées. Ainsi, elles seront réalisées et adaptées pour tenir compte des principales caractéristiques et des intérêts des parties prenantes.

8.1.2 Réunions de chantier

Des réunions périodiques permettront d'évaluer la politique d'hygiène, de sécurité et d'environnement du projet et d'adopter les nouvelles stratégies concourant à son amélioration.

La réunion du comité de supervision pourra également se tenir sur convocation du directeur des travaux, suite à un événement exceptionnel heureux ou malheureux en matière de sécurité au travail et d'environnement.

Un compte rendu sera rédigé par le relais hse et diffusé à tous l'encadrement.

8.1.3 Sensibilisation

Des campagnes de sensibilisation sont à prévoir dans le cadre de ce projet, tant pour les employés, les sous-traitants mais également les populations locales, notamment sur la sécurité électrique et sur les IST, VIH/sida.

Ces sensibilisations visent à contribuer à la réduction de l'incidence des cas de VIH/sida, de promouvoir le respect du code de bonne conduite en matière d'électricité afin de réduire les nombreux cas de dommages liés à l'implantation et l'exploitation d'équipement électrique.

8.1.4 Réunions périodiques de sécurité (1/4 d'heure hse)

Tous les employés y compris ceux des Prestataires de services qui travaillent sur les différentes installations respectives, seront appelés à assister chaque semaine aux ¼ d'heure HSE.

Celui-ci se fera par équipe ou par section sous la conduite des différents responsables de ces unités, avant prise de service au poste de travail.

La durée maximale de ces réunions sera de 15 minutes et leur objectif sera de communiquer de manière progressive et répétitive, les différents risques liés aux travaux à effectuer.

Il ne sera débattu qu'un sujet par séance et celui-ci sera, soit en phase avec les travaux à effectuer dans la journée, soit axé sur l'actualité du chantier en matière de sécurité. Chaque participant écrira son nom sur la fiche de présence qu'il émargera. Cette fiche sera préparée par le pointeur et archivée chez le relais Sécurité.

8.2 Diffusion de l'information

L'information sera diffusion en langue locale et d'une manière qui soit accessible, en l'occurrence la langue française. Les rencontres ou réunions avec des parties prenantes n'ayant pas bénéficié de l'apprentissage de la langue français, impliqueront l'usage d'interprètes.

8.2.1 Affichages

L'affichage est un moyen de communication visuel qui permet de s'informer sur une activité donnée. Ainsi, des panneaux d'affichage seront installés dans les districts et localités concernées, ainsi que sur le chantier lors de l'exécution des activités du projet. Sur ces panneaux seront diffusées les informations sur le projet. Les panneaux disposés sur la base de chantier et aux endroits spécifiques porteront par exemple sur les dispositions hse (notes de services, flash info suite à un accident, nouvelles procédures ou consignes de sécurité, photos.).

Ainsi, sur les chantiers et dans les zones de travaux seront installés :

- Des panneaux de signalisation routière temporaires,
- Des panneaux de consignes de sécurité spécifiques,
- Des d'indication de pictogrammes,
- Si nécessaire des panneaux affichant les fiches produits (fds).

8.2.2 Communiqués audio-visuels et presses

Les communiqués pourront également être utilisés pour la diffusion de l'information sur le projet, cela à travers la presse écrite et les moyens de communication audiovisuel. Dans le cadre de la diffusion de l'information par presse écrite, le Journal officiel du Gouvernement ivoirien Fraternité Matin pourra constituer le canal privilégié.

Le site internet de la BAD pourra être également utilisé pour la publication et la diffusion des différents documents produits dans le cadre des activités du PROSER.

9 EXIGENCES RELATIVES À LA FORMATION ET AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR PERMETTRE LA MISE EN ŒUVRE DU CGES

Les exigences relatives à la formation et au renforcement des capacités pour permettre la mise en œuvre du CGES peuvent relever de l'établissement préalable d'un :

- cadre général d'évaluation des capacités intentionnelles ;
- cadre général de formation des acteurs ;
- cadre d'assistance technique.

9.1 Cadre général d'évaluation des capacités institutionnelles

Dans le cadre de ce projet, l'évaluation des capacités institutionnelles se focalisera sur le niveau d'aptitude des institutions nationales, régionales et locales à assumer leurs responsabilités dans le cadre du pcges. Cette évaluation pourrait se résumer à l'adéquation :

- De la structure institutionnelle nationale et de son administration à tous les niveaux concernés, en vue du traitement des problèmes de gestion environnementale et sociale ;
- Du cadre juridique, politique et réglementaire en vigueur en matière de gestion environnementale et sociale ;
- De l'effectif du personnel (fonctionnaires, organisations communautaires, consultants) et de ses compétences pour assumer une responsabilité dans le cadre du présent pcges ;
- Des ressources budgétaires allouées à la mobilisation de ce personnel ;
- Des connaissances et de retours d'expérience pour réaliser des analyses environnementales et définir des mesures adéquates (éviter, atténuer ou compenser).

9.1.1 Côte d'Ivoire Energies

L'évaluation des compétences de **Côte d'Ivoire Energies** pour déterminer ses compétences actuelles nécessaires au suivi environnemental et social efficient des travaux a permis de se rendre compte qu'elle dispose en son sein du service études environnementales et sociales (SEES) qui a en charge la coordination des activités de sauvegarde environnementale et sociale. Ce service est logé à la Direction Centrale de la Planification et de l'Ingénierie (DCPI).

La présence d'une fonction environnementale au sein de ce service répond au souci de doter **Côte d'Ivoire Energies** de mécanismes de coordination plus efficace des activités, en vue (i) de veiller à garantir la prise en compte effective des aspects environnementaux et sociaux dans les projets qu'elle entreprend ; et (ii) d'assurer la coordination du suivi des indicateurs de performance environnementaux et sociaux. La mission de ce service s'articule, entre autres, autour des axes suivants :

- Veiller à l'application de la procédure environnementale et sociale dans les projets ;
- Sensibiliser les décideurs et les responsables de programmes sur la nécessité de la prise en compte des questions environnementales et sociales dans les projets ;
- Assurer le suivi des activités à travers les indicateurs et les modalités figurant dans le présent document ;
- Assurer la supervision des activités environnementales et sociales ;
- Effectuer le suivi périodique de la mise en œuvre du pcges du proser ;
- Coordonner et superviser le renforcement des capacités des structures opérationnelles impliquées dans la mise en œuvre du proser (services techniques de l'état et du secteur privé,

communautés urbaines et rurales, organisations paysannes, ong environnementales, etc., sur les questions environnementales et sociales des projets et sous-projets ;

- Développer un système de coordination et d'échanges avec d'autres institutions à l'échelle nationale, pour mieux prendre en compte les préoccupations environnementales.
- Toutefois, les capacités de service doivent être renforcées dans le domaine du suivi environnemental et social des investissements à réaliser pour lui permettre de jouer pleinement son rôle.

9.1.2 Agence nationale de l'environnement (ANDE)

L'ande, au niveau du ministère de l'environnement et du développement durable, est chargée de tout ce qui est « évaluation environnementale ». Elle a les capacités intellectuelles, techniques mais elle est limitée dans ses capacités opérationnelles du fait du nombre limité des cadres et en moyens matériels nécessaires pour lui permettre d'assurer correctement le suivi de la mise en œuvre des cles/eies des projets.

9.2 Cadre de formation des acteurs

Une évaluation des besoins en formation sera effectuée. Cette évaluation prendra en compte l'ensemble du personnel appelé à remplir des responsabilités dans la mise en œuvre du pcges. Une distinction entre les différents types de besoin en formation permettra :

- Une meilleure prise de conscience ciblant des participants ayant qui auront pour tâche de juger de l'importance ou de la pertinence des problèmes environnementaux et sociaux ;
- Une sensibilisation aux problèmes se focalisant sur des participants encore peu familiariser avec les problèmes de façon afin que ceux-ci soit à mesure de formuler, en des demandes spécifiques d'assistance technique ;
- Une formation technique s'adressant aux participants qui auront à analyser les impacts environnementaux et sociaux négatifs, à prescrire des approches et des mesures d'atténuation, et à préparer et superviser l'exécution des plans de gestion.

L'objectif de la formation dans le contexte du pcges est :

- D'appuyer les représentants et les responsables des groupes communautaires et des associations dans leur capacité à hiérarchiser leurs besoins et à identifier, préparer, mettre en œuvre et gérer les aspects environnementaux et sociaux de leurs sous-projets ;
- De faire en sorte que les fonctionnaires locaux aient les capacités d'aider les communautés à préparer leurs propositions de sous-projet, de les évaluer et de superviser l'exécution des sous-projets ; et
- De renforcer les osc locales et autres prestataires de services de manière à ce qu'ils jouent le rôle d'équipes de soutien afin de fournir un soutien technique aux communautés lors de la préparation de leurs sous-projets.

Il est également à prévoir une composante « formation de formateurs » (fdf) dans le plan de formation.

Tableau 27: Action de renforcement des capacités, d'information et de sensibilisation

Acteurs ciblés	Actions	Responsable	Coût
Collectivités locales	Information /sensibilisation sur le Projet	UGP/ Côte d'Ivoire Energies	Inclus dans le PGES
	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le tracé et l'emprise des travaux, la durée des travaux ; - Sensibilisation sur les sauvegardes environnementales et sociales, la surveillance des travaux, la communication et la sensibilisation ; - normes d'hygiène et de sécurité sur le chantier ; 		

Acteurs ciblés	Actions	Responsable	Coût
	<ul style="list-style-type: none"> - questions foncières - IEC et sensibilisation sur les enjeux des activités du projet ; - IST/VIH/SIDA et maladies respiratoires - Surveillance et entretien des ouvrages électriques ; - Prévention et gestion des conflits. 		
Populations riveraines des zones de travaux	Information/sensibilisation sur le Projet <ul style="list-style-type: none"> - Information sur le tracé et l'emprise des travaux, la durée des travaux ; - Information sur la santé et sécurité lors des travaux ; - sensibilisation sur les comportements à éviter (vols et vandalisme, indiscipline). 	UGP/ Côte d'Ivoire Energies/ Entreprise	PM (inclus dans le contrat de l'entreprise)
Personnel de l'Entreprise	Formation et la sensibilisation sur la Santé et la sécurité au travail sur : <ul style="list-style-type: none"> - les risques en matière de sécurité liés aux tâches et aux soins ; - les équipements de protection individuelle et la conduite des engins ; - l'application des mesures de bonnes pratiques pendant les travaux ; - le respect des us et coutumes lors des travaux. 	Entreprise (Environnementaliste de l'entreprise)	Inclus dans le coût de la prestation
Ensemble des acteurs du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique 	Formateurs divers	Inclus dans le PGES
ANDE	<ul style="list-style-type: none"> - Appui dans le cadre du suivi environnemental et social « externe » 	UGP	Inclus dans le PGES
Expert Environnement de l'UGP	<ul style="list-style-type: none"> - Formation sur les questions de l'engagement citoyen 	BAD/UGP	Inclus dans le PGES
Collectivités locales ; Bureaux d'études recrutés	Formation sur : <ul style="list-style-type: none"> - les enjeux environnementaux et sociaux du PROSER ; - le cadre institutionnel et juridique relatif à la gestion environnementale et sociale du PROSER ; - le screening et la sélection environnementale des sous-projets ; - suivi environnemental et social des sous-projets. 	BAD/UGP	Inclus dans le PGES

9.3 Cadre d'assistance technique

En plus de la formation, il est pressenti que, dans la plupart des cas, les fonctionnaires gouvernementaux, les communautés et les équipes de soutien auront besoin d'assistance technique. Les objectifs, les tâches et le budget assignés à cette assistance se scindent en deux composantes :

- assistance technique générale vise à faire en sorte que les autorités administratives locales et les équipes de soutien reçoivent, des avis d'experts, un tutorat ou un appui pour les aider à assumer leurs responsabilités. Cette composante d'assistance technique procédera également à une évaluation de l'efficacité de la formation et fera des recommandations sur des besoins supplémentaires de formation ;
- assistance technique spécifique recommande d'appuyer les autorités locales, les équipes de soutien et les communautés, d'une part, dans la préparation et le processus d'approbation de sous-projets plus complexes faisant appel à des connaissances techniques particulières ou, d'autre part, lorsque un Plan de Gestion Environnementale (PGES) ou un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) éventuel approfondi risque d'être exigé.

En plus des différentes activités de formation sensibilisation qui seront initiées, il conviendrait de :

- renforcer l'Unité Environnementale et sociale de l'UGP par le recrutement au compte du projet de deux (2) spécialistes en sauvegarde environnementales et sociales ;

- établir un protocole formel avec l'ANDE assorti d'un budget ;
- impliquer fortement les sous-préfectures dans la mise en œuvre du projet et les informer sur le dispositif de gestion des plaintes.

10 CONSULTATIONS PUBLIQUES

10.1 Objectif de la consultation publique

L'objectif global des consultations publiques dans le cadre des études d'évaluations environnementales, est d'associer les populations à la prise de décision finale concernant un projet. Les objectifs spécifiques poursuivis par une telle démarche sont :

- Fournir aux acteurs concernés, une information juste et pertinente sur la consistance du projet, notamment, sa description assortie des impacts positifs, négatifs et des opportunités offertes ;
- Inviter les acteurs à donner leurs avis sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue ;
- Asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le projet.

10.2 Etendue des consultations du public et acteurs

Dans la conduite de la mission, les consultations ont été tenues dans les chefs-lieux de région, dans les départements et quelques sous-préfectures des districts du woroba et des montagnes.

Des séances d'information et de consultation des populations ont été organisées dans les localités concernées par le projet d'électrification rurale et l'accès à l'électricité en côte d'ivoire. Ces rencontres ont été présidées par soit par des préfets de région, des préfets de département, soit par des secrétaires généraux de préfecture ou des sous-préfets. Ont assisté à ces séances, les autorités administratives et coutumières, les leaders communautaires et les populations des localités concernées par le projet d'amélioration de l'accès à l'électricité en milieu rural (programme de renforcement des ouvrages du système et d'accès à l'électricité) dans lesdits districts.

10.3 Méthodologie adoptée

La consultation du public a consisté en des entretiens qui ont réuni les autorités administratives et coutumières, les élus locaux, etc.

En fonction des catégories d'acteurs et de leur domaine d'intervention spécifique, les thèmes majeurs suivants ont été soulevés et discutés : la présentation du projet ; la présentation des impacts, les capacités environnementales dans la gestion du projet (existence de service en environnement, suivi permanent des chantiers, etc.) ; l'implication dans le suivi de la mise en œuvre du projet ; les mécanismes locaux de participation du public ; les mécanismes locaux de résolution des conflits ; la situation foncière globale des sites de réalisation des projets dans les localités; les préoccupations, besoins, attentes et craintes vis-à-vis du projet; les recommandations et suggestions.

Le programme des différentes réunions publiques est indiqué dans le tableau ci-dessous :

10.4 Synthèses des interventions du PROSER

10.4.1 DISTRICT DES MONTAGNES

TOULEUPLEU

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Sécrétaire Général de Mairie de Toulépleu, Tai René, 07474538,	<ul style="list-style-type: none"> -Six(06) villages de la commune ne sont pas encore électrifiés. Cinq ont reçu des poteaux depuis quelques années, mais un village n'est pas pris en compte jusqu'à ce jour bien qu'ayant plus de cinq cents habitants. Parmi les villages électrifiés il y a ceux dont les lampes méritent d'être modernisées. Nombres de quartiers de la ville ne sont pas encore électrifiés. L'éclairage public en ville et dans les villages est à revoir 	<ul style="list-style-type: none"> Vivement que les poteaux depuis quelques années soient levés et connectés pour le bonheur de la population. La mairie devrait recevoir de l'aide dans l'opération de réhabilitation de l'éclairage public dans les villages de la commune. Les lampes des poteaux dans les villages devraient être remplacées par des lampes modernes. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sous préfet Péhé, Barro Arouna, 08975258, barro9898@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Les écoles des neufs (09) villages de la sous-préfecture ne sont pas connectées au réseau électrique, de même que les maternités de Péhé et Diaibli, ainsi que les dispensaires de Denan. L'électrification des villages de Glakon-Bloc n'est pas encore achevée. Péhé et Denan sont alimentés par des transformateurs monophasés, donc de faible capacité aujourd'hui. L'éclairage public des localités est défectueux et insuffisant. Les conditions d'abonnement à l'électricité sont très difficiles. 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement du réseau électrique des villages. Extension, remplacement des lampadaires Connecter toutes les écoles de la sous préfecture au réseau électrique. Faciliter les conditions d'abonnement au réseau électrique. Passage du monophasé au triphasé à Péhé et à Denan. Achèvement de l'électrification de Glakon-Bloc. Indemnisation des impacts de travaux à haute tension. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Il a aussi ajouter que s'agissant des conditions d'abonnement, ce projet vient pour faciliter l'accès à l'énergie aux populations.
Sous Préfet Bakoubly, Kouamé Ourega Abraham, 07247042	<ul style="list-style-type: none"> Le village de Pantroya reste le seul village non électrifié dans la sous-préfecture de Bakouon La résidence du sous préfet n'est pas éclairée 	<ul style="list-style-type: none"> Il serait indiqué que le village de Pantroya ait électrifié le plus tôt possible Il serait souhaitable que la résidence du sous préfet soit électrifiée Il serait souhaitable que les établissements scolaires soient éclairés 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sous préfet de Tiobly, Kouassi Koffi, 07221683	<ul style="list-style-type: none"> Au niveau de l'électrification villageoise deux (2) localités n'ont pas été prise en compte, notamment Gueyede et Douoguibli. Par ailleurs, le centre de santé urbain (CUS) de Tiobli n'est pas connecté électriquement malgré les différents rapports. 	<ul style="list-style-type: none"> Prises en compte des deux villages restants. Electrification du centre de santé de Tiobli. Extension et renforcement de l'électricité de la ville de Tiobli. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sécrétaire général préfecture Toulépleu, Yao Dje, 07103650	<ul style="list-style-type: none"> De nombreux villages de plus de cinq cents (500) habitants ne sont pas encore connectés au réseau électrique national. 	<ul style="list-style-type: none"> La prise en compte de l'amélioration de la qualité de l'électricité fournie aux chefs lieux de sous- 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
		<p>préfet et de certains villages qui ne disposent pas de l'électricité Monophasée.</p> <ul style="list-style-type: none"> Faire l'extension du réseau de distribution avec des transformations triphasées 	en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Mani Yahiri Théodore commissaire enquêteur Agriculture, 09380712	<ul style="list-style-type: none"> Moyens de déplacements (motos) Matériels de travail 	<ul style="list-style-type: none"> Faire une évaluation préalable avant les opérations de destruction Etendre le projet dans tous les villages du département. 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser. Il a continué pour dire que des projets de renforcement du réseau électrique sont prévus.
Sous préfet Méo, Gballou Gballou Aymar, 07625637, gballouaymar@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Meo chef lieu : Existence d'électricité rurale mais monophasée. Cette énergie ne répond pas aux besoins énergétiques de la population sans cesse croissante. Les villages de Diai, Panhoul, Douozon, Grié2, Bohobli, Grié 1, Sahoubli, Pahoubli ne disposent pas d'électricité Toutes les écoles de la localité ne sont pas électrifiées. La résidence du sous préfet et son bureau sont alimentés par une niche placée à presque 800mètres de la résidence. 	<ul style="list-style-type: none"> Au chef lieu il est important d'établir le triphasé pour répondre à la demande croissante. Raccordement des villages au réseau électrique Installation de l'électricité dans toutes les écoles de la localité. Installer l'électricité à l'hôpital de Pouabli. Installer un poteau d'alimentation auprès de la résidence du sous préfet. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.

Photo 11: Rencontre avec les autorités préfectorales de Toulepleu le matin du 13 août 2019 projet d'électrification rurale la phase de conception.



SOURCE : PCGES DU PROSER, CSI AOUT 2019

BANGOLO

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Eaux et forêt Bangolo, L.T Koudougnon Armand, 08347505,03858428	<ul style="list-style-type: none"> Le taux de couverture en électricité de la ville de Bangolo est très faible On constate des baisses de tension récurrentes Absence d'électricité dans certains quartiers. Les coupures de courants sont récurrentes et endommagent less appareils électriques. 	<ul style="list-style-type: none"> Branchements électriques triphasés dans les villages. Changement régulier des ampoules défaillantes des lampadaires. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Technicien CIE Bangolo, Kissi Bernard, 41518485, 57696813	<ul style="list-style-type: none"> Abandon des travaux d'extension du réseau HTAIBT dans les nouveaux quartiers et extensions de Bangolo effectuée par la Côte d'Ivoire Energie Eclairage public défaillant dans certains quartiers 	<ul style="list-style-type: none"> Achever les travaux d'électrification Faire une étude des lieux 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Par ailleurs, il a expliqué des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
Sous préfet Bangolo, Koné Soumahila, 07348473	<ul style="list-style-type: none"> Baisses régulières de la tension électrique. Cette situation est problématique. Les villages deTaoublygrae, Bobabo, Yeblo, Petit Pin et Penai ne sont pas électrifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.

Photo 12: Rencontre avec les autorités de Bangolo



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

Photo 13: Entretien avec la présidente des femmes et le chef de village de Tie-Ne Zagna sous préfecture de Bangolo



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

BIANKOUMA

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Biotechnologue à l'hôpital général de biankouma, Kouamé Konan Achille, 07048750	<ul style="list-style-type: none"> La plupart des appareils électriques sont en monophasé. En cas de coupure de courant les activités sont arrêtées au niveau de l'hôpital et particulièrement au laboratoire par faute de groupe électrogène Les coupures intempestives ont endommagé plusieurs appareils électriques. La tension électrique est trop basse pour faire fonctionner correctement certains appareils électriques. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter la tension électrique afin que les appareils électriques puissent fonctionner correctement. Réduire les coupures de courant. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Représentant du DD agriculture Biankouma Taki Jean Paul, 58412822	<ul style="list-style-type: none"> Opérations de layonnage assez lentes. Indemniser les propriétaires des champs et des sites d'habitations impactées par le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Etendre le projet d'électrification dans le village de Bounta (Santa) où vivent plus de 9000 personnes. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Il a signifié également que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités.
Eaux et foret Biankouma, Koffi Yao Sabin, 47701800	<ul style="list-style-type: none"> Destruction partielle des forêts. Destruction probable des forêts classés. Destruction probable du parc national du Mont Sangbé. Mobiliser des agents techniques des eaux et foret pour la suivie effective des travaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Associer la Sodefor et l'OIPR au projet. 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
Sous Préfet Biankouma, Ouattara Ninthia Gervais, 30638914, 47938239	<ul style="list-style-type: none"> Etat de la situation en matière d'électrification Deux (02) villages, pour lesquelles les travaux sont en cours (Gouiné-Douolé). Deux(02) villages éligibles au titre du projet energos(sossokro, gbouatongui-Kengouèle) . Pour 17autres villages, il n'ya pas de projet en cours Le village de Mamizo objet de la mission est déjà pris en compte par le projet Energos piloté par la société Expertise France (société d'énergie solaire) 	<ul style="list-style-type: none"> Définir clairement les projets devant être dans la Sous -préfecture en prenant en compte tous les villages, surtout les plus gros. 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet.
Chef de secteur OIPR Biankouma, Kolihon Serge pacome, 07042750	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte l'existence du parc national du mont Sangbé dans le cadre du projet d'électrification en milieu rural 	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser des EIES avant la mise en œuvre du projet dans le département de Biankouma et Touba. 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs.

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
		<ul style="list-style-type: none"> • Impliquer l'OIPR lors de la réalisation des études 	
Chef d'agence CIE Biankouma, Kouakou Koffi Didier, 58130863	<ul style="list-style-type: none"> • Les lampes des villages de la zone sont la plus part en monophasé. • Courant électrique trop faible pour faire fonctionner des moulins et décortiqueuses. • Il y'a des appareils dans des dispensaires qui nécessitent l'utilisation d'un courant triphasé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Constructions d'un réseau triphasé, • Faire des extensions dans les localités non couvertes par le réseau. 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
Gendarme Biankouma, Guédé serge, 09211510		<ul style="list-style-type: none"> • Le projet devra être étendu à tout le territoire national 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
Directeur départemental, Kouamé Yao Laurent,			

Photo 14: Chef de village Mamizo à droite et notable a droite



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

Photo 15: Capitaine Koffi Yao chef du cantonnement de la police forestière de Biankouman



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

Photo 16: Directeur Technique Cie Biankouman



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

ZOUANHOUNIEN

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
DD Agriculture Zouan-Hounien, Vanh Bruno, 09710133	<ul style="list-style-type: none"> Retards dans le paiement des indemnités pour les populations impactées. 	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte des lieux ou des pylônes ont été implantés Paiement rapide des indemnités pour les populations impactées. 	Le consultant a noté cette préoccupation qu'il trouve légitime. Mais, il a ensuite expliqué que les procédures d'indemnités pouvaient prendre un peu de temps du fait des processus de calculs, de vérifications, validations, etc.
Chef d'arrondissement Koffi Assafou, 01506017, ASSAKOFFI@cie.CI	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs quartiers peuplés sont mal servis en électricité Tension électrique faible dans les villages où les transformateurs sont monophasés. 	<ul style="list-style-type: none"> Etendre le réseau électrique dans les nouveaux quartiers (Jerusalem, Boribuoa, Creuset d'or, Abattoir, Campus, etc. Remplacer le monophasé par la triphasé. Renforcer le réseau existant 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
Sous préfet Goulaleu, Tapé Laba, 09116175	<ul style="list-style-type: none"> Les populations n'ont pas d'électrification rurale Les frais d'indemnisation générés par CI Energies n'arrivent pas à temps ce qui est source de conflits 		Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique. S'agissant des indemnités, il a expliqué que les procédures d'indemnités pouvaient prendre un peu de temps du fait des processus de calculs, de vérifications, validations, etc.
Eaux et forêt Zouan-Hounien, Yeo Gninnakan09161377, yeogninnakan@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Les populations contestent la destruction de leurs lieux sacrés au profit du passage de la ligne électrique (Eaux sacrés, maisons sacrés, forêt sacrées). Le non paiement des biens détruits 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les populations sur l'importance des projets d'électrification rurale. Electrifier tous les villages Ne pas ignorer l'importance des forêts. 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet. D'autre part, des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs sur les forêts.
Directeur départemental CLU, Bele Koh Zouan-Hounien, 57500312, 55773160, belekoh@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Les villages concernés par le projet sont très distants des uns des autres 		
Sous-préfet Teapleu, Achi Jacob, 58653314	<ul style="list-style-type: none"> coupures intensive d'électricité Branchements électriques anarchiques 	<ul style="list-style-type: none"> Reprofilage des pistes villageoises Extension des poteaux électrique dans les nouveaux quartiers 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
4 ^{ème} adjoint au maire Zouan-Hounien, Kouinouan Germain, 09474696	<ul style="list-style-type: none"> Depuis deux(02) ans les villages du département qui ont été sélectionnés pour l'électrification ne figurent pas sur la liste des localités à électrifier. Ces villages sont Kaminpleu, Lavampleu, Zinanpleu, Zogoleu, gbatta, 	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte des villages cités au cours de la réalisation du projet. 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
Sous-préfet de BANNEU, Amani Charles, 47706948	<ul style="list-style-type: none"> Les indemnités des populations après les projets posent problème 	<ul style="list-style-type: none"> Accélérer le processus d'indemnisation avant de commencer les projets pour éviter les blocages par les populations. 	Le consultant a noté cette préoccupation qu'il trouve légitime. Mais, il a ensuite expliqué que les procédures d'indemnités pouvaient prendre un peu de temps du fait des processus de calculs, de vérifications, validations, etc.

MAN

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Goh, Deli Bertin, Chef de service MCLU Man, 09412144,45192187,gohd elibertin@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Nous informer des bâtis qui seront détruits avant leur destruction. En cas de sollicitation nous informer un peu plus tôt car la direction ne dispose pas de personnel suffisant. 	<ul style="list-style-type: none"> Faire l'expertise des bâtis avant destruction. Nous tenir informer au moins trois jours avant la sollicitation 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
DR Agriculture Chef de service PPSE Chef PPSE Deazon Sio N'sessoa Sylvain, 33792203,07439213	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés d'identification des personnes impactés et des cultures détruites Longues périodes d'attentes pour l'indemnisation des cultures détruites. 	<ul style="list-style-type: none"> Nous souhaitons que les agents des services de l'agriculture soient associés à tous les travaux d'identification lors du tracé avant la phase de destruction car nous rencontrons des difficultés à effectuer les travaux d'identification lorsque la destruction est faite avant de solliciter les services d'agriculture. Nous souhaitons que l'indemnisation soit faite avant les opérations de destruction des cultures pour éviter les multiples soulèvements des populations 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
CHR Chef de service CRIEM Man Abouo Yapi Edouard, 58214425	<ul style="list-style-type: none"> Coupures intempestives Installations vétustes Groupe électrogène de faible puissance 	<ul style="list-style-type: none"> Reprendre l'installation électrique du CHR Installer un groupe électrogène d'au moins 250kva pour supporter tous les besoins en électricité du CHR 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
Adjoint DR CIE Chef PPSE N'guetta Akpagni René, 51875180, 78081674	<ul style="list-style-type: none"> Respect des normes pour les tronçons HTA à élaguer 	<ul style="list-style-type: none"> Faire l'ouverture des couloirs conformément aux normes. Respect du guide technique Idem pour tout tronçon en zone forestière. 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies

Photo 17: Chefs des villages concernés à Man

SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

Photo 18: Réception par la présidente de l'union des associations des femmes de Man

SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

DANANE

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Adjoint administratif de sous-préfecture Seileu : OULA MICHEL	<ul style="list-style-type: none"> La majorité de villages de Seileu manquent cruellement d'infrastructures de base (électricité, voirie, adduction d'eau, infrastructures sanitaires) 	<ul style="list-style-type: none"> Accélérer le programme d'électrification rurale pour que les 19 villages encore non électrifiés de la sous-préfecture soient électrifiés pour le bonheur des populations. 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet.
Directeur départemental des Eaux et Forêts Danané : ASSIRI Tanoh Maximin	<ul style="list-style-type: none"> Proposition d'utilisation des essences forestières Evaluation des superficies des couloirs Repérage et visite des couloirs de lignes de 33 villages prévus pour l'électrification. 	<ul style="list-style-type: none"> Proposer un plan de reboisement compensatoire pour endiguer le phénomène de changement climatique 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
Directeur départemental Adjoint du MINADER Danané DION Robert	<ul style="list-style-type: none"> Litiges fonciers sur certaines plantations qui pourraient être détruites. 	<ul style="list-style-type: none"> Besoin de collaboration avec les services en charge de l'ouverture des couloirs. 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies
Directeur Départemental de construction urbaine Danané : DIOMANDE Mouti	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> Indemniser rapidement les personnes impactées car celles-ci ont la fâcheuse tendance à bloquer les travaux lorsque les indemnisations tardent à se faire. 	Le consultant a noté cette préoccupation qu'il trouve légitime. Mais, il a ensuite expliqué que les procédures d'indemnisations pouvaient prendre un peu de temps du fait des processus de calculs, de vérifications, validations, etc.
Chef d'exploitation CIE Danané : Silue Moussor 07681788	<ul style="list-style-type: none"> Besoin de restauration du réseau existant Couverture insuffisante de l'électrification de la région Baisse de tension dans les quartiers électrifiés Les villageois réclament leurs indemnisations pour les pertes matérielles. 	<ul style="list-style-type: none"> Etendre le réseau électrique dans certains quartiers du département Créer un poste secteur à Danané Restaurer le réseau électrique du département 	Concernant l'état du réseau, le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique. S'agissant des indemnisations pour pertes de bien, le consultant a rassurer que le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
Sous préfet Gbonhouye : TOURE Adama	<ul style="list-style-type: none"> - certains villages n'ont pas encore reçu d'indemnisation Prise en compte du village de Hapleu dans le projet d'électrification. 	<ul style="list-style-type: none"> Faire le bilan des travaux et si possible engager des entreprises compétentes pour l'exécution des travaux. Prendre en compte le village de Hapleu dans le projet d'électrification. 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Il a aussi rappeler que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités.

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
	<ul style="list-style-type: none"> - les travaux d'électrification n'ont pas encore commencés dans certains villages. 	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte tous les villages de la sous-préfecture dans le projet d'électrification. 	
Sous-préfet Danané: BAKAYOKO	<ul style="list-style-type: none"> Electrifier tous les villages qui ne le sont pas encore. 	<ul style="list-style-type: none"> 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet.

10.4.2 DISTRICT DU WOROBA

TOUBA

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Kouadio Tanoh Serge, Adjoint administratif SP Guinkeguela, 58039069, 05072275	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation des personnes qui ont eu leurs plantations détruites au cours du tracé. 	<ul style="list-style-type: none"> Ajouter les villages de Bahedala, Boukome, Fenen II à la liste des localités à électrifier. 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique. Il a aussi expliqué que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités.
Dago Dakouri Alexandre, sous-préfet Dioman, 07889967, alescandreda kouri@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Travaux de connexion à la moyenne tension de Dioman et de Fouala et l'électrification du village de Fouala suspendus depuis la fin du PPV-3. Bien que les poteaux, les câbles, les ampoules soient installées, il n'y a pas d'électricité. Réhabilitation du réseau électrique de Dioman Les villages de Toulou de Gagnasso sont inscrits sur d'autres projets. 	<ul style="list-style-type: none"> Etendre le réseau électrique aux villages de Dioman et Fouala et achever les travaux d'électrification du village de Fouala Intégrer au projet le village de Guemniano qui ne figure pas sur la liste en remplacement du village de Yengoro dont les travaux d'électrification sont réalisés par le conseil régional. 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
Beuve Armel, Représentant du DR de l'agriculture Toubou, 09377510	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation des propriétaires de cultures qui seront détruites le long du parcours de l'installation des files basses et hautes tensions. 	<ul style="list-style-type: none"> Nous souhaitons que Côte d'Ivoire Energie entre en contact avec les populations avant le début des travaux pour les informer et les indemniser. 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
Diarrassouba Lacina, Sous préfet Fongbesso, 08409976, 45318027	<ul style="list-style-type: none"> Une partie des localités de la circonscription n'a pas été prise en compte par le projet. L'éclairage public est défaillant par manque d'entretiens. 	<ul style="list-style-type: none"> programmation de l'électrification des localités de Kouangoh, Tirikou, Mamouesso, Tiémanisso, Gasso, Boutisso Suivi et entretien de l'éclairage public Mise sous tension de certaines localités électrifiées depuis plus d'un an. Ce sont les villages de 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet. Par ailleurs, les préoccupations relatives aux défaillances du réseau seront prises

Intervenant	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
		Yamatoula, Souatiesso, Gasso, Boutisso.	en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
Effo Kouadio Venance, Secrétaire administratif Sous- préfecture Touba, 07547959, effov@gmail	<ul style="list-style-type: none"> Certaines localités de la sous-préfecture non pas été retenues pour ce projet Deux localités sont alimentées par des groupes électrogènes et ne fonctionnent pas vraiment. 	<ul style="list-style-type: none"> Electrification des localités suivantes : Yoh, Bouindala, Godou fouma Rattacher l'alimentation électrique du village de Tienko au réseau électrique national. 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet. Par ailleurs, les préoccupations relatives aux défaillances du réseau seront prises en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.
Fadiga Vamoriba, 2 ^{ème} adjoint au maire Touba, 08246886	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs localités sont insuffisamment électrifiées Les poteaux électriques en bois sont défectueux Plusieurs lampes électriques ne s'allument plus depuis quelques années. Manque d'électricité dans les nouveaux quartiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Electrification du village de Yoh Remplacement des poteaux électriques en bois par des poteaux en béton Extension de l'électricité dans les quartiers non électrifiés. Electrifications des nouveaux quartiers. 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet. Par ailleurs, les préoccupations relatives aux défaillances du réseau seront prises en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique.

Photo 19: Rencontre avec les autorités administratives et préfectorales (secrétaire général de la préfecture de Touba, le sous préfet Founbesso, le sous préfet de Dioman) du département de TOUBA



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

KANI

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Ministère des Eaux et Forêts Kani : MIAMBE Claude	<ul style="list-style-type: none"> Destruction de la végétation et des habitats naturels des animaux. Les lignes électriques constituent un danger pour les animaux et la végétation. 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner le MINEF dans le cadre des efforts de reboisement du MINEF et de protection de la flore et de la faune. 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et que le projet vient pour faciliter l'accès à l'énergie aux populations, solutions parmi d'autres pour réduire la propension à se connecter par branchements anarchiques
ITA MINADER Kani : GONO Daleba Bernabé	<ul style="list-style-type: none"> Coupures intempestives de courant Destruction de plantations Evaluation du coût de destruction des plantations 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le réseau électrique de la sous-préfecture Intégrer au projet d'électrification, certaines localités de la sous-préfecture, en particulier Kabnekho, Lipana et Nondjé 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique. Pour l'intégration des localités, plusieurs projets sont en cours et prendront en compte ces différentes localités.
Sous-préfet Djibrosso : SERI Balie Jean Marc	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'électrification faible 	<ul style="list-style-type: none"> Faire en sorte d'électrifier les villages suivants : Séguédjan, Borobadougou, Moritiédougou, Dabé et Souasso) Achever l'électrification des villages de Koumbara et Djorofa 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet.
Conseiller municipal à la mairie Kani : YAYA Sangaré	<ul style="list-style-type: none"> Le village de Kabalekoro n'est pas raccordé au réseau alors que des poteaux électriques y sont implantés. Coupures d'électricité récurrentes dans la ville. Des quartiers de la ville de Kani ne sont pas encore électrifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> Raccordement du village de Kabalekoro au réseau électrique. Renforcement du réseau électrique de Kani. Electrifier les quartiers de la ville de Kani qui ne le sont pas encore. 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet.
Sous-préfet Fadiadougou : NIANKE Eba Assouman	<ul style="list-style-type: none"> L'électrification du village de Djèbissoprèvu depuis plus de trois ans n'est pas encore 	<ul style="list-style-type: none"> Inscrire les villages de Lipara, Niondjé, Fonandougou et 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
	<p>effective. Des poteaux en attentes d'implantation, sont déposés dans le village.</p> <ul style="list-style-type: none"> Des villages et des campements peuplés de plus de 500 habitants, ne sont pas encore électrifiés. 	<p>Namiendougou sur la liste des localités à électrifier.</p> <ul style="list-style-type: none"> Exécuter effectivement les travaux d'électrification de Djébisso Assurer la distribution de l'électricité aux ménages dans les localités de Barago, Massasso-senoufo, Migniniba et Migninideni. 	des projets de renforcement du réseau électrique. Pour l'intégration des localités, plusieurs projets sont en cours et prendront en compte ces différentes localités.
Directeur de l'hôpital général Kani : KONE TIDIANE	<ul style="list-style-type: none"> L'électricité de l'hôpital général est inadéquate. 	<ul style="list-style-type: none"> Installer un disjoncteur à l'intérieur de l'hôpital général Étendre l'éclairage public à la cour de l'hôpital à partir des poteaux électriques déjà installés. Electrifier les localités de plus de 500 habitants. 	Le consultant a répondu que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies et prise en compte dans des projets de renforcement du réseau électrique. Pour l'intégration des localités, plusieurs projets sont en cours et prendront en compte ces différentes localités.
Sous-préfet : KA Pehe Henry	<ul style="list-style-type: none"> Le réseau d'électrification doit s'étendre à certains villages. Des grands campements de plus de 500 habitants méritent d'être électrifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> Etendre le réseau de l'électrification aux villages de Babasso, Soba, Nassasso Basyani et aux campements de plus de 500 habitants tels que : Lazarkro, Blaisekro, N'Go Kro et Antoine Kro 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet.
Sous-préfet Morondo : GBELI Médard Gozé Dieudonné Gado	<ul style="list-style-type: none"> Les travaux d'électrification sont encore en cours dans les villages de Hermonkono, Setoumou et Séfrédja Attente du commencement des travaux d'électrification dans les villages de Notou, Kologo et Diomandougou. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du réseau électrique de Morando Extension du réseau électrique aux villages Diomandougou, Kologo et Ndou 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que cette préoccupation sera transmise à Côte d'Ivoire Energies qui avisera selon les dispositions du projet.

Photo 20: Photo d'ensemble avec le corps préfectoral et les directeurs d'administrations déconcentrées du département de Kani



SOURCE : PCGES DU PROSER, CSI AOUT 2019

KORO

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Direction Départementale de la Construction (DDC) : YAMIEN Koro Jose Jean Pierre /095 99 30 ou 01 98 95 89	<ul style="list-style-type: none"> Inquiétude vu le faible taux de couverture de l'électricité dans le chef-lieu de département de Koro Lenteur du processus d'indemnisation ainsi que lenteur des travaux Certaines localités ne figurent pas sur la liste des bénéficiaires alors qu'elles comptent plus 	<ul style="list-style-type: none"> Faire une extension à KORO chef-lieu de la sous-préfecture et du département Indemniser rapidement les personnes impactées Recruter la main d'œuvre locale lors de l'exécution des travaux (Jeunes et femmes) Préserver la forêt classée de la BOA située à proximité du village de MASSALA-KORO 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
	d'habitants que d'autres figurants sur la liste proposée	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte les localités plus peuplées dans le projet 	
Direction du Département de l'Agriculture Koro : KOUAME N'Guessan Prosper Yao/ 59 95 17 15	<ul style="list-style-type: none"> Inquiétude sur les barèmes utilisés pour le calcul des indemnisations des biens affectés et la purge des droits coutumiers. Inquiétude sur les indemnisations qui se font après la destruction des biens affectés par le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Propose que les indemnisations se fassent en se basant sur le barème en vigueur Souhaite que les expertises soient réalisées avant le démarrage des travaux. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Secrétaire Général de la Préfecture Koro : KOFFI YAO JULIEN, de KORO/07 53 72 99	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise qualité de l'électricité dans les nouveaux quartiers de la ville du chef-lieu du Département Inquiétude relative à l'indemnisation des populations impactées dans le cadre du tracé des lignes électriques Dans certains cas lors des indemnisations les PAPs sont insuffisamment indemnisés 	<ul style="list-style-type: none"> Faire une extension du réseau électrique dans les nouveaux quartiers de la ville du chef-lieu du Département Accélérer la procédure d'indemnisation des PAPs Revoir le barème des indemnisations et confier les indemnisations à une structure spéciale pour faire le suivi. Souhaite que tous les villages de la localité soient électrifiés. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sous-préfet de BOROTOU : OUATTARA Youssouf/ 33 78 70 11 ou 07 35 11 37	<ul style="list-style-type: none"> Le chef-lieu de sous-préfecture, Borotou a des quartiers non encore électrifiés Le village de Niamoutou dont le processus d'électrification a débuté avec la pose des poteaux attend toujours les autres étapes du-dit processus 	<ul style="list-style-type: none"> -Etendre l'électrification du chef-lieu de sous-préfecture Borotou . Prendre en compte les villages de Tiékoronidougou et de Niamotou dans la liste des villages bénéficiaires du projet. Prendre en compte le critère démographique dans la 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
	<ul style="list-style-type: none"> Les villages non encore électrifiés ne respectent pas le critère démographique. Le village de Tiékoronidougou n'a été prit en compte. 	sélection des villages à électrifier.	
Sous-préfet Koro : SOUMAHORO Sahi Hermane/08 51 41 91	<ul style="list-style-type: none"> Certains villages lotis et disposant d'une population nombreuse, ne sont pas électrifiés. Il s'agit notamment des villages de Niendougou avec 408 habitants et Modougou avec 362 habitants. Cependant cela n'exclut pas que les villages déjà choisis soient également électrifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> Propose que les villages de Niendougou et Modougou soient pris en compte dans le projet d'électrification de la zone 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
1 ^{er} Adjoint au maire de KORO : YOUSSOUF Soumahoro 09 43 45 29	<ul style="list-style-type: none"> Certains villages importants de la commune de KORO ne sont pas électrifiés. C'est le cas de Vabouesso, Moako-koro, Yakorodougou, Farako-koro, Massala-Koro. 	<ul style="list-style-type: none"> Propose d'électrifier ces villages avant 2020 Suggère que l'électrification des villages se fasse par ordre de mérite Souhaite que des rencontres d'informations et de sensibilisation se fassent avant le démarrage des travaux. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sous-préfet Niokosso : DODO Guéhi Achille/33 78 70 14 ou 09 84 48 35	<ul style="list-style-type: none"> Certains projets d'électrification sont à l'arrêt. C'est le cas du village de Dessene (Projet PPU). Certaines entreprises ne font pas leur travail correctement (exemple : ouverture des lignes de moyenne tension ou le défrichage est faite à la main par 	<ul style="list-style-type: none"> Reprendre et achever du projet d'électrification du village de Dessene Suivre et contrôler les travaux d'électrification quand ils sont engagés 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Les préoccupations quant au contrôle et au suivi des travaux seront également transmis à Côte d'Ivoire Energie qui avisera.

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
	<p>les jeunes du village au lieu d'utiliser des bulldozers).</p> <ul style="list-style-type: none"> Il n'y a pas d'interlocuteur lorsqu'un projet est en cours dans un village. 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner avec les autorités préfectorales le suivi des travaux Procéder plus rapidement aux indemnisations des PAPs 	<p>S'agissant du problème des indemnisations, le consultant a noté cette préoccupation qu'il trouve légitime. Mais, il a ensuite expliqué que les procédures d'indemnisations pouvaient prendre un peu de temps du fait des processus de calculs, de vérifications, validations, etc</p>

Photo 21: Photo avec la présidente des femmes de Farako-Koro s/ p de Koro



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

Photo 22: Photo d'ensemble avec la population de Farako Koro s/p de Koro



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

OUANINOU

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Agents des Eaux et Forêts Ouaninou : ASSANVO Jean-Noël/09262381	<ul style="list-style-type: none"> Avoir connaissance du tracé des lignes d'électrification pour la prospection des localités concernées 	<ul style="list-style-type: none"> 	Le consultant a noté que cette préoccupation est légitime. Mais, il a ensuite expliqué que le tracé des lignes d'électrification sera discuté avec les populations afin de minimiser les impacts éventuels sur elles.
Sous-préfet de Koonan : N'DRI Yao Abdon/07242593 ou 54 09 69 89	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> Désigner l'organe ou la structure chargée de mener le processus d'indemnisation. Proposition de villages à électrifier : Safesso et Sokourani. Extension du réseau électrique des localités de Koonan et Tenemassa Améliorer le réseau électrique dans la sous-préfecture. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Il a aussi ajouté que le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
Directeur régionale de l'Agriculture Ouaninou : GALA N'Guessan Célestin/33706594 ou 77318885/dd.ouaninou@agriculture.gouv.ci	<ul style="list-style-type: none"> S'interroge sur la structure chargée des indemnisations en cas de destruction des cultures S'interroge sur le mode opératoire d'indemnisation des personnes impactées par le projet 	<ul style="list-style-type: none"> Souhaiterait avoir le nom, le contact, la fonction de celui qui est en charge de l'indemnisation des personnes impactées Identifier les propriétaires de terre Expliquer le mode opératoire du processus d'indemnisation du début jusqu'au paiement 	Le consultant a rassuré en exposant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
Maire Ouaninou: DOSSO Youssouf/	<ul style="list-style-type: none"> Sérifoula et Méhidougou sont des villages peuplés, mais qui ne sont pas pris en compte dans les projets d'électrification. Préoccupation sur la façon dont se fait l'indemnisation des personnes qui sont impactées A Goloutoula, des poteaux sont installés, mais la localité 		Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Quant à la façon dont se font les indemnisations, le consultant a signalé que le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser. Durant cette phase, les populations recevront toutes les informations nécessaires.

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
	<p>n'est pas raccordée au réseau électrique.</p> <ul style="list-style-type: none"> A Ouaninou le réseau électrique existant à besoin d'être renforcé, surtout dans les quartiers existants. 		
Maire Koonan : BAMBA Abou/09868585/04220000	<ul style="list-style-type: none"> Projet innovant mais exécutable en combien de temps ? Pour les besoins en main d'œuvres relatives au projet, quelle structure sera chargée des recrutements ? Qui indemniser les personnes impactées par le projet ? 	<ul style="list-style-type: none"> Dans la commune de Koonon, il y'a des villages qui ont des populations importantes qu'il faut électrifier. C'est le cas de Sokoulani, Flasso, Faradoudou, Focerydougou, Ohidougou et Tiéoulédougou) A Koonan les poteaux électriques en bois doivent être remplacés. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Le consultant a aussi signalé que le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser. Durant cette phase, les populations recevront toutes les informations nécessaires. Pour le problème de la main d'œuvre, le consultant transmettra la préoccupation à Côte d'Ivoire Energie.
Préfet Ouaninou : COULIBALY Valy	<ul style="list-style-type: none"> Certains villages de la sous-préfecture ne sont pas pris en compte dans les projets d'électrification Dans la ville de Koonan la qualité du courant est mauvaise. 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer dans le projet le village de Serifoula Renforcer les capacités du réseau électrique dans les différentes villes Remplacer les poteaux électriques en bois qui tombent et leurs fils avec. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Responsable d'Etat civil Ouaninou : DOLE Keunian Rodrigue/47286246 ou 05170907	<ul style="list-style-type: none"> Les ménages de certains villages électrifiés n'ont toujours pas de compteurs Le problème de l'extension du réseau électrique à Ouaninou Il y'a des Baisses de tension régulières qu'il faut revoir à Ouaninou 	<ul style="list-style-type: none"> Ajouter dans le projet les localités suivantes : Ohidougou, Gouan, Sodianan, Méhidougou, Babadougou, Sérifoula, Goloutoulô et Booni-Gbélô. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Chef de division de préfecture Ouaninou : YEBOUA Kobenan Kossonou/08360072/yebsarko@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Les coupures intempestives de l'électricité dues aux intempéries entraînent souvent des coupures d'eau Les difficultés liées à l'indemnisation des paysans impactés par le projet Renforcer les installations électriques 	<ul style="list-style-type: none"> Désigner les structures chargées de l'indemnisation des paysans impactées Extension du réseau électrique dans la commune de Ouaninou Remplacer les poteaux électriques en bois Faire connaître aux populations impactées, la structure chargée de l'indemnisation. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Cependant, au sujet des indemnisations, le consultant a tenu à rassurer les populations en expliquant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser.
Agent CIE Ouaninou : SERIFOU Alidjan/ 06987511	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs quartiers et villages de Ouaninou ne sont toujours pas électrifiés. 		Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Médecin à l'hôpital général Ouaninou : YAO Lahoré	<ul style="list-style-type: none"> Le village de Méhidougou n'est pas électrifié. 	<ul style="list-style-type: none"> Méhidougou devrait être sur la liste des localités à électrifier. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.

Photo 23: Rencontre avec les autorités préfectorales de Ouaninou et les directeurs d'administrations déconcentrées



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

SEGUELA

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Sous-préfet Diarabana : AHORE Gnablé Daniel Herman/07068196 ou 03454548	<ul style="list-style-type: none"> Dégâts sur les cultures La non indemnisation des propriétaires des champs impactés par le tracé des lignes comme dans certains projets antérieurs notamment celui des villageois de Kenegbé Nord en 2016 L'extension de l'électrification des nouveaux quartiers de Diarabana 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation des populations avant le début des travaux Exécuter les indemnités Faire indemniser les villages de Diarabana, Massala-Assolo et Kenegbé-Nord, impactés par l'ouverture des lignes d'électrification du village de Kenegbé-Nord exécutée par CI-Energie en 2016 Electrifier les campements de Bernardkro et N'Zikro, dont les populations ont plus de 600 habitants. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique. Cependant, concernant le problème des indemnisation, le consultant a trouvé cette préoccupation légitime et a ensuite expliqué que les procédures d'indemnisations pouvaient prendre un peu de temps du fait des processus de calculs, de vérifications, validations, etc.
Sous-préfet Bobi : KOUAME Loukou Eric/07359100	<ul style="list-style-type: none"> Dégâts sur les cultures Destruction d'habitats Absence d'électricité dans des nouveaux quartiers et des villages du chef-lieu 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation des populations impactées par le projet Electrifier le village de Niéon Etendre l'électrification aux quartiers de Bobo 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sous-préfet Séguela : KOUAME Kouakou/32740103 ou 08527285/kouakkouame@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs villages de la sous-préfecture ne sont pas électrifiés. 	<ul style="list-style-type: none"> Penser à l'électrification des nouveaux quartiers des localités électrifiées depuis plusieurs années 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
		et qui ont connu des extensions.	compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
1 ^{er} Adjoint au Maire Massara : TRAORE Vassouleymana/08317857	<ul style="list-style-type: none"> Extension du réseau d'éclairage public dans la sous-préfecture Réseau électrique vétuste 	<ul style="list-style-type: none"> Revoir la couverture de l'éclairage public de la sous-préfecture Moderniser le réseau électrique de la sous-préfecture 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sous-préfet Sifié : ASSALE Essé/07635180/esassale@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Le village de Selakoro n'est pas électrifié et pourtant il est traversé par les hautes tensions Sifié chef-lieu de sous-préfecture mérite qu'on fasse une extension de son réseau électrique 	<ul style="list-style-type: none"> Proposition que Sélakoro village de la sous-préfecture soit électrifié Proposition pour une extension du réseau électrique de Sifié 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sous-préfet Kamalo : BAYOU Baba/71500511 ou 07090697/jmbayoh@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> Installation depuis 2015 de poteaux sans connexion électrique dans le village de Djomon Problème d'extension du réseau électrique de la sous-préfecture de Kamalo 	<ul style="list-style-type: none"> Indemniser les populations Tenir compte des forêts et cours d'eau sacrés 	Le consultant a répondu qu'au sujet des indemnités, le consultant a tenu à rassurer les populations en expliquant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser..
Sous-préfet Worofla : SIE Essoh Loes Henri/09892324/essohhenri@outlook.fr	<ul style="list-style-type: none"> Le village de Dabala n'est pas électrifié. 	<ul style="list-style-type: none"> Electrifier le village de Dabala 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
	<ul style="list-style-type: none"> La question de l'indemnisation des populations impactées par ce projet 	<ul style="list-style-type: none"> Indemniser les populations impactées avant le démarrage des travaux Etendre le réseau électrique dans le chef-lieu de sous-préfecture 	compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Conseiller municipal : INZA Conseiller Municipal Sifié Inza Sangaré/09640864 ou 05034910/inz.bill25@hoy.mail.fr	<ul style="list-style-type: none"> La non prise en compte des villages de Selakoro et Djenigbé Problème d'extension du réseau électrique dans la ville de Sifié 	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte des villages Djenigbé et Selakoro dans le projet 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Directeur régionale des Eaux et Forêts Worodougou: Colonel Hubert KATCHIA	<ul style="list-style-type: none"> L'ouverture de la ligne électrique peut causer des dégâts aux forêts 	<ul style="list-style-type: none"> Il est souhaitable d'associer la SODEFOR dans l'identification du tracé des lignes électriques pour minimiser les dommages sur les zones protégées. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Directeur régionale Construction et Urbanisme Worodougou : KOUADIO Koffi/32740165 ou 48378942	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Secrétaire général de préfecture Séguéla : ZEGBE Kouamé Adolphe/32740121 ou 07074237/ adolphezegbe15@gmail.com	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Directeur régional du MINADER Seguela : AFFING K Simplicie/ 32740113 ou 05963703	<ul style="list-style-type: none"> Préoccuper par les axes de passage des différentes lignes 	<ul style="list-style-type: none"> 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
	d'électrification dans les villages		compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.
Sous-préfet Massala : KOUAME kouamé Faustin	<ul style="list-style-type: none"> L'ouverture des voies pour le passage de la haute tension peut créer des dégâts sur les cultures et sur les forêts sacrées 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation des populations impactées avant le démarrage des travaux Prendre en compte dans le projet d'électrification les villages de Kokokro et Tiéma-Gbela. 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique.

Photo 24: Photo d'ensemble avec la population de Flala S/P de Séguéla



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

MANKONO

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Bazare Bea Henri, Agent CIE Mankono, 07000844	<ul style="list-style-type: none"> Encombrement de la ligne moyenne tension dans Mankono village 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du réseau électrique dans Mankono village Faire l'élagage urbain dans Mankono village 	Le consultant a répondu que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie et prises en compte dans les projets de renforcement du réseau électrique
Yao Kouassi Eugène, DR MINADER Mankono, 49587376	<ul style="list-style-type: none"> S'inquiète de la destruction des fermes d'élevage, des cultures, des forêts et des aires protégées 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation des Paps 	Le consultant a répondu qu'au sujet des indemnités, il a tenu à rassurer les populations en expliquant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser
Mobio Ponce Olivier agent de contrôle eaux et forêts de Mankono, 02251156	<ul style="list-style-type: none"> Destruction des forêts sacrés 	<ul style="list-style-type: none"> Préservation de ces forêts sacrés 	Le consultant a répondu qu'au sujet des indemnités, le consultant a tenu à rassurer les populations en expliquant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser
Vanié Bie Trazié Jean François Sous-Préfet Mankono 08653635	<ul style="list-style-type: none"> Destructions des cultures ; Profanation des lieux sacrés cimetières, lieu de cultes, des fermes Destructions des bâtiments et terrain lotis Existence de poteaux électriques en bois Non mise sous tension des quartiers Lac et résidentiel bel air (programme présidentiel d'urgence PPU) 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnités de Paps Préservation de sites sacrés Remplacement des poteaux électriques en bois par des poteaux bétons prendre en compte les localités lotissements dans le présent projet 	Le consultant a répondu qu'au sujet des indemnités, le consultant a tenu à rassurer les populations en expliquant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser Sur la préoccupation du PPU le consultant a expliqué qu'il ne s'agit pas d'un projet de CI-ENERGIES mais plutôt du programme présidentiel d'urgence lancé par l'état au sortir de la crise post électorale cependant il remontera l'information à CI-ENERGIE
Aboulasse Sinare DR CLU Mankono 05458967	<ul style="list-style-type: none"> Non prise en compte des plans d'alignements ou extension de lotissement non habité Profanation des lieux sacrés des biens Destructions des bâtis et terrains bornés 	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte les plans d'alignements ou extension de lotissement non habité dans la liste des localités bénéficiaires du projet Dédommagement des Paps 	Concernant les lotissements non Habités un retour sera fait à CI-ENERGIES Les personnes affectées par le projet seront tous indemnisées selon le barème en vigueur

Intervenants	Préoccupations	Propositions	Réponses du consultant
Adama Dosso 1 ^{er} Adjoint au maire de Mankono 07631636 41093406	<ul style="list-style-type: none"> Destructions des cultures ; Profanation des lieux sacrés cimetières, lieu de cultes, des fermes Existence de poteaux électriques en bois Non prise en compte des plans d'alignements ou extension de lotissement non habité Non mise sous tension des quartiers Lac et résidentiel bel air 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisations de Paps Préservation de sites sacrés Remplacement des poteaux électriques en bois par des poteaux bétons prendre en compte les localités lotissements dans le présent projet 	Le consultant a répondu qu'au sujet des indemnisations, le consultant a tenu à rassurer les populations en expliquant que des études spécifiques seront menées pour minimiser le plus possible les impacts négatifs. Le projet prévoit la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation qui permettra de recenser les biens et personnes affectés en vue de les indemniser
Abro Koutouan Alphonse Sous-Préfet de Bouandougou 07133321/03717015	<ul style="list-style-type: none"> Non prise en compte des localités ayant moins de 500 Habitants 	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte des villages ayant un effectif a voisinant 500 habitants et celle traversés par les lignes dans la liste des localités bénéficiaires du projet 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie qui avisera selon les dispositions du projet.
Abro Koutouan Alphonse Sous-Préfet par interim de tiennigboue 07133321/ 03717015	<ul style="list-style-type: none"> Non prise en compte des localités ayant moins de 500 Habitants 	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte des villages ayant un effectif a voisinant 500 habitants et celle traversés par les lignes dans la liste des localités bénéficiaires du projet 	Le consultant a répondu que plusieurs projets sont en cours et prennent en compte différentes localités. Il a également rassuré que ces préoccupations seront transmises à Côte d'Ivoire Energie qui avisera selon les dispositions du projet.
Djaha Yrigo Chef secteur agriculture MINADER Tienningboue 08796074/44899092	<ul style="list-style-type: none"> Associer le MINADER dans le processus d'indemnisation des Paps 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisations rapides des Paps avant démarrage des travaux 	Le consultant a noté cette préoccupation qu'il trouve légitime et à ensuite expliquer que les procédures d'indemnisation pouvaient prendre un peu de temps du fait des processus de calculs, de vérifications et de validations.
GUEHI FAHE Sous-Préfet Marandallah 08321693/54262479	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance de la couverture en poteaux électriques Difficulté pour l'accès au raccordement 	<ul style="list-style-type: none"> Etendre la couverture au-delà des terrains lotis Initié un programme social d'accès au branchement électriques 	A cette préoccupation le consultant a répondu un retour fidèle sera fait à CI-ERNGIES

Photo 25: Réunion les autorités administratives, les Directeurs régionaux et chfs de village a la préfecture de Séguéla



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

Photo 26: Photo de famille avec le corps préfectorale, les représentants et chef d'administration déconcentrés et les autorités coutumières du village de Breko sous préfecture de Séguéla



SOURCE : EESS DU PROSER, CSI AOUT 2019

11 CONCLUSION

Ce PCGES est lié à l'EESS du Programme de Renforcement des Ouvrages du Système et d'accès à l'électricité (PROSER) réalisée dans six régions dont trois du District des Montagnes (Cavally, Guémon, Tonkpi) et trois du District du Woroba (Bafing, Béré, Worodougou).

Il est élaboré pour s'assurer de l'efficacité des mesures de protection de l'environnement en fonction des attentes des différents partenaires impliqués, de s'assurer que le projet est conforme à la législation ivoirienne en matière de gestion environnementale et sociale et aux politiques de sauvegarde de la Banque Africaine de Développement.

Spécifiquement, il a décrit , entre autres, les mécanismes institutionnels relatifs à/au(x) : (i) description du processus de sélection environnementale et sociale (ou screening) devant permettre l'identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels pouvant découler des activités du projet et la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées; (ii) suivi et la mise en œuvre des mesures d'atténuation ; (iii) renforcement des capacités et (iv) estimations des coûts y relatifs ainsi que la chronologie.

Le PCGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du projet. Il met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet.

Après avoir décrit l'environnement initial (biophysique, humain et socio-économique) de référence de la zone d'étude, les principales contraintes et enjeux environnementaux et sociaux majeurs de la zone du projet ont été identifiés, puis les impacts induits par le projet ont été décrits et évalués. Cette description indique de nombreux impacts potentiels positifs mais également d'autres négatifs. Des mesures de bonification des impacts positifs et d'atténuation des impacts négatifs ont pu être proposées en tenant compte de des enjeux et contraintes présents dans les milieux récepteurs. Le principal bénéficiaire de l'électrification étant le milieu humain, des consultations publiques effectuées dans les localités de la zone d'influence ont permis d'informer les populations et les administrateurs qui ont tous manifesté leur intérêt pour ce projet d'envergure à condition que le gouvernement prenne en compte leurs préoccupations dont la plus récurrente est la compensation des PAPs.

Le présent plan cadre de gestion environnementale et sociale est proposé pour désigner les différents acteurs qui interviendront dans la réalisation de ce projet d'envergure pour les populations des 253 localités concernées. A cet effet, les responsabilités des différents organismes impliqués dans la mise en œuvre du PCGES ont été identifiées. Le déploiement et le suivi de ce PCGES dont le coût total est estimé à 332 062 500 de Francs CFA, associé au Plan Cadre de Réinstallation (PCR) permettra d'inscrire le PROSER dans la dynamique du développement durable souhaité par toutes les parties intéressées.

12 REFERENCES DES DOCUMENTS CONSULTÉS

Rapport d'Avant-Projet-Sommaire du Programme BAD pour l'électrification rurale et l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire ; **Côte d'Ivoire Energies, Mars 2018.**

Banque Africaine de Développement, 2001, Procédures d'évaluation environnementale et sociale pour les opérations liées au secteur public de la Banque africaine de développement, 29 p.

Banque mondiale (Janvier 2018) Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA), Côte d'Ivoire

Banque mondiale (Avril 2017), Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet Eau et Assainissement en Milieu Urbain (PEAMU) – Financement Additionnel, Sénégal

KOUADIO A. S. (Septembre 2010) Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du Projet Sectoriel Éducation/Formation (PSEF), Côte d'Ivoire

Banque Mondiale (2017) : Cadre Environnemental et Social

Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du PUIUR, MACOM Août 2008 2009

Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) Côte d'Ivoire Energies, ENERGOS 1, Rapport provisoire, 2016, 164 Pages.

Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) Côte d'Ivoire Energies, PTDAE, Rapport provisoire, 2017, 233 Pages.

GARBA Laouali (2016). La Banque Africain de Développement et ses instruments de sauvegarde environnementale. Exposé Diapo <https://journals.openedition.org/vertigo/15605?lang=en>

GIRARD G. SIRCOULON J. et TOUCHEBEUF P. (1971). Le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, Hydrologie. Mémoires ORSTOM Paris n° 50, 359 p.

Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire, Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996, portant Code de l'Environnement

Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire, La loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant code du travail Cocody, 227p.

Ministère de l'Environnement et du développement durable, L'environnement de Côte d'Ivoire : Plan National pour l'Environnement 1996-2010.

Ministère des infrastructures économiques (Côte d'Ivoire), Etude stratégique pour la gestion des déchets solides dans le district d'Abidjan, STE, BURGEAP, juillet 2011

MWAMBA G. T. and MONTAÑO M. (2015). Evaluation environnementale strategique dans les pays en voie de développement : le role des agences multilaterales de développement. Vertigo. La revue électronique en sciences de l'environnement <https://journals.openedition.org/vertigo/15605?lang=en>

Monographie de la région de la Région du Tonkpi (2014)

OGA M. S. (1998). Ressources en eaux souterraines dans la région du Grand Abidjan (Côte d'Ivoire) : Approche Hydrochimique et Isotopique. Thèse de Doctorat de l'Université de Paris Orsay, France, 240 p.

Rapport APD : Projet de renforcement et d'extension de réseaux électriques HTA/BTA/EP dans la ville d'Abidjan. Côte d'Ivoire Energies, ENERGOS 1, 359 pages.

Termes de références (TDR) de l'eess et pcges . Projet d'amélioration de l'accès à l'électricité en milieu rural (PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME ET D'ACCES A L'ELECTRICITE) 2018

YON, B.,(2013), Étude de Développement du site hydroélectrique d'Inga et des interconnexions électriques associées, Évaluation Environnementale et Sociale, 4, 52 p.

13 ANNEXES

13.1 Annexe 1 : Canevas type de rédaction du Constat d'Impact Environnemental et Social

Le rapport du Constat d'Impact Environnemental et Social (CIES) comprend, entre autres :

- Résumé Exécutif
- Introduction
- Description du projet
- Présentation du cadre politique, institutionnel et juridique de l'étude
- Description de l'état initial de l'environnement du site du projet
- Participation Publique
- Identification, analyse et évaluation de l'importance des impacts potentiels du projet
- Mesures de gestion des impacts négatifs et positifs
- Synthèse du Plan d'Action de Réinstallation (PAR)
- Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)
- Conclusion
- Références bibliographiques
- Annexes

Annexe 2 : Registre des réunions de consultation publique

Date	EQUIPE	Districts	Régions	Départements	Sous-préfectures	localités
13/08/2019	Equipe A	Montagne	Tonkpi	Biankouma	Gouine	Mamizo
14/08/2019	Equipe A	Montagne	Tonkpi	Man	Sandougou-Soba	Zangouin
16/08/2019	Equipe A	Montagne	Guemon	Bangolo	Gohouo-Zagna	Tieine-Zagna

Date	Nom de l'agent	Districts	Régions	Départements	Sous-préfectures	localités
13/08/2019	Equipe B	Montagne	Cavally	Toulepleu	Bakoubly	Pantroya
14/08/2019	Equipe B	Montagne	Tonkpi	Zouan-Hounien	Zouan-Hounien	Gbeleu
14/08/2019	Equipe B	Montagne	Tonkpi	Zouan-Hounien	Teapleu	Petit Zeale
16/08/2019	Equipe B	Montagne	Tonkpi	Danane	Danane	Tintouo

Date	Nom de l'agent	Districts	Régions	Départements	Sous-préfectures	localités
13/08/2019	Equipe C	Woroba	Bafing	Touba	Touba	Mahanan
14/08/2019	Equipe C	Woroba	Bafing	Koro	Koro	Moako-Koro
16/08/2019	Equipe C	Woroba	Worodougou	Kani		

Date	Nom de l'agent	Districts	Régions	Départements	Sous-préfectures	localités
13/08/2019	Equipe D	Woroba	Bafing	Ouaninou	Ouaninou	Kozema
14/08/2019	Equipe D	Woroba	Bafing	Koro	Koro	Farako-Koro
16/08/2019	Equipe D	Woroba	Worodougou	Seguela	Seguela	Breko
16/08/2019	Equipe D	Woroba	Worodougou	Seguela	Seguela	Flala

13.2 Annexe 3 : Liste des personnes contactées

Liste des acteurs rencontrés dans le cadre de la mission d'EESS du PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTÈME ELECTRIQUE ET D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ (PROSER) DANS LES DISTRICTS DU WOROBA ET DES MONTAGNES

✓ Préfectures

Noms	Fonctions	Contacts
Koulai Felix	Préfecture Bangolo	09 00 91 70
Mamadou Coulibaly	SG préfecture Bangolo	08 49 86 96
André Kouakou Bah Yao	S.G Préfecture de Man	07 21 87 54
Aman Koffi Felix	Chef Cabinet de Préfecture Man	07 64 59 44
Koffi Assaffou	Chef Cabinet Zouan-Hounien	01 50 60 17/08 52 72 15
Koffi Yao Julient	SG Préfecture de Koro	07537299
Kouadio Kouassi Roger	Chef Cabinet du Préfet de Koro	47846883
Acay Yapi Alexandre	Secrétaire General Préfecture Touba	07871626
Dje Bi Vanie Didier	Chef Cabinet du Préfet de Touba	09669123/56371894
Benjamin Effoli	Préfet de Région Séguéla	07814565
Adolphe Zegbe Kouame	SG Préfecture De Séguéla	07074237
Koné Brama	Chef Cabinet Préfecture Séguéla	45533138
Yao Dje	SG Préfecture Toulepleu	07103650
Zamble Botty Joachim	Chef de Cabinet Préfecture Toulepleu	58280668
Boni Kouakou Adolphe	Préfet de Ouaninou	09707109
Hamilton-N'guessan N'dre .M	SG Préfecture	77141420
Coulibaly Valy	Chef de Cabinet Du Préfet	47977069
Yeboua Kobenan Kossonou	Chef de Division Préfecture	08360072
Diarrassouba Karim	Préfet de Danané	33787217
Boka Kouassi Vincent	Préfet de Kani	08554022
Yao Kouakou Antoine	SG Préfecture Kani	58047776
Brega Djely Brice	Chef Cabinet du Préfet De Kani	09435338

✓ Sous-préfectures

Noms	Fonctions	Contacts
Kone Soumahila k	Sous-préfet Bangolo	07 34 84 73
Goueti Bi Ballo Leger	Sous-préfet Beoue-zibiao	07 98 28 94
Ouamara Ninthia Gervais	Sous-Préfet de Gouine	47 93 82 39
Guehi Adolphe	Sous-Préfet Logouale	09 77 50 79
N'guessan Loukou Dieudonné	Sous-Préfet de Podiagouine Par Interim	48 00 32 13
Quanteny Yao M	Sous-Préfet de Sondougousoba	
Amani Charles	Sous Prefet Banneu	47 70 69 48
Tape Laba	Sous-Préfet de Bin-Houye	09 11 61 75
Achi Jacob	Sous-Préfet de Teapleu	58 65 33 14
Bene Kouakou Jean Louis	Sous-Préfet Koro	48637099

Noms	Fonctions	Contacts
N'guessan Berenger .C.K	Sous-Préfet Booko	08224073
Dodo Guehi Achille	Sous-Préfet Niokosso	09844835
Soumahoro Sahi Herman .D	Sous-Préfet Mahandougou	68514191
Youssouf Ouattara	Sous-Préfet Borotou	07351137
Diarrassouba Lacina	Sous-Préfet de Founbesso Contact :	08409976
Dago Dakouri Alexandre	Sous-Préfet de Dioman	07889967
Kouadio Tanoh Serge	Adjoint Administratif Représentant S/ Préfet De Guinteguella	58039069
Effoh Kouadio Venance	Secrétaire Adjoint Représentant Du Sous-Préfet de Touba	07547959
Kouame Kouakou	Sous-Préfet Séguéla	08527285
Kouame Loukou Eric	Sous-Préfet de Bobi	07359100
Ahore Gnable Daniel Hermann	Sous-Préfet Diarabana	07068196
Kouame Kouame Faustin	Sous-Préfet Massala	08672134
Sie Essoh Loes Henri	Sous-Préfet Worofla	09892324
Bayoh Baba	Sous-Préfet Kamalo	71500511/07090697
Assale Esse	Sous-Préfet Sifie	07635180
Abraham Kouame	Sous-Préfet de Bakoubly	07247042
Kouassi Koffi	Sous-Préfet Tiobly	07221683
Gballou Gbahou Aymas	Sous-Préfet Meo	07625637
N'dri Yao Abdon	Sous-Préfet Koonan Contact	07242593
Dole Keumian Rodrigue	Représentant Sous-Préfet de Ouaninou	47286246
Toure Adama	Sous-Préfet Gbon-Houye	49500684
Oula Michel	Représentant Sous-Préfet de Seileu	57134347
Bakayoko Kassoum	Sous-Préfet de Danané	07187896
Ka Pehe Henry	Sous-Préfet De Kani	57242515
Eba Niamke	Sous-Préfet Fadiadougou	47088367
Bahou Jean –Michel	Représentant Sous-Préfet de Morondo	57750715

✓ **Mairie**

Noms	Fonctions	Contacts
Kouinouan Germain	4 Adjoint Au Maire Zouan-Hounien	09 47 46 96
Youssouf Soumahoro	1 ^{er} Adjoint Au Maire De Koro	09434529
Bakayoko Mamadou	Chef Cabinet Du Maire De Koro	08163691
Fadiga Vamoriba	2ieme Adjoint Au Maire de Touba	08246886/05420579
Inza Sangaré	Conseiller Municipal Mairie Sifie	09640864
Trabi Dieudonné	Chef De Service Mairie Sifie	07649530
Traore Vassouleymane	1 ^{er} Adjoint Au Maire de Massala	08317857
Soumahoro Lama	2ieme Adjoint Au Maire de Séguéla	09021351
Camara Mory	Conseiller Municipal Ouaninou Contact :	69323600
Dosso Youssouf	Maire de Ouaninou	49370907
Bamba Abou	Mairie de Koonan	04220000

Noms	Fonctions	Contacts
Yaya Sangaré	Représentant du Maire de Kani	08099893

✓ **Directions régionales****Direction Régionale de la Salubrité de l'Environnement et du Développement Durable**

Noms	Fonctions	Contacts
Bewe Armel	Représentant du Dr Agriculture Touba	09377510

Direction Régionale MINADER

Noms	Fonctions	Contacts
Gnima Emilienne A. Noëlle	DD agriculture Bangolo	45 42 13 44
Gnande Nioule Jean P	Agent agriculture Biankouma	48 19 15 28
Aboh Kolia Vincent	Agent agriculture Biankouma	58 11 57 67
Deazon Sio Sylvain	Chef PPSE Agriculture Man	07 43 92 13/07 51 92 13
Affing Kouassi Simplicie	Dr Worodougou	05963703
Gala N'guessan Célestin	D R Agriculture Ouaninou	77318885

Direction Régionale des Eaux et Forêt

Noms	Fonctions	Contacts
Koffi Romeo Silvere	Assistant Du DR Eaux Et Foret Man	48 97 90 23
Gossan Max Rufin	Dr Eaux Foret De Touba	47675183
Hubert Katchia	Colonel D R Eaux & Foret Séguéla	07962544

Direction Régionale de la Construction, du logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme

Noms	Fonctions	Contacts
Goh Deli Bertin	Chef de Service Urbanisme Man	09 41 21 44
N'guessan Bogui JC	C/S Foncier Zouan-Hounien	89 75 69 90
Kouadio Koffi	D R Construction Et Urbanisme De Worodougou	48378942

✓ **Directions Départementales****Direction Départementale de la Santé et de l'Hygiène Publique**

Noms	Fonctions	Contacts
Kouame K. Achille	Hôpital général Biankouman	07 04 87 50
Abouo Yapi Edouard	Chef De Service CHR De Man	58 21 44 25
Yao Lahone	Médecin Ouaninou	87487893
Koné Tidiane	Directeur Hôpital General de Kani	07806698

Direction Départementale des Eaux et Forêt

Noms	Fonctions	Contacts
Koffi Yao Sasin	Chef Cantonnement Biankouma	47791800
Yeo Gninnakan	Sergent Cantonnement Forestier Zouan-Hounien	09 16 13 77
Mamadou Soumahoro	Lt/Col Chef De Cantonnement Eaux & Forêt Koro	09096382
Assanvo Jean -N	Eaux & Forêt Ouaninou	09262381
Assiri .T. Maximin	D.D Eaux & Forêts Danané	07696008
Niambe Claude	Chef de Cantonnement de Kani	07352667

Direction Départementale du MINADER

Noms	Fonctions	Contacts
Manh Severin	Agent DD Agriculture Biankouman	49 26 56 02
Koua Taky Jean Paul	Agent Agriculture Biankouman	58 41 28 22
Vanh Bruno	DD Agriculture Zouan-Houmien	09710133
Kouame N'guessan Prosper	DD Agriculture De Koro	59951715
Kra Amani Martial	Agent Agriculture De Ouaninou	08118707
Dion Robert	DD Agriculture Danané	07713892
Gogoue .Z. Anselme	MPVA DD Agriculture De Kani	07494044

Direction Départementale de la Construction, du logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme

Noms	Fonctions	Contacts
Kouame Yao Lambert	DD Construction Biankouma	07 17 37 94
Goh Deli Bertin	Chef de Service Urbanisme Man	09 41 21 44
Yamion Jose Jean .P	D.D Construction Koro	09559930
Diomande Mouti	Ingénieur T.P D.D Construction Danané	01020349
Bele Koh	Dd Construction Zouan-Hounien	57500312

Direction Départementale de la CIE

Noms	Fonctions	Contacts
Kouakou K Didier	Cie Biankouman	58 13 08 63
Diabate Bakari	Agent Tech Réseau Electrique Man	01 28 56 40
Core G Daniel	Responsable Manutention Et Travaux Cie Man	40 18 38 42
N'guetta Akpagni Rene	Adjoint Dr Cie Man	51 87 51 80
Yode Bouazo	Agent Cie Touba	47426458
Serifou Alidjan	Agent Cie Ouaninou	06987511
Silue Moussa	C.E Cie Danané	07681788

Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR)

Noms	Fonctions	Contacts
Kouhon Serge Pacome	Chef Secteur OIPR Biankouman	07791426

✓ **Chefferies traditionnelles et Présidents de jeunes et/ou de femmes**

Noms	Fonctions	Contacts
Gnomblet Demon Alphonse	Chef de Village Tieine-Zagna	08 62 25 54
Doacolette	Presidente des Femmes	78 28 80 26/76 44 84 89

Noms	Fonctions	Contacts
Diomande Aime	Chef De Village Mamizo	55 23 27 37
Zran Mouty	Chef Village De Zangouin	48 37 23 47
Gouanke Dekpassi Gregoire	Chef Du Village Gbeleu	09 98 95 59
Goun Dohon Denis	Chef De Petit Zeale	77 44 28 74
Goungoulin Françoise	Vice Presidente Des Femmes	09 05 56 59
Vamissa Bayoko	Chef Du Village Moako-Koro Contact :	08496513/45240650
Samassi Djeneba	Presidente Des Femmes Village Moako-Koro	04826264 /47216091
Bamba Bakary	Chef Du Village De Farako-Koro	08370208 /43430613
Bamba Mariam	Presidente Des Femmes De Farako-Koro	54308958
Mamery Bakayoko	Chef Du Village De Mahanan	46945766/ 58687890
Bamba Fiassoum	Presidente Des Femmes Du Village De Mahanan	46945766/58687890
Coulibaly Manyo	Presidente Des Femmes De Breko	85536340
Coulibaly Mamadou	Chef Du Village Breko	08002150/05082304
Fofana Mamigna	Presidente Des Femmes De Flala	54565354
Coulibaly Massoma	Chef Du Village Flala	04653985/89518542
Touh Gade Micheline	Presidente Des Femme De Pantroya	68344024
Gbehe George Claver	Chef Du Village De Pantroya	59862380
Diomande Gbontie	Chef Du Village De Kozema Ouaninou	46262146
Diomande Makony	Présidente Des Femmes De Kozema	46262146
Zodo Zoue Paul	Chef Du Village De Tintouo	09696238/ 64567324
Gome Phylomene	Présidente Des Femmes De Tintouo	09696238/64567324

13.3 Annexe 4 : Liste des localités bénéficiaires dans les Districts des Montagnes et du Woroba

Liste des localités des Districts du WOROBA et des MONTAGNES Mission EESS assortie d'un PCGES et PCR

INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
279	WOROBA	BAFING	KORO	BOROTOU	ZOUMASSADOUGOU	326
304	WOROBA	BAFING	KORO	BOROTOU	BILALO	278
305	WOROBA	BAFING	KORO	NIOKOSSO	BINI	88
307	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	BLAMADOUGOU	41
308	WOROBA	BAFING	KORO	MAHANDOUGOU	BLANDOUGOU	94
327	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	BRIMALA	85
331	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	DIALA	150
337	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	DOUAGBESSO	328
344	WOROBA	BAFING	KORO	KORO	FARAKO-KORO	122
346	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	FÉNA-BARALA	181
386	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	KAALA	196
391	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	KESSESSO	177
400	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	KONSASSO-MASSALA	156
419	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	LAHOMODOUGOU	280
432	WOROBA	BAFING	KORO	NIOKOSSO	MASSABOUÉDOUGOU	266
434	WOROBA	BAFING	KORO	KORO	MASSALA-KORO	48
440	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	MÉMADOUGOU 2	116
444	WOROBA	BAFING	KORO	KORO	MOAKO-KORO	308
447	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	MOFOUINSO	44
452	WOROBA	BAFING	KORO	BOROTOU	MOYENDOUGOU	135
459	WOROBA	BAFING	KORO	KORO	NIBILLO	181
469	WOROBA	BAFING	KORO	BOROTOU	OUASSIKO	28
470	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	OUAYÈRÈ	251
480	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	SAGBANIKORO	178
492	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	SÉMODOUGOU	95
493	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	SÉNA	102
495	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	SESSINKO	28
497	WOROBA	BAFING	KORO	NIOKOSSO	SÉZENDOUGOU	198
503	WOROBA	BAFING	KORO	NIOKOSSO	SILAFRESSO	280
517	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	SOKORO-KESSIENKO	72
520	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	SOMANA	231
526	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	TAMADOUGOU	116
529	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	TIANA	91
556	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	TOUNZI	260
559	WOROBA	BAFING	KORO	NIOKOSSO	TOURESSO 2	86

INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
561	WOROBA	BAFING	KORO	KORO	VABOUESSO	201
562	WOROBA	BAFING	KORO	NIOKOSSO	VACABADOUGOU	88
575	WOROBA	BAFING	KORO	KORO	YAKORODOUGOU	165
363	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	GGBANADOUGOU	138
401	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	KONSASSO- SOKOURALA	208
409	WOROBA	BAFING	KORO	MAHANDOUGOU	KOUNINGOUOLO 2	92
451	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	MORITIÉDOUGOU	65
489	WOROBA	BAFING	KORO	BOROTOU	SEKODOUGOU	124
536	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	TIÉMOKODOUGOU	86
558	WOROBA	BAFING	KORO	NIOKOSSO	TOURESSO	104
577	WOROBA	BAFING	KORO	BOOKO	YAOSSÉDOUGOU	131
281	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	BABADOUGOU	312
287	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	BANADJÉNA	84
288	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	BANANGORO	262
295	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	BASSAM	109
318	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	BOONI-GBÉLO	77
350	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	FOUANA	103
354	WOROBA	BAFING	OUANINO	SANTA	GBAGBADOUGOU	236
356	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	GBANGO	75
366	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	GOLLA	190
368	WOROBA	BAFING	OUANINO	SABOUDOUGOU	GOMANDOUGOU	112
375	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	GOUATOULO	76
382	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	GUË	128
404	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	KOSSAFINIZO	144
418	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	LAHIDOUGOU	110
420	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	LASSEBADOUGOU	168
429	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	MAMOUESSO	105
442	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	MISSADOUGOU	175
448	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	MONZONAN	313
454	WOROBA	BAFING	OUANINO	GOUEKAN	N'GOHISSO	196
458	WOROBA	BAFING	OUANINO	SANTA	NIANLÉ	202
463	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	OHIDOUGOU	199
466	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	OUALOU-GANHOUE	164
473	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	OUINTOULO	143
481	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	SAHOUELA	223
482	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	SAKOFÈ	260
484	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	SANANDOUGOU	231
496	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	SESSO	320
498	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	SIALOU	141
500	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	SIDOUGOU-GANHOUE	55

INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
505	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	SILAKORO-GANHOUÉ	169
513	WOROBA	BAFING	OUANINO	SABOUDOUGOU	SOGBESSÉDOUGOU	334
523	WOROBA	BAFING	OUANINO	GOUEKAN	SOUGOUÉKAN	203
527	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	TÉKO	113
532	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	TIÉKOMANDOUGOU	101
539	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	TIÉNIVÉ	115
542	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	TIKA	131
545	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	TOGBADOUGOU	160
548	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	TOUBAKO-GANHOUÉ	101
549	WOROBA	BAFING	OUANINO	GOUEKAN	TOUBAKO-GOUÉKAN	196
552	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	TOUFINGA	151
555	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	TOUNVÉ	322
563	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	VACÉRISSO	230
574	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	YAFFÉ	304
576	WOROBA	BAFING	OUANINO	GBELO	YAMAFASSO	38
296	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	BAYOLA	294
310	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	BONDOUNLO	106
370	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	GOOKO	158
413	WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	KOZÉMA	263
511	WOROBA	BAFING	OUANINO	GOUEKAN	SODIMAN	239
568	WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	VASSAMADOUGOU	206
289	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	BANGOFÉ	173
290	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	BANIGA	277
300	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	BENGORO-DIOMAN	226
301	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	BENGORO-TIENKO	160
302	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	BÉNIGORO	108
303	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	BIANKO	262
312	WOROBA	BAFING	TOUBA	GUINTEGUELA	BONTOMA	148
316	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	BOOLA	90
317	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	BOONI	265
333	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	DIESSO-DIOMAN	162
338	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	DOUASSO	321
342	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	FAHIMASSO	135
348	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	FOBÉDOUGOU	204
353	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	GATASSO	224
355	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	GBANADOUGOU	44
358	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	GBÉKA	114
362	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	GBOTOLA	86
376	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	GOUÉKOLO 1	284
377	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	GOUÉKOLO 2	137

INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
380	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	GOUÉLA-TIENKO	60
396	WOROBA	BAFING	TOUBA	GUINTEGUELA	KONGORONA	148
406	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	KOUESSO	113
412	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	KOUROUKORO-DIOMAN	62
421	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	LAWASSO 1	81
423	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	LONDANAN	163
427	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	MAHANA	300
430	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	MAMOUSSO	103
450	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	MORIGBÉDOUGOU	51
464	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	OHISSE	236
476	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	SAALA-DIOMAN	61
477	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	SAALA-GUÉNIMANZO	61
478	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	SAALA-KAMASSELLA	92
491	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	SÉKODOUGOU	186
499	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	SIANO	119
514	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	SOGBESSO 2	283
515	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	SOGBOSSO	26
525	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	TAAGO	234
530	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	TIASSO	82
531	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	TIÉFINISSO	143
534	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	TIEKOURASSO	242
544	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	TOA	287
550	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	TOUBAKO-KAMASSELLA	185
553	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	TOUKO	291
572	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	YAALA FOUENAN	274
579	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	YENGORO	187
585	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	ZOUANDESSO	216
299	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	BÉMASSO	115
324	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	BOULA-DIOMAN	107
360	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	GBENIGORO	132
379	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	GOUÉLA	208
394	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	KOHIDOUAGOU	128
417	WOROBA	BAFING	TOUBA	GUINTEGUELA	LADJIDOUAGOU	324
424	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	LONGANA	59
516	WOROBA	BAFING	TOUBA	DIOMAN	SOGBOSSO 1	34
519	WOROBA	BAFING	TOUBA	FOUNGBESSO	SOKOURALLA GOUANA	310
535	WOROBA	BAFING	TOUBA	TOUBA	TIÉKOURASSO-TIENKO	96
1070	WOROBA	BERE	DIANRA	DIANRA	CISSÉDOUGOU	302
1082	WOROBA	BERE	DIANRA	DIANRA	DIARRADOUGOU	432
1165	WOROBA	BERE	DIANRA	DIANRA	MANADOUGOU	337

INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
1197	WOROBA	BERE	DIANRA	DIANRA-VILLAGE	PÉTÉRIKAHA	315
1052	WOROBA	BERE	KOUNAHIRI	KOUNAHIRI	BASSAPLA	210
1107	WOROBA	BERE	KOUNAHIRI	KOUNAHIRI	GBEHOUA	354
1215	WOROBA	BERE	KOUNAHIRI	KOUNAHIRI	SOUKOUROUSSO	223
1122	WOROBA	BERE	KOUNAHIRI	KONGASSO	KABAKORO	196
1118	WOROBA	BERE	MANKONO	TIENINGBOUE	GOUÉKO	269
1128	WOROBA	BERE	MANKONO	MARANDALLAH	KANKANAZO	300
1144	WOROBA	BERE	MANKONO	TIENINGBOUE	KOUAKOUDOUGOU	341
1148	WOROBA	BERE	MANKONO	MANKONO	KOULOUKOULOUKORO	27
1158	WOROBA	BERE	MANKONO	BOUANDOUGOU	LINGUÉKORO	229
1170	WOROBA	BERE	MANKONO	BOUANDOUGOU	MÉNÉMÉNÉTOU	412
1178	WOROBA	BERE	MANKONO	MARANDALLAH	N'GBANKOUNDOUGOU	416
1179	WOROBA	BERE	MANKONO	TIENINGBOUE	N'GUESSÉDOUGOU	283
1190	WOROBA	BERE	MANKONO	TIENINGBOUE	NOTIÉNA	359
1194	WOROBA	BERE	MANKONO	MARANDALLAH	OUÉRÉBO	392
1221	WOROBA	BERE	MANKONO	BOUANDOUGOU	TABAKORO-DIOULASSO	302
1228	WOROBA	BERE	MANKONO	MARANDALLAH	TIASSÉDOUGOU	426
1241	WOROBA	BERE	MANKONO	MANKONO	TOULOUKORO	423
1060	WOROBA	BERE	MANKONO	TIENINGBOUE	BONASSO	310
1183	WOROBA	BERE	MANKONO	MARANDALLAH	NIANKABI-SATAMA-TABAKORO	304
8342	WOROBA	WORODOUGOU	KANI	DJIBROSSO	KOKODJIMONO	162
8247	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	WOROFILA	BANANIGORO	84
8249	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	BANHANA	280
8252	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	BÉKRO	174
8253	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	BEMASSO	143
8257	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	DIARABANA	BESSÉLA	168
8264	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	BOUILA	255
8267	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	BOBI	DAFANA	150
8285	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	DJÉNIGBÉ	255
8288	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	DJIGUIBALA	52
8301	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	FLANA	166
8303	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	FRAGBARA	116
8318	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SIFIE	GBOKLOSSO	61
8325	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	DUALLA	KAHAMA	155
8341	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	KAMALO	KOHOLA	51
8350	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	KRAMOASSO	110
8351	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	KROMINA	196
8353	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SIFIE	LALO	315
8361	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	MANGUILO	138
8383	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SIFIE	NIANDOZO	179

INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
8391	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SIFIE	OUATTARASSO	277
8395	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	DUALLA	SAGBAKORO	246
8397	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	KAMALO	SAGOURA-SANON	234
8398	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	SAKOUASSO	177
8417	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	SOKOURA	163
8423	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	DIARABANA	SOUROUMANA	287
8427	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	DUALLA	SUINVILLA 2	139
8441	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	TRAFESSO	162
8446	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	YANGANA	230
8447	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	YOMANKRO	265
8286	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SIFIE	DJÉNIGBÉ	319
8321	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA	GNAHOULÉGO	244
8346	WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	MASSALA	KOUASSIKRO	126
654	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	DANANE	BÉATRO	366,00
673	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	DANANE	BIEUPLEU 2	145,00
684	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	DANANE	DOHOUAPLEU	433,00
691	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	DANANE	GBANGATOUO	290,00
709	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	DANANE	GBÉADAPLEU	289,00
748	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	DANANE	LIGBEUPLEU	128,00
600	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	SEILEU	MESSAMPLEU	50,00
1891	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	DANANE	TINTOUO	308,00
1967	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	SEILEU	TONNONTOUO	215,00
1971	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	SEILEU	VIPLEU	117,00
1890	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	SEILEU	YELLEU	299,00
1922	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	SEILEU	ZANHAMPLEU	214,00
2009	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	DANANE	OUYALEU	264,00
2021	MONTAGNES	CAVALLY	DANANE	GBON-HOUE	TOUOPLEU	198,00
6496	MONTAGNES	TONKPI	MAN	SANDOUGOU-SOBA	BETA	148,00
6509	MONTAGNES	TONKPI	MAN	SANDOUGOU-SOBA	BOFESSO-DOUMA	115,00
6525	MONTAGNES	TONKPI	MAN	ZAGOUÉ	GLÉGOUIN	101,00
6573	MONTAGNES	TONKPI	MAN	SANDOUGOU-SOBA	GOTONDIÉ	105,00
6600	MONTAGNES	TONKPI	MAN	SANDOUGOU-SOBA	TEGOUIN	40,00
6620	MONTAGNES	TONKPI	MAN	SANDOUGOU-SOBA	ZANGOUIN	131,00
6627	MONTAGNES	TONKPI	MAN	SANDOUGOU-SOBA	ZÉRÉGBADIÉ	34,00
6659	MONTAGNES	TONKPI	MAN	BOGOUINE	ZIONGOUIN	45,00
6664	MONTAGNES	TONKPI	MAN	PODIAGOUINE	DOLÉ	101,00
6695	MONTAGNES	TONKPI	MAN	PODIAGOUINE	LONLÉ	100,00
8116	MONTAGNES	TONKPI	TOULEPLEU	TIOBLY	BAZOBLI	250,00

INDEX CINERGIES	DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT	SOUS- PREFECTURE	LOCALITES	POPULATION
8130	MONTAGNES	TONKPI	TOULEPLEU	TIOBLY	OULOTO-ZRÉBLI	246,00
8140	MONTAGNES	TONKPI	TOULEPLEU	BAKOUBLY	PANTROYA	286,00
8142	MONTAGNES	TONKPI	TOULEPLEU	TIOBLY	BAWOMBLI	316,00
8151	MONTAGNES	TONKPI	TOULEPLEU	PEHE	GLAKON-BLOC	208,00
8165	MONTAGNES	TONKPI	TOULEPLEU	NEZOBLY	ZAÏGBOPLEU	311,00
8180	MONTAGNES	TONKPI	TOULEPLEU	TOULEPLEU	ZOUTOUHO	311,00
8199	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	ZOUAN-HOUNIEN	BLONTOUO	155,00
8200	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	TEAPLEU	BOYAPLEU 2	264,00
8207	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	ZOUAN-HOUNIEN	GBÉLEU	264,00
8215	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	GOULALEU	KOLEU	259,00
7740	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	TEAPLEU	LÉAMPLEU-GOUALEU	95,00
8039	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	TEAPLEU	PETIT ZÉALÉ	79,00
8087	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	TEAPLEU	SOGUINNEU	85,00
8149	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	TEAPLEU	TRODAPLEU	185,00
8211	MONTAGNES	TONKPI	ZOUAN-HOUNIEN	ZOUAN-HOUNIEN	ZEULIPLEU	306,00
608	MONTAGNES	TONKPI	BIANKOUMA	GOUINE	MAMIZO	195,00
602	MONTAGNES	GUEMON	BANGOLO	BANGOLO	BINAO	440,00
594	MONTAGNES	GUEMON	BANGOLO	BÉOUÉ-ZIBIAO	PLOHOUIN	313,00
597	MONTAGNES	GUEMON	BANGOLO	GOHOUO-ZAGNA	TIÉ-INÉ-ZAGNA	196,00

13.4 Annexe 5 : Liste de villages proposés par les personnes consultées pour être bénéficiaires au projet d'électrification du district des montagnes et du woroba

DISTRICTS	REGIONS	DEPARTEMENTS	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES PROPOSEES	COMMENTAIRES
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	KANI	Kabnekho, Lipana et Nondjé Lazarkro, Blaisekro, N'Go Kro et Antoine Kro	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	KANI	Babasso, Soba et Nassasso Bas-yani.	Localités déjà électrifiées cependant le réseau électrique est de très mauvaise qualité
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	DJI BROSSO	Séguédjan, Borobadougou, Moritiédougou, Dabé et Souasso	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	DJI BROSSO	Koumbara et Djorofa	Village déjà pris en compte pas d'autres projets similaires dont les travaux sont aux arrêts
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	FADIADOUGOU	Lipara, Niondjé, Fonandougou et Namiendougou	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	FADIADOUGOU	Barago, Massasso-senoufo, Migniniba et Migninideni	Présence du réseau électrique dans les villages cependant la distribution de l'électricité dans les ménages n'a pas encore été entamée.
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	Morando	Morando	Village déjà électrifié mais nécessitant un renforcement du réseau électrique,
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	Morando	Diomandougou, Kologo et Ndou	Villages nécessitant une extension du réseau électrique
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	Morando	Hermankono, Setoumou et Séfrédja	Village en attente de l'achèvement des travaux d'électrification
WOROBA	WORODOUGOU	KANI	Morando	Notou, Kologo et Diomandougou	Villages en attente du démarrage des travaux pour des projets similaires
WOROBA	WORODOUGOU	DIOMAN	DIOMAN	Fonala	Suspension des travaux d'électrification

DISTRICTS	REGIONS	DEPARTEMENTS	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES PROOSES	COMMENTAIRES
WOROBA	WORODOUGOU	DIOMAN	DIOMAN	Toulô Gagnasso	Village déjà pris en compte pas d'autres projets similaires
WOROBA	WORODOUGOU	DIOMAN	DIOMAN	Guéniniano	Village proposé pour être électrifié en remplacement du village Yengoro déjà pris en compte dans un projet similaire.
WOROBA	WORODOUGOU	TOUBA	TOUBA	Dar-Es-Salam Peloton-Extension Belleville Sokoura2-Peloton Sokoura3 CKM Toubaco-Etension Garnoci	Nouveaux quartiers de Touba pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	WORODOUGOU	TOUBA	TOUBA	Dougouba 1et 2 TP Bonisso Trobiaville 1 et 2 Sokoura 1 Djassa Sogbeni	Nouveaux quartiers de Touba nécessitant une extension du réseau électrique
WOROBA	WORODOUGOU	TOUBA	TOUBA	Yoh Bouindala Godou-fouma Koungoh Tirikoro Mamaouesso Tiemansso Gasso Boutisso	Village pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	BAFING	TOUBA	BOONI	Niéon	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	BAFING	TOUBA	BOONI	Bobo	Nouveau quartier de Bobo nécessitant une extension du réseau électrique
WOROBA	WORODOUGOU	TOUBA	TOUBA	Goh Dolo N'gamonsso	Villages en attente de l'achèvement des travaux d'électrification
WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	Siafesso Sokourani	Village pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	BAFING	OUANINO	KOONAN	Koonan Tienemassa	Ville de Koonan et localité de Tienemassa nécessitant une extension du réseau électrique

DISTRICTS	REGIONS	DEPARTEMENTS	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES PROPOSEES	COMMENTAIRES
WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	Flasso, Sifasso, Sokourani, Faradoudou, Ohidougou, Tieouledou, Facerydougou, Seryfoula, Booni-gbélô, Goloutoulô, Babadougou, Sodiman, Bassam, Gouan, Sodiman, Ohidougou	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	WOROFILA	Dabala	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	Sifié	Sélakoro	Village traversé par les hautes tensions mais pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	Sifié	Sifié	Extension et renforcement du réseau électrique
WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	Kamalo	Kamalo	Extension et renforcement du réseau électrique
WOROBA	WORODOUGOU	SEGUELA	Kamalo	Djomon	Travaux d'électrification à l'arrêt dans la localité de Djomon
WOROBA	BAFING	TOUBA	GUINTEGUELA	Bahadalo, Gouplo, Fenon II	Villages pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	BAFING	KORO	MASSALA	Kokokro et Tiéma-Gbela	Villages pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	BAFING	KORO	KORO	Vabouesso, Maoko-koro, Yakorodougou, Farako-koro	Villages pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	BAFING	OUANINO	OUANINO	OUANINO	Ville de OUANINO nécessitant une extension du réseau électrique
MONTAGNES	TONPKI	BIANKOUMA	BIANKOUMA	Bounta (Santa)	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité Près de 9000 habitants y vivent selon les

DISTRICTS	REGIONS	DEPARTEMENTS	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES PROOSES	COMMENTAIRES
					autorités de la localité
MONTAGNES	TONPKI	ZOUANHOUNIEN	ZOUANHOUNIEN	Jerusalem, boriboua, creuset d'or, abattoir, campus Kaminpleu, Lavampleu, Zinanpleu, Zogoleu, gbatta	Villages pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
MONTAGNES	TONPKI	BIANKOUMA	GOUINE	Gouine Douolé	Travaux d'électrification en cours dans ces villages
				Kokialo Mamiso	Villages pris en compte par le projet Energos
				Sossokro Gbouatongui Kpengouèle	Campements pris en compte par le projet Energos
MONTAGNES	GUEMON	BANGOLO	BANGOLO	Taoublygrae, Bobabo, Yeblo, Petit pin et Penai	Village pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
MONTAGNES	GUEMON	BANGOLO	BANGOLO	Bangolo	Renforcer le réseau électrique de la ville de Bangolo, surcharge du réseau entraînant des baisse de tension
MONTAGNES	CAVALLY	TOULEUPLEU	TOULEUPLEU	Gueyede et Douoguibli	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
MONTAGNES	CAVALLY	TOULEUPLEU	BAKOUON	Pantroya	Village pas encore électrifié, proposés par les autorités de la localité
MONTAGNES	CAVALLY	TOULEUPLEU	Meo	Diaï, Panhoulo, Douozon, Bohobli, Sahoubli, Paoubli, Grié 2	Villages pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité
WOROBA	BAFING	KORO	KORO	Vabouesso Maoko-koro Yakorodougou Farako-koro	Villages pas encore électrifiés, proposés par les autorités de la localité

13.5 Annexe 6 : LISTE DES COOPERATIVES DES FEMMES RECENSEES

District	Région	Département	Coopérative	Responsable	Activité	Contact
MONTAGNAES	TONPKI	Sous-prefecture de GOUINE	Association des Productrices de Vivrier « DOUËLILE »	Monsia Bernadette, Epouse Gonnin (Présidente)	Activités Agricoles	07 38 04 49
WOROBA	BAFING	Sous-prefecture de OUANINO	Association des commerçantes de OUANINO (GROUPE CLASSIC)		Activités commerciales	
WOROBA	BAFING	Sous-prefecture de OUANINO	Association « SOKO » des femmes agricultrices de OUANINO		Activités Agricoles	
WOROBA	BAFING	Sous-prefecture de OUANINO	Association des commerçantes de OUANINO (GROUPE CLASSIC)		Activités Agricoles	
WOROBA	BAFING	Sous-prefecture de OUANINO	Union des femmes pour le développement de OUANINO		Activités Agricoles	
WOROBA	BAFING	Sous-prefecture de KOONAN	Groupe de femmes de Tenemassa de		Activités Agricoles	
WOROBA	BAFING	Sous-prefecture de KOONAN	Association des épouses des fonctionnaires et des femmes fonctionnaires de Koonan		Entraide des femmes	
MONTAGNES	GUEMON	Bangolo	Fédération des associations des femmes du grand-Ouest (FAFEMGO)	Banhie Ines Régina	Autonomisation des femmes par la création des activités génératrices de revenus	01 23 23 26 59 36 36 35
MONTAGNES	GUEMON	Bangolo	Association des femmes commerçante battantes de Bangolo (GFCBBAN)	Djyh Alice Nina	Activités commerciales	04 38 53 86
MONTAGNES	GUEMON	Bangolo	Association « GUELAPOHENIMAN »	Goulé Kouadé Martine	Activités Agricoles et commerciales	46 72 45 25
MONTAGNES	GUEMON	Bangolo	Association « DEBORAH »	Guéoué Fidèle épouse Mah	Activités Agricoles	07 27 63 42
MONTAGNES	GUEMON	Bangolo	Association des femmes de « DOUEKPE »	Séa Kouiebo Thérèse	Activités Agricoles	55 28 89 03
MONTAGNES	GUEMON	Bangolo	Association des femmes de « VALEUR »	Bahou Déheo Martine	Activités Agricoles et commerciales	07 73 51 03
MONTAGNES	GUEMON	Bangolo	Association « AKOUSION »	Bahe Hortense	Activités Commerciales	59 93 33 57
MONTAGNES	GUEMON	Bangolo	Association « BANGOLO »	Tahou Gisèle	Entraide des femmes	05 25 29 08

LISTE DES RESPONSABLES DES ASSOCIATIONS DE LA VILLE ET COMMUNE DE TOULEPLEU

LISTES DES RESPONSABLES DES ASSOCIATIONS DE LA VILLE ET COMMUNE DE TOULEPLEU					
N°	NOM ET PRENOMS	DENOMINATION	LOCALITE	NBRE	CONTACT
01	Mme TAHI Ivonne	FEDERATION GNONON BLEKPI	AMAGOU	35	09790634
02	DIE Djaho Thérèse Epouse BALOU	ABEWEHI	AMAGOU		
03	NANLO	ADJIKEDI	LYCEE		58 40 42 12
04	DOKOUI Edvie	COOPEBANANE	LYCEE		06 64 20 54
05	GANDJIKE Martine, eps ZONTIE	LOUETY	LIBREVILLE		49 48 03 92
06	GBIKOU Simone, eps KOKO	AIR -NOUVEAU	SOKORANI		49 03 40 25
07	MABEA Gba Martine	DJIGUIA	Commerce		47 37 45 61
08	KPAHIRO Poyé	KEHAKPIN	T.VILLAGE		09 48 64 66
09	GUIDY Bligninon	AMINNOU	T.VILLAGE		08 63 72 06
10	KLEOULOU Bli Corentine	MON-ASSOBLO	T.VILLAGE		08 87 33 47
11	TOURE Magnama	BINKELEMA	MOSQUEE		47 70 77 49
12	FADIGA Fatoumata	ALLAH-KABO	SOKORANI		09 36 58 19
13	NIOULE Gnonskan virginie	DECONTY	T.VILLAGE		09 08 22 24
14	BLI Tchiewehi Honorine	ANELA	T.VILLAGE		09 28 82 03
15	PEHE Flan Monique	HAOUN-KONGNAN	SAHIBLY		56 42 76 54
16	Poa sUZANNE	HANIA	T.VILLAGE		
17	DRO Félicité	DETAKOUN	KOTICAN		47 52 15 00
18	DOUE Marceline	APPAUHEKPI	GUELLE		48 69 20 22
19	THIO Djéoué Cyrille	MONANNOUTI	MONT-SEITE		47 67 03 67
20	GNENONWE Hortence	DENOUSSENE	LYCEE		06 21 70 14
21	TOULAUD Thérèse	ANIANWE	LYCEE		
22	BANGALI Elise	GNAMIEN-OYESSI	BEAU-SOLEIL		58 42 25 56
23	BOUEHIOUIN Dekala Monique	ZOUODO	ZOUTOUO		49 04 66 47
24	SEYOU Delphine	KOUISSONHI	DOHO		
25	DAO Mariam Martine	ADJAKPI	DOHO		
26	DROH Thérèse	HAOUN-DJEHI	DOHO		56 72 33 75
27	POUHO Kemonbli Nadège	ADJIKEDJIKEDY	DOHO		47 57 48 12
28	DJIROU Yvette	ANIANWE	DOHO		46 70 54 14
29	GUEI Deba Jeannette	DJIBESSON	DIOLLE		
30	BOUEHI Prisca Viviane	APPOUEKPI-HAEDENOU	BEAU-SOLEIL		09 18 57 29
31	ZANHAN Blesson Melaine	ADJIBEH	DOHO		08 77 24 51
32	BLESSON Clementine	DJIBETTHOR	BEAU-SOLEIL		49 45 57 23
33	OULOHOULOU Hortence	ABESSON-WEHI	BEAU-SOLEIL		77 27 85 36
34	PEHE Ephragie	ASSEMON	KAN-RACINE		
35	AMINATA Sanogo	SONNIEWE	BAKPAHI		06 06 62 28
36	YALE Mondjou Jeannette	TADJE	LIBREVILLE		49 84 22 62
37	DOUE Agath	ABLEGBI	SAHIBLY		
38	DIAKITE Matin	BINKADI	KOTICAN		47 22 56 35
39	KOUIITY Tiessede Catherine	MOANOUIN DE GBEHEDY	SAHIBLY		58 18 36 68
40	SONH Deoué Pierrette	AMONDJE	T.VILLAGE		09 27 13 46

LISTE DES RESPONSABLES DES ASSOCIATIONS DE LA VILLE ET COMMUNE DE TOULEPLEU

LISTES DES RESPONSABLES DES ASSOCIATIONS DE LA VILLE ET COMMUNE DE TOULEPLEU

N°	NOM ET PRENOMS	DENOMINATION	LOCALITE	NBRE	CONTACT
41	BASSOUA Oulibli Agnès	HAOUN-DJEHI	T.VILLE		
42	DABLOA Miangninon Justine	ATIKEWLI	GUIELLE		59 04 61 27
43	BLY Djenawé	SONKPAKPINDEHI	CEBLI		
44	TIEGNON Djeigninon Yvonne	ANELA	AMAGOU		
45	TIEDE Sikekoua Martine	DJIKEDY	TAMBLI		
46	PEHE Dehoué Madeleine	DJIBHESSON	CEBLI		
47	NIGNINON Léontine	ABEWEHI	CHATEAU		
48	DRO Kinsaha Philomène	GNONDADE	SOKORANI		
49	PEHE née TOULAUD Thérèse	ANIEWE	T.VILLE		
50	OUHO Anne Marie Giselle	TOUKPIH	BAKPAHI		
51	GLON Péhégninon Rosalie	SIAOUWEHI	SEISAIBLI		
52	GBEHE Kouegnion Catherine	ADJIEDI	ZIOUEBLY		
53	GANHOUE Gbehegninon Célestine	TCHIEWEHI	T.VILLE		
54	GBAHOU Tchegnionon Béatrice	HANANTY	DIOLLE		
55	MONH Gnonchya Agnès	KEAIHAGBIN	DIOLLE		
56	GUEI Deba Jeannette	DJIBESSON	DIOLLE		
57	KAN Mompocho Louise	SONHAN-MINNOU	DIOLLE		
58	MANKOULA	VEUVES	T.VILLE		
59	TEH Nahoui Yolande	COIFFEUSES	T.VILLE		09 45 58 22
60	TEGNINHI Rebecca	FEMMES BATTANTES	T.VILLE		49 92 75 19
61	OKOUA Gisèle	AFFOT	T.VILLE		

SENOUFO

KOULANGO

ABRON

DJIMINI

MALINKE

YACOUBA

GOURO

AKAN

LISTE DES ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DES FEMMES DES LOCALITES DE LA SOUS-PREFECTURE DE TOUBA

REGION DU BAFING
DEPARTEMENT DE TOUBA
SOUS-PREFECTURE DE TOUBA

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DES FEMMES DES LOCALITES
DE LA SOUS-PREFECTURE DE TOUBA

N°	DENOMINATION	LOCALITES	RESPONSABLES	CONTACTS
01	BENGUEMAN	SEKODOUGOU	DOSSO Maman	05215470/56673201/86929096
02	BENGUEMAN	MAHANAN	DIOMANDE Maferriman	46945766
03	BENGADI	BANGOFÉ	DIOMANDE Fatoumata	06004911
04	YEYA	SIANON	DIOMANDE Mansé	44225614
05	Association des femmes	TIASSO	Manalo KONE	46508051
06	Association des femmes	FAHIMASSO	KONE Massin	40359704/5536316248/46258076
07	Association des femmes	GBENIGORO-TIENKO	SOUMAHORO Mawa	04102425/45758803
08	Association des femmes	GBOOLA	DOSSO Massandjé	
09	LANAYA	SAALA-KAMASSILA	TOURE Madoué	49284082
10	Association des femmes	MORIGBEDOUGOU	BAMBA Mariam	46102497
11	Association des femmes	GBANANDOUGOU	DIOMANDE Mastingbo	46206763/46201099/09754343
12	Association des femmes	KOHIDOUYOU	BAYO Ndognan	56756094/56797041
13	Association des femmes	BIANKO	SOUMAHORO Founty	05411780/06594799
14	Association des femmes	TIEKOURASSO	DIOMANDE mAHIKA	46182553/44594443
15	Association des femmes	GOUELA-TIENKO	KONE Banassa	45971547/49820599
16	Association des femmes	GBENIGORO	Saty KONE	45990926/05406012/46156482
17	Association des femmes	TIENKO	DIABATE Banassoun	05820932
18	Association des femmes	GBOONI	KANE Nadège Jeannette	54160787/44122041
19	Association des femmes	LONDANA	KANE Louise Evoline	04400856
20	Association des femmes	ZOH	KANE Yatie Mario	
21	Association des femmes	FOBEDOUGOU	SAKO Makouin	05875139/09182840
22	Association des femmes	TOHA	DOSSO Mayaté	
23	Association des femmes	TOUBAKO-KAMASSILA	BAKAYOKO Maikan	54777286/47922719

Pour le sous-Préfet et par Ordre



ETOH Kouadio Venance
Secrétaire Administratif



LISTE DES ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DES FEMMES DE LA COMMUNE DE TOUBA

REGION DU BAFING
DEPARTEMENT DE TOUBA



COMMUNE DE TOUBA

République de Côte d'Ivoire
Union – Discipline – Travail

**LISTE DES ASSOCIATIONS ET GROUPEMENT DES FEMMES
DE LA COMMUNE DE TOUBA**

NOM DE L'ASSOCIATION	CONTACTS DES MEMBRES	
ASSOCIATION DES FEMMES DE TROBIAVILLE 2 « GROUPE LANAYA »	Présidente	BAMBA Massiami 04125203 / 08407758
	Secrétaire	KONE Fatoumata 04897668
UNION DES FEMMES AGRICULTEURS DE SANANKORO « GROUPE BENGUEMAN »	Présidente	TOURE MABOUE 49492160
	Secrétaire	DIOMANDE Mawa 01846959
UNION DES FEMMES AGRICULTEURS DE GBANANDOU GOU « GROUPE BENKADI »	Présidente	KONE MATIN 06060836
	Secrétaire	Fatouma BAKAYOKO 49374916
ASSOCIATION DES FEMMES DE DOUGOUBA1 « GROUPE ALLAKISON CHU »	Présidente	NANAN BAMBA 49932721
	Secrétaire	FADIGA MAYOLI 57915676
UNION DES FEMMES AGRICULTEURS DE SOKOURA II « UFAS II »	Présidente	AGBIN BECHE CHIADON MARIE CLAUDE 48289377/03460013
	Secrétaire	DIOMANDE NAN BRIGDEL BERTHE 08327913
ASSOCIATION DES FEMMES DE TROBIAVILLE 1 « GROUPE TERYA »	Présidente	BAMBA FANTA 09012248/46654718
	Secrétaire	DIOMANDE MAYOLI 09095311
ONG FARAFIN'DENI JUNIOR	Présidente	DIABATE Mahoua 05334355
	Secrétaire	KOUADIO Francine 07337628

LISTE DES ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS DES FEMMES DE LA COMMUNE DE TOUBA

ASSOCIATION AGRICOLE DES FEMMES DU BAFING « BARAKAGNI »	Présidente	Mme KONE Fatoumata 02655310
	Secrétaire	DIOMANDE BASSA
ASSOCIATION DES FEMMES DE SIDOUGOU-OUONDONON « YEYA »	Présidente	KONE MABOUDOU 56521321
	Commissaire aux comptes	BAMBA MATIN 45754350
ASSOCIATION DES FEMMES BARAKA DE TOUBA	Présidente	TOURE Bintou
	Secrétaire	DIOMANDE Fanta
ASSOCIATION DES FEMMES BADEGNAN DE TOUBA	Présidente	FADIGA NASSERE
	Secrétaire	FADIGA FATOU (MT)

LISTE DES ASSOCIATIONS DE LA COMMUNE DE TOUBA

Liste des Associations de la Commune de Touba

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Nom de l'Association	Contact
01	SOUMAHORO Fatoumata	Présidente	BARAKA	07 90 67 11
02	DOUMBIA Mahoua	Vice-présidente	-"-	89 31 59 21
03	F0FANA Makemin	Présidente	SINIKENEYA	07 53 27 94
04	DIABATE Mariam	Vice-présidente	-"-	07 53 27 94
05	CHERIF Madognan	Présidente	BADEGNAN	
06	BAYO Mariam	Vice-présidente	-"-	
07	SAKO Mariam	Présidente	SILOKO	46 86 59 94
08	DIABATE Magnaman	Vice-présidente	-"-	
09	TOURE Karidja	Présidente	YEYA	
10	SOUMAHORO Djénéba	Vice-présidente	-"-	
11	TOURE Makoin	Présidente	BENGUEMA	
12	TOURE Brakissa	Vice-présidente	-"-	
13	BAYO Sali	Présidente	BADEGNAN	
14	BAMBA Fatoumata	Vice-présidente	-"-	
15	BAMBA Mamoua	Présidente	LANAYA	89 50 22 01
16	BAMBA Mahoua	Vice-présidente	-"-	45 87 51 05

LISTE DES ASSOCIATIONS DE LA COMMUNE DE TOUBA

17	DOSSO Massé	Présidente	BADEGNAN	
18	DIOMANDE Gbassa	Vice-présidente	-"	
19	BAYO Makoni	Présidente	ALLAKISON	
20	DOSSO Banassa	Vice-présidente	-"	
21	BAYO Massiagbê	Présidente	BARAKA	
22	BAYO Matin	Vice-présidente	-"	
23	DIOMANDE Fatou	Présidente	SOLUTION	
24	SOUMAHORO Djénéba	Vice-présidente	-"	
25	DIOMANDE Massiagbê	Présidente	BENGUEMA	76 06 85 87
26	FOFANA Minata	Vice-présidente	-"	06 53 40 19
27	DOSSO Mama	Présidente	BENGUEMA	
28	BAMBA Fatoumata	Vice-présidente	-"	
29	BAMBA Mafiatou	Présidente	ALLAKISON	09 35 63 48
30	DIOMANDE Maférina	Vice-présidente	-"	
31	BAYO Mariam	Présidente	BENGUEMA	
32	TOURE Maïmonna			

LISTE DES ETATS NOMINATIFS DES ASSOCIATIONS OU GROUPEMENTS DES FEMMES DE LA SOUS-PREFECTURE DE DIOMAN

**ETAT NOMINATIF DES ASSOCIATIONS OU GROUPEMENTS DE FEMMES
DE LA SOUS-PREFECTURE DE DIOMAN**

Numéro d'ordre	Localités	Désignations	Activités	Responsables
1	GBOTOLA	Sinikénéya	Manioc ; maraichers	Diomandé Mandogna
2	YENGORO	-Lumière -Yéya	Maraichers; vivriers ; Entraide	-BAYO Massama -BAMBA Maouindi
3	TOUKO	-Lanaya -Binguéma	Manioc ; entraide ; Manioc ; entraide	Bamba Mangoka
4	SAALA- Guénimanzo	-Lanaya - Tout petit	Haricot ; manioc ; sésame ; entraide	-BAKAYOKO Mariame -KONE Salimata
5	TAAKO	Binguéma	Manioc, entraide	TOURE Macha
6	GBENGORO	Binguéma	Manioc ; entraide	KONE Maika
7	BOULA - Dioman	-Binguéma -la paix	Maraichers ; oignon Tomate ; entraide	KONE Machiani -Soumahoro Maboya
8	KOUROUKORO	Pawè Binguéma	maraichers vivriers riz ; manioc	Sanogo mabiti KONE maika

Fait à Dioman, le 13 août 2019

Le Sous-préfet



DAGO Dakouri A.
Grade III

13.6 Annexe 7 : Règlement intérieur et code de bonne conduite

REGLEMENT INTERIEUR ET CODE DE BONNE CONDUITE

0. PREAMBULE

Afin d'assurer la bonne marche du chantier et la bonne exécution des travaux, et soucieuse de voir le personnel travailler dans de bonnes conditions, L'ENTREPRISE a établi le présent Règlement intérieur et code de bonne conduite.

Le présent Règlement intérieur et code de bonne conduite a pour objet de définir :

- les règles générales et permanentes relatives à la discipline au travail ;
- les principales mesures en matière d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise ;
- le respect des droits de l'homme ;
- le respect de l'environnement ;
- les dispositions relatives à la défense des droits des employés ;
- les mesures disciplinaires ;
- les formalités de son application.

Le présent Règlement et Code de bonne conduite s'applique sans restriction ni réserve à l'ensemble des salariés et apprentis de l'Entreprise, y compris, ses sous-traitants et partenaires sécuritaires et autres.

Article 1 – DE LA DISCIPLINE GENERALE

La durée du travail est fixée conformément aux dispositions légales et conventionnelles du code du travail en vigueur en République de Côte d'Ivoire.

Les Employés sont astreints à l'horaire arrêté par la Direction tel qu'affiché sur les lieux de travail et communiqué à l'Inspection du Travail. Les heures de travail sont les suivantes : 8 h à 12 et de 14h à 17h.

Toutefois, pour l'avancement du chantier, l'Entreprise peut demander au personnel d'effectuer des heures supplémentaires au-delà des 8 heures de travail journalier. Les heures supplémentaires sont rémunérées conformément au code du travail.

Les Employés doivent se soumettre aux mesures de contrôle des entrées et des sorties mises en place par la Direction. Le Personnel doit se trouver à son poste de travail à l'heure fixée pour le début du travail et à celle prévue pour la fin de celui-ci. Aucun retard au travail ou arrêt prématuré du travail sans autorisation n'est toléré.

Le travailleur n'est pas autorisé à exercer une activité autre que celle confiée par l'Entreprise.

Aucune absence injustifiée n'est tolérée. Toute absence doit, sauf cas de force majeure, faire l'objet d'une autorisation préalable de la Direction. L'absence non autorisée constitue une absence irrégulière qui est sanctionnée. Toute indisponibilité consécutive à la maladie doit, être justifiée auprès de la Direction dans les 48 heures qui suivent l'arrêt.

Aucun travailleur ne peut être absent plus de 3 jours au cours d'un mois sans justification valable.

IL EST FORMELLEMENT INTERDIT au travailleur, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement, sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires par l'autorité publique, de :

- tenir des propos et attitudes déplacés vis-à-vis des personnes de sexe féminin ;
- avoir recours aux services de prostituées durant les heures de chantier ;
- avoir des comportements de violences physiques ou verbales violents dans les installations ou sur les lieux de travail ;
- attenter volontairement aux biens et intérêts d'autrui ou à l'environnement ;
- commettre des actes de vandalisme ou de vol ;
- refuser de mettre en application les ordres donnés par sa hiérarchie et les procédures internes édictées par la Direction du chantier ;
- faire preuve d'actes de négligence dans le cadre de ses fonctions ou d'imprudences entraînant des dommages ou préjudices à la population, aux biens d'autrui ou de l'Entreprise, à l'environnement, notamment en rapport avec les prescriptions de lutte contre la propagation des IST et du VIH Sida.
- quitter son poste de travail sans autorisation de la Direction du chantier ;
- introduire et diffuser à l'intérieur de l'entreprise des tracts et pétitions ;
- procéder à des affichages non autorisés sous réserve de l'exercice du droit syndical ;
- introduire sans autorisation dans l'entreprise des personnes étrangères au service sous réserve du respect du droit syndical ;
- emporter sans autorisation écrite des objets appartenant à l'entreprise ;
- se livrer à des travaux personnels sur les lieux du travail ;
- introduire dans l'entreprise des marchandises destinées à être vendues pour son compte personnel ;
- divulguer tous renseignements ayant trait aux opérations confidentielles dont le Personnel aurait connaissance dans l'exercice de ses fonctions ;
- garer les véhicules de l'Entreprise hors des emplacements prévus à cet effet ;
- quitter son poste de travail sans motif valable ;
- consommer de l'alcool ou être en état d'ébriété pendant les heures de travail, entraînant des risques pour la sécurité des riverains, clients, usagers et personnels de chantier, ainsi que pour la préservation de l'environnement ;
- signer des pièces ou des lettres au nom de l'entreprise sans y être expressément autorisé ;
- conserver des fonds appartenant à l'entreprise ;
- frauder dans le domaine du contrôle de la durée du travail ;

- commettre toute action et comportement contraires à la réglementation et à la jurisprudence du droit du travail ;
- se livrer dans les installations de la société à une activité autre que celle confiée par l'Entreprise ;
- utiliser les matériels et équipements mis à sa disposition à des fins personnelles et emporter sans autorisation écrite des objets appartenant à l'entreprise ;

Article 2 – DE L'HYGIENE ET SECURITE

Le Personnel est tenu d'observer les mesures d'hygiène et de sécurité ainsi que les prescriptions de la médecine du Travail qui résultent de la réglementation en vigueur.

L'Entreprise organise un service médical courant et d'urgence à la base-vie (dispensaire), adapté à l'effectif du personnel, et fournit les services de premiers secours nécessaires, y compris le transfert des membres du personnel blessés à l'hôpital ou dans d'autres lieux appropriés, le cas échéant.

L'Entreprise met à la disposition du personnel des équipements de protection individuelle (EPI) et les badges et en veillant à ce que l'affectation des équipements soit faite en adéquation avec la fonction de chaque Employé ;

IL EST NOTAMMENT OBLIGATOIRE :

Pour l'Employé : de se présenter à son poste muni des équipements qui lui ont été attribués (paire de bottes, combinaison appropriée pour chaque tâche, gant, cache-nez, casque, etc.) ; utiliser les accessoires et vêtements de sécurité mis à sa disposition par l'entreprise, chaque jour travaillé.

L'Employé ne peut utiliser pour son intérêt personnel lesdits équipements, lesquels doivent être conservés par lui et utilisés en bon père de famille.

- porter le badge indiquant le nom et la fonction pour l'ensemble du personnel.

IL EST FORMELLEMENT INTERDIT DE :

- pénétrer et séjourner dans l'entreprise en état d'ébriété ou sous l'effet de stupéfiants ;
- consommer des boissons alcoolisées ou des stupéfiants pendant les heures de travail ;
- fumer en dehors des locaux prévus par l'entreprise à cet effet ;
- détenir ou transporter des armes exception faite des partenaires sécuritaires ;
- transporter à bord des véhicules des personnes étrangères à l'entreprise ;
- se servir des véhicules de l'entreprise à d'autres fins que celles prévues par l'entreprise ;
- utiliser des matériels électriques, engins, véhicules, machines dangereux sans formation, sans compétence et sans autorisation préalables ;
- provoquer ou subir un accident sans informer dès le retour à l'entreprise, la personne responsable ;

- rouler avec un camion présentant une anomalie flagrante de fonctionnement sans le signaler aux personnes responsables et risquer ainsi de provoquer une détérioration plus importante du matériel ou encore un accident.

Article 3 – DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

La personne humaine est sacrée dans sa dignité et ne peut faire l'objet d'un traitement inhumain, cruel et dégradant sous aucune forme. Par conséquent, les actes de barbarie suivants sont sévèrement réprimés :

Le harcèlement moral

Aucun Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires et autres ne doivent subir ou faire subir des agissements répétés de harcèlement moral ayant pour objet ou effet une dégradation des conditions de travail susceptibles de porter atteinte aux droits et à la dignité, d'altérer sa santé physique ou compromettre son avenir professionnel.

Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir subi ou refusé de subir les agissements définis ci-dessus ou pour avoir témoigné de tels agissements ou les avoir relatés.

Est donc passible d'une sanction disciplinaire tout Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires qui aura commis de tels actes répréhensibles.

Les violences physiques

Aucun Employé et apprenant de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires et autres ne doivent subir ou faire subir des violences physiques, sous toutes ses formes, des voies de faits, des coups et blessures volontaires, des mutilations physiques à l'endroit de tout être humain ou ses biens personnels.

De proxénétisme, harcèlement et violences basée sur le genre et pédophilie

Conformément aux textes nationaux, régionaux et internationaux sur le proxénétisme, le harcèlement et les violences sexuelles contre les femmes, la pédophilie et le respect des us et coutumes des populations et des relations humaines d'une manière générale,

tout acte de proxénétisme, harcèlement, abus, violences sexuelles, pédophilie (cfr : (i) Résolution 48/104 des Nations Unies relative à la déclaration sur l'élimination des violences contre les femmes et (ii) Résolution 2011/33 sur la prévention, la protection et la coopération internationale contre l'utilisation des nouvelles technologies d'information pour abuser et/ou exploiter les enfants) sera immédiatement sanctionné par un licenciement dès la première constatation de la faute, avec transmission des éléments caractéristiques de la faute pour les poursuites judiciaires par l'autorité publique compétente s'il échet.

De l'exploitation des enfants

Conformément aux textes nationaux, régionaux, et internationaux : ((i) Résolution 2011/33 sur la prévention, la protection et la coopération internationale contre l'utilisation des nouvelles technologies d'information pour abuser et/ou exploiter les enfants et (ii) Résolution 44/25 du 20 novembre 1989 sur les droits des enfants), l'emploi et l'exploitation des enfants sont strictement interdits au sein de l'entreprise.

Article 4 – DU RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

IL EST FORMELLEMENT INTERDIT DE :

- transporter, détenir et/ou consommer de la viande de brousse et des végétaux d'espèces protégées par la convention de Washington (CITES), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et la réglementation nationale ;
- s'adonner au commerce et/ou trafic de tout ou partie d'espèces protégées et/ou d'espèces provenant d'aires protégées, notamment l'ivoire ;
- abattre les arbres dans le campement et dans les zones environnantes ou dans les zones du projet, que ce soit pour la commercialisation du bois de chauffe, du charbon de bois ou pour les besoins personnels ;
- de polluer volontairement l'environnement ;
- de faire preuve d'actes de négligence ou d'imprudences entraînant des dommages ou préjudices à l'environnement.

Tout feu allumé devra être contrôlé et éteint après usage pour lequel il a été allumé.

Article 5 – DES DROITS DE LA DEFENSE DES EMPLOYES

Des procédures disciplinaires :

Hormis les cas des infractions considérés comme imprescriptibles par la loi, aucune faute commise par un travailleur ne peut être invoquée au-delà d'un délai de 2 mois à compter du jour où l'entreprise en a eu connaissance, à moins que des poursuites pénales n'aient été exercées dans ce même délai.

Aucune faute antérieure de plus de (3) trois ans à l'engagement des poursuites disciplinaires ne peut être invoquée à l'appui d'une nouvelle faute dûment commise.

Toute sanction disciplinaire notifiée doit comporter l'énonciation des griefs qui la motive.

Toute sanction disciplinaire est précédée d'une convocation de l'Employé. Ce dernier peut se faire assister d'un Conseil de son choix lors de l'entretien.

Article 6 – PRINCIPALES FAUTES ET SANCTIONS

Les griefs articulés et les sanctions allant jusqu'au licenciement selon la gravité des faits reprochés au travailleur sont repris ci-dessous.

En cas de violation de ces interdictions, le travailleur contrevenant est passible de sanctions. Lorsque la responsabilité de l'Entreprise est civilement engagée, elle se réserve le droit de poursuivre en réparation civile ou en action de remboursement, le travailleur responsable.

Fautes	Sanctions
Trois jours de retards injustifiés dans la même quinzaine	blâme

Fautes	Sanctions
Mauvaise exécution du travail	Avertissement
Abandon du poste de travail sans motif	Avertissement
Refus d'obéir à un ordre du supérieur hiérarchique	Mise à pied de 1 à 3 jours
Introduction de marchandise dans le chantier pour vente	Mise à pied de 1 à 7 jours
Trafic illicite de marchandises ou boissons alcoolisées et autres articles dans les lieux de travail	Mise à pied de 1 à 8 jours
Etat d'ébriété pendant les heures de travail, entraînant des risques pour la sécurité des riverains, clients, usagers et personnels, ainsi que pour la préservation de l'environnement	Mise à pied de 8 jours
Absence non motivée d'une durée supérieure à une demi-journée mais inférieure à 2 jours	Mise à pied de 1 à 8 jours assortie du non-paiement du salaire correspondant au temps perdu
Absence non motivée excédant 72 heures	Licenciement avec préavis ou sans préavis assorti du non-paiement du salaire correspondant aux heures d'absence
Bagarre sur le lieu de travail et tout autre manquement grave ou léger à répétition à l'intérieur de l'établissement	Licenciement sans préavis
Vol	Licenciement sans préavis
Propos et attitudes déplacés vis-à-vis des personnes de sexe féminin dans les lieux de travail	Licenciement avec préavis
Recours aux services de prostituées durant les heures de chantier	Licenciement sans préavis
Violences physiques et voies des faits dans les lieux de travail	Licenciement sans préavis
Atteintes volontaires aux biens et intérêts d'autrui ou à l'environnement dans les lieux de travail	Licenciement sans préavis
Refus de mise en application des procédures internes de l'Entreprise malgré rappel de la part de la hiérarchie	Mise à pied de 15 jours
Dans le cadre du travail, négligences ou imprudences répétées ayant entraîné des dommages ou préjudices à la population, aux biens, à l'environnement notamment en rapport avec les prescriptions de lutte contre la	Licenciement sans préavis

Fautes	Sanctions
propagation des IST et du VIH-SIDA ou en cas de contamination volontaire de VIH	
Consommation de stupéfiants dans les lieux de travail	Licenciement immédiat
Dans des lieux de travail, transport, possession et/ou consommation de viande ou de tout autre partie animale ou végétale issue d'espèces protégées au sens de la Convention de Washington (CITES), de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et de la réglementation nationale	Licenciement immédiat
Dans les lieux de travail, proxénétisme, harcèlement, abus et violences sexuels sur les femmes, pédophilie, coups et blessures, trafic de stupéfiants, pollution volontaire grave, commerce et/ou trafic de tout ou partie d'espèces protégées et/ou d'espèces provenant d'aires protégées, notamment l'ivoire, etc.	Licenciement immédiat dès la première constatation de la faute, ainsi qu'à la transmission des éléments caractéristiques de la faute aux services compétents de répression de l'Etat
Toute autre faute non-prévue par le présent règlement	Sera soumise à un comité de discipline ad hoc de l'Entreprise pour qualification et proposition d'une sanction

Article 7 – FORMALITES ET DEPOT

Le présent Règlement Intérieur et Code de bonne conduite a fait l'objet d'une présentation à tous les Employés et apprenants de l'Entreprise, ses sous-traitants ainsi que ses partenaires sécuritaires.

Il a été également :

- communiqué à l'Inspection du Travail;
- affiché à la base-vie de l'entreprise et dans les véhicules et engins.

Et un exemplaire remis à chaque Employé. Il en sera de même en particulier lors de chaque embauche.

Pour tout cas de plainte de quelque nature que ce soit ; prière contacter les personnes suivantes :

Fait à Abidjan Le //

Signature et cachet de l'entreprise